

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1918-1919.

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR L'EXERCICE 1919 (1).

Tableau IX. — Industrie, Travail et Ravitaillement.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. TROCLET.

MESSIEURS,

Nous avons divisé notre rapport en deux parties. La première se rapporte aux chapitres des dépenses extraordinaires visant le Ravitaillement de la population et la distribution des secours.

La deuxième partie concerne les dépenses ordinaires, ou plus exactement le rapport sur le budget de l'Industrie et du Travail proprement dit.

C'est évidemment aux questions ayant trait à la prévoyance sociale et à la protection du travail que nous avons donné les plus grands développements.

(1) Budget, n° 107.

(2) La section centrale, présidée par M. POULLET, était composée de MM. MECHelynck, BERTRAND et TINBAUT, vice-présidents; MM. WAUVERMANS, HOUTART et VILAIN; IMPERIALI, PONCELET et PUSSEMIER; VAN LIMBURG-STIRUM; FERON et BUYÉ; DELPORTE, PEPIN et LAMBORELLE, DEBUNNE, LIEBAERT et TROCLET; HONINCKS, DE KERCHOVE D'EXAERDE et DE WOUTERS D'OPLINTER.

PREMIÈRE PARTIE.

RAVITAILLEMENT ET SECOURS.

Pendant la guerre, le Comité National de Secours et d'Alimentation a sauvé le pays de la famine. Certes, on a pu faire des critiques sérieuses au sujet de certains côtés de son organisation; mais il n'en est pas moins vrai que ce fut une œuvre immense, unique dans l'Histoire, et dont il faut féliciter tous ceux qui, du haut au bas de ce vaste organisme, se sont donnés corps et âme pour le tenir debout au milieu des mille embûches dressées par l'occupant.

Sans cette magnifique organisation, les denrées disponibles auraient été le monopole des riches. Le rationnement a permis d'assurer à chacun un minimum de pain et de nourriture à un prix relativement réduit vu les circonstances. Évidemment, faute de produits, les rations étaient insuffisantes, mais la distribution n'en était pas moins imprégnée du grand principe d'égalité.

Le service public de l'alimentation du pays restera une des choses les plus belles et des plus étonnantes qu'enregistreront les annales de la Belgique sous l'occupation allemande.

L'organisation des services du ravitaillement.

Un arrêté royal en date du 21 novembre 1918 a transféré au Ministère de l'Industrie et du Travail, les attributions et services concernant le ravitaillement de la population civile, et dépendant à ce moment, des Ministères de l'Intérieur, des Affaires Économiques et de l'Intendance Civile et Militaire.

Les services du ravitaillement étant susceptibles d'être supprimés dans un avenir plus ou moins éloigné, il fut décidé que tous les agents de cette administration formeraient un cadre temporaire. — L'arrêté royal du 30 décembre 1918, fixe le statut spécial s'y rapportant.

Nous avons cru utile de demander des détails sur l'organisation du service du Ravitaillement. Nous pensons qu'il est intéressant de donner connaissance aux membres de la Chambre des Représentants des renseignements obtenus.

I. — ORGANISATION.

A. — *La Direction Générale du Service des Achats.* — Ce service est chargé d'acheter à l'étranger les fournitures destinées au ravitaillement de l'armée, ainsi que les marchandises nécessaires aux départements ministériels ou organismes officiels qui ont recours à son intermédiaire.

Il est placé sous les ordres d'un directeur général, M. le s/intendant de 1^{re} classe Vanderreken.

Ce service est organisé comme suit :

DÉPARTEMENT DE L'ALIMENTATION.

1 ^{re} division.	1 ^{er} bureau.	Indicateur.
		Ration du soldat.
2 ^e division.	1 ^{er} bureau.	Ration du cheval.
		Céréales, farine. pain, beurre, biscuit, fromage, malts, sons, etc.
	2 ^e bureau.	Viande fraîche et congelée.
		Conserves, légumes (en boîtes), plats cuisinés, soupes, bouillons.
2 ^e division.	3 ^e bureau.	Petits vivres de la ration, denrées coloniales, salaisons et corps gras, comestibles, légumineuses et graisse.
	4 ^e bureau.	Articles pour fumeurs.
		Légumes frais et séchés.
		Pommes de terre.
		Fruits frais, secs et en boîtes, confitures, miel, etc.
		Vins, boissons, etc., et leurs emballages.

DÉPARTEMENT DE L'HABILLEMENT.

1 ^{re} division.	1 ^{er} bureau.	Indicateur.
		Tissus de laine et de coton, bonneterie, linge, objets confectionnés en laine et en coton, sacs en jute et tissus divers.
2 ^e division.	2 ^e bureau.	Cuirs et chaussures.
		Buffleteries.
	3 ^e bureau.	Objets divers en cuir et en peau.
		Objets d'équipement en général.
2 ^e division.	3 ^e bureau.	Objets divers en métal, bois, etc.
		Objets divers pour les magasins, papier, photographie, lampes, dentifrices, lotions, accessoires de toilette, etc.
	4 ^e bureau.	Comptabilité.

Le directeur-général des Achats et, en son absence, le directeur-adjoint, ont qualité pour conclure au nom de l'État, les marchés passés par le Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.

Pour la facilité de ses opérations commerciales, la Direction Générale des Achats dispose de missions permanentes à l'étranger. Celles-ci fonctionnent à Londres, à Paris et à New-York.

B. — *La Direction Générale des Vivres Indigènes.* — Ce service est chargé de l'exécution de la saisie des céréales propres à la panification, des orges et escourgeons et des avoines, de la répartition de ces produits, de la réglementation de la fabrication, du commerce et de la répartition du bétail et viandes, du lait, du beurre et des matières grasses, du sucre et des produits sucrés, et des vivres indigènes en général. Elle est dirigée par M. Gaspard, directeur-général.

Elle comprend :

1^{re} division :

1^{er} bureau : céréales.

2° bureau : avoines et orges.

2° division :

3° bureau : pommes de terre, féculents, légumes.

4° bureau : lait, beurre, graisses.

5° bureau : viandes, levure.

6° bureau : sucre, produits sucrés.

La Direction Générale des Vivres indigènes est assistée :

1° DE LA COMMISSION DES ACHATS.

a) *Attributions.* — La création de cette Commission constituée par arrêté ministériel du 10 avril 1919, publié au *Moniteur* le 17 avril suivant, s'imposait en suite de la clôture des opérations de la « Commission for Relief in Belgium » et de ses sous-organismes.

En fait, elle devait prendre toutes les mesures destinées à assurer, pour l'avenir, l'alimentation publique et, à cette fin :

1° Procéder aux achats des produits nécessaires pour l'alimentation et notamment du blé dans les meilleures conditions possibles ;

2° Assurer le transport des marchandises achetées tant à l'importation qu'à la répartition ;

3° Établir le prix de revient des marchandises en vue de la fixation des prix de vente dans le pays ;

4° Organiser éventuellement l'achat et la répartition de la récolte indigène.

b) *Composition :*

MM. Gaspart, Directeur Général des Vivres indigènes, Président ;

Delannoy, Marché-aux-Grains, 2, Anvers, Secrétaire ;

Dossaer, rue des Chênes, 20, Anvers ;

Herkens, Avenue des Arts, 71, Anvers ;

Sasse, rue Van Schoonbeke, 85, Anvers ;

Verbeek, Avenue Rubens, 22, Anvers ;

Vuysteke, rue Belliard, 21, Bruxelles.

2° DE LA COMMISSION DES LEVURES.

a) *Attributions.* — La Commission des Levures a été constituée par arrêté ministériel du 24 décembre 1918.

Elle a pour but d'étudier toutes les questions relatives à l'établissement des prix de revient, à la fabrication et à la fixation des prix d'achat et de vente de la levure, de l'alcool, du vinaigre et des autres sous-produits éventuels de la fabrication de la levure.

Elle est composée de fabricants de levure, distillateurs et fabricants de vinaigre, de représentants de commerce, de délégués du Comité National et du département.

Elle a fixé, dès le début, la quantité de diverses matières qui sera attribuée à chacun des fabricants de levure de Belgique, ainsi que les prix de cession de ces diverses matières, de façon à déterminer exactement la quantité de levure que chaque usine pourra mettre sur le marché.

La Commission s'est occupée ensuite de la recherche et du contrôle de tous les éléments permettant l'établissement du prix de revient de la levure et de ses sous-produits. Elle a proposé d'établir les prix d'achat aux producteurs et de vente aux consommateurs de la levure et de l'alcool pour usages industriels.

Les propositions de la Commission des Levures ont fait l'objet d'arrêtés ministériels fixant officiellement le tarif proposé par la susdite Commission.

b) *Composition :*

MM. Janssen, rue Seutin, 15, à Schaerbeek ;

Dumont de Chassart, à Chassart, Vice-président ;

Verschueren, chef de bureau aux Vivres indigènes, Secrétaire ;

Carbonnelle, fabricant de levure, à Tournai ;

Chevremont, rue Auguste-Gevaert, 14, à Anderlecht ;

Daems, quai au Bois-à-Brûler, 15, à Bruxelles ;

Feyerick, Halle-aux-Draps, Gand ;

Gaspart, Directeur Général des Vivres indigènes ;

Octors, Maison du Peuple, rue Joseph-Stevens, Bruxelles ;

Olyff, rue de Namur, 20, à Bruxelles ;

Sacré, rue Van Orley, 14, à Bruxelles ;

Springuel, distillateur, à Huy.

3^e DE LA COMMISSION DES VIVRES INDIGÈNES.

a) *Attributions.* — Cette Commission, constituée par arrêté ministériel du 11 janvier 1919, publié au *Moniteur* le 6 avril suivant, a pour mission de donner son avis sur toutes les mesures à prendre concernant les produits alimentaires indigènes.

b) *Composition :*

MM. Gaspart, Directeur Général des Vivres indigènes, Président ;

Bauduin, Raffinerie Tirlemontoise, Tirlemont ;

Beckers, Directeur du Bureau Fédéral des Intercommunales ;

Boulangier, échevin, Beyne-Heusay ;

Chevremont, rue Auguste-Gevaert, 14, à Anderlecht ;

De Backer, Administrateur du « Vooruit », à Gand ;

Baron de Steenhault, rue Royale, 83, à Bruxelles ;

Fally, Directeur des Abattoirs de Bruxelles ;

Herkens, avenue des Arts, 71, à Anvers ;

Raskin, agronome de l'État, Charleroi ;

Rousseau, Coopérative « Le Progrès » de Jolimont ;

Tombour, échevin, Liège ;

Van Denwaeren, rue Royale, 83, Bruxelles ;

Herman Debroux, rue de la Loi, 208, Bruxelles ;

Nicolai, chef de division aux Vivres indigènes, Secrétaire.

**4° DE LA CHAMBRE ARBITRALE POUR RÉGLER LES DIFFÉRENDS POUVANT SURGIR
DANS LE COMMERCE DES SUCRES.**

a) *Attributions.* — Par arrêté ministériel du 31 mars 1919, il a été créé une Chambre arbitrale pour régler les différends pouvant surgir entre vendeurs et acheteurs dans le commerce des sucres et des produits sucrés.

b) *Composition :*

MM. Bergé, Café des Boulevards, Bruxelles ;
Brouwier, Siroperie, Roosbeek ;
Graffiau, avenue Jean-Linden, 73 ;
Morel, place de l'Industrie, 34, Bruxelles ;
Van Melder, 116, rue Vanden Bogaerden, Molenbeek-Saint-Jean ;
Van Iseghem, chaussée de Vleurgat, 198, Bruxelles ;

5° — DE LA COMMISSION DES SUCRES.

a) *Attributions.* — Par arrêté ministériel du 20 décembre 1918, il a été créé près du département de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, une commission chargée d'étudier l'établissement des prix de vente des sucres et des produits sucrés de la campagne 1918-1919.

b) *Composition :*

MM. Banduin, Raffinerie Tirlemontoise, Président ;
Benette, Chef de bureau aux Vivres Indigènes, Secrétaire ;
Bergé, Café des Boulevards, Bruxelles ;
Boulangier, Échevin, Beyne-Heusay ;
Brouwier, fabricant de Sirop, à Micheroux ;
Chevremont, rue Aug. Gevaert, 14, Anderlecht ;
Gaspart, Directeur Général des Vivres Indigènes ;
Janssen, rue Seutin, 16, à Schaerbeek ;
Materne, confiturier, Jambes ;
Meurens, fabricant de sirop de fruits, Aubel ;
Morel, place de l'Industrie, 34, à Bruxelles ;
Octors, Maison du Peuple, Bruxelles ;
Peten, rue Van Craesbeek, 21, à Anvers ;
Van Iseghem, chaussée de Vleurgat, 198, Ixelles ;
Wynants-Groenendaels, fabricant de sirop de fruits, Looz.

C. — Service des Licences.

Cet organisme avait été créé pour l'examen des demandes d'importation et d'exportation pour ce qui concerne les denrées alimentaires, les vêtements, les chaussures, les tissus et les produits et ustensiles directement utilisables par le consommateur.

Par suite de la suppression progressive des licences pour la plupart des articles cités ci-dessus, ce service n'examine plus actuellement que les

demandes se rapportant aux produits alimentaires et d'habillement, tabacs et parfumeries.

Il se subdivise comme suit :

1^{re} division : M. De Buck,

Produits alimentaires, avoines, orges, céréales en général.

2^e division : M. Lahaye,

Tissus confectionnés, chaussures, tabac, parfumerie et ses dérivés.

Ce service est aidé par la *Commission des Exportations*.

a) *Attributions*. — Cette Commission est appelée à donner son avis sur toutes les questions de principe qui se posent à l'occasion de l'introduction de demandes de licences d'exportation ; elle décide notamment si tel produit existe en quantité suffisante pour que la sortie en soit permise ; elle statue également sur le cours des prix payés, et examine s'il n'y a pas à craindre que l'exportation du produit visé en augmente encore le prix ; enfin, elle donne son avis sur la moralité des négociants demandeurs de licences d'exportation.

b) *Composition* :

MM. Eugène Jacobs, 5 7, rue Vandermalen (tabacs) ;

Léon Chaussette, 21, rue de la Concorde (tissus) ;

Charles Stuckens, 166, rue Belliard ;

Oscar Chevremont, 14, rue Auguste-Gevaert (denrées coloniales) ;

Édouard Mathees, 23, rue Théodore-Roosevelt, Inspecteur général de l'Industrie ;

Victor Serwy, 28, rue du Portugal, Administrateur de la Fédération des Sociétés Coopératives ;

Paul Lefebvre, 18, rue des Augustins, Inspecteur-adjoint au Ministère de l'Agriculture ;

Félix Dietz, 7, rue Van Schoonbeke, Auvers, négociant en saindoux ;

Désiré Vande Waeren, viticulteur, Hoeylaert ;

Antoine Vande Wyngaerde, 21, rue des Poissonniers ;

Gaspart, Directeur général des Vivres indigènes ;

Gaston Dé Buck, Chef de division au Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement ;

Vital Lahaye, Chef de division au Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.

D. — Les Services Administratifs.

Ceux-ci sont chargés de l'administration et du paiement du personnel temporaire, de l'acquisition du matériel et des fournitures de bureau nécessaires à l'Administration du Ravitaillement.

Ils sont placés sous le contrôle de la Direction générale de la Comptabilité du Ministère de l'Industrie et du Travail et dirigés par M. Crets, Chef de division.

Ils sont organisés comme suit :

1^{er} Bureau :

Questions relatives au personnel, admissions, avancements, démissions, indemnités, salaires, matricule générale et traitement des officiers.

2^e Bureau :

Matériel, fournitures de bureau, locations, entretien d'immeubles, imprimés, réparations de toute nature, eau, gaz, assurances, indicateur, expédition.

3^e Bureau :

Liquidation et régularisation de toutes les dépenses autres que celles imputables sur les articles 16i, 17i et 18i du budget de l'ancien Ministère de l'Intendance.

Liquidation et réalisation du stock de marchandises cédées par le Ministère de l'Intérieur. — Liquidation des factures du Ministère du Ravitaillement, liquidation des frais de déplacement, etc.

E. — Direction générale des Services commerciaux, Échange et Liquidation.

Ce service est chargé d'acheter et d'importer à l'étranger des produits et denrées nécessaires au ravitaillement de la population belge. Il répartit toute les denrées par l'intermédiaire du commerce patenté et des grandes coopératives de consommation et il ravitaille également toutes les institutions et les organismes d'intérêt public, tels que les hôpitaux, pensionnats, etc.

Ce Département s'occupe également d'obtenir des pays étrangers, entre autres de la Hollande, la Suisse et l'Italie, la fourniture de poisson, lait, beurre, fromage, œuf, en échange de charbon et ce en liaison avec le Ministère des Affaires Économiques.

Ce service liquide également, selon les principes énoncés plus haut, les marchandises reprises à la Base Américaine, se montant à plus de 150 millions de francs.

Ce service assume en plus la liquidation de deux organismes : de ravitaillement civil et de ravitaillement avancé, du temps de guerre et de l'époque de l'avance des troupes belges, pendant les mois précédant l'armistice.

Ce service s'occupe en plus de l'établissement de la mercuriale des prix normaux, pour permettre aux experts du parquet et à la police d'appliquer l'Arrêté-loi du 31 mars.

En outre, ce service s'occupe d'éduquer le public au point de vue de l'emploi de certaines denrées appelées à en remplacer d'autres qui font défaut, par son bureau de publicité.

Organisation. — Cet organisme est placé sous la direction de M. Gillan, directeur général.

Sa comptabilité et sa gestion sont basées sur les principes d'une affaire commerciale.

Il est composé de différents bureaux et il lui est adjointe une commission consultative, composée de négociants de gros et de détail, de maisons à succursales, de directeurs de halles, de représentants de la Ligue des acheteurs, etc., et a pour but d'établir chaque semaine les prix normaux des denrées.

Ci-après, la liste des personnes composant cette commission :

MM. Block, d'Anvers, commerce anversois des cafés ;
 Bolle, de Bruxelles, maison de denrées coloniales et succursales ;
 Bougard, de Piéton, commerce en gros de beurre ;
 Cassiers, de Gand, fromages ;
 Deback, licences, Ministère du Ravitaillement ;
 Declercq, de Bruxelles Société coopérative des fonctionnaires et agents de l'État (Union Économique ;
 De Cooman, de Bruxelles, Delhaize, frères ;
 Deproost, de Bruxelles, Halles des producteurs ;
 Ferrières, de Bruxelles, commerce de poissons ;
 Franck, d'Anvers, Comptoir belge de salaisons et saindoux ;
 Giltau, de Liège, Fédération des coopératives d'achat ;
 Gorsaert, de Molenbeek, négociant en détail ;
 Leclercq, d'Anvers, conseillers pour fixation des prix de vente des denrées indigènes ;
 Mannes, de Bruxelles, commerce en gros d'œufs.
 Octors, administrateur-délégué de la Maison du Peuple, coopérative ;
 Stainier, de Bruxelles, Ad. Delhaize et C^{ie} ;
 Hollandia, de Bruxelles, laiteries ;
 Van Slagmolen, de Malines, fruits et légumes ;
 Van Helder, de Bruxelles, commerce de gros, sans succursales.
 Verschueren, vivres indigènes, Ministère du Ravitaillement ;

F. — Service frigorifique.

Forme une division autonome, rattachée administrativement à la Direction générale des Services commerciaux, d'échanges et de liquidation ; elle est dirigée par M. Walter Peereboom, ingénieur commercial. Il est chargé de l'étude des questions générales relatives à la conservation des denrées périssables par le froid ; de la construction de l'Entrepôt frigorifique central de l'État à Anvers, de l'étude d'installations frigorifiques en province, de la construction de wagons frigorifiques et de l'isolation de wagons ordinaires, de l'étude des transports frigorifiques par fer, par eau et par route, de la constitution d'une société intercommunale des magasins et transports frigorifiques de Belgique, de l'achat et de l'entreposage des viandes congelées, de leur vente aux bouchers détaillants, aux coopératives et aux administrations publiques, etc., de toute autre question concernant le ravitaillement de la population en viande congelée.

Il comprend des bureaux de documentation, d'études, de vente, de corres-

pondance, auxquels collaborent tout particulièrement MM. Oscar Pierard, ingénieur civil des mines, A. I. Lg conseiller technique du département, spécialiste-frigoriste et René Peereboom, adjoint au chef de service.

II. — Personnel.

Le personnel de l'Administration du Ravitaillement forme un cadre provisoire, dont les agents sont nommés à titre temporaire par le Ministre. Ceux-ci ne sont pas considérés comme étant des agents réguliers de l'État. Ils ne participent pas à une caisse de veuves et ne prêtent pas serment. Les services qu'ils rendent n'ouvrent aucun droit à une pension à charge de l'État. Ils peuvent se libérer après préavis d'un mois et le Ministre peut les congédier dans un délai de trois mois.

L'ordre hiérarchique des grades et les indemnités tenant lieu de traitement sont fixés comme suit :

Directeur Général.	11,000 francs.
Directeur	9,000 —
Chef de division	7,000 —
Chef de bureau	5,500 —
Expert	5,500 —
Rédacteur de 1 ^{re} classe	4,000 —
Rédacteur de 2 ^e classe	3,200 —
Commis de 1 ^{re} classe.	2,800 —
Commis de 2 ^e classe	2,200 —
Huissiers	2,000 —
Messagers	1,800 —

De plus, il est fait appel à des dames sténo-dactylographes. Celles-ci sont admises au taux de 8 francs par jour et peuvent, si elles sont méritantes, bénéficier d'une augmentation semestrielle de 1 franc par jour, jusqu'à concurrence du salaire maximum de 10 francs par jour. Les dames dactylographes débutent au salaire de 6 francs par jour et peuvent bénéficier des augmentations dans les mêmes conditions que les dames sténo-dactylographes ; elles ne peuvent toutefois dépasser le salaire maximum de 9 francs par jour.

Les frais de déplacement des agents temporaires sont calculés à raison de 50 francs par jour, pour les missions à l'étranger et au taux de 20 francs par jour, pour les voyages effectués en Belgique. Ces indemnités sont dues pour chaque nuit passée hors de la résidence de l'intéressé ; elles sont réduites de moitié, le jour de la rentrée ; au surplus, les frais de transport sont remboursés par l'État.

Les inspecteurs temporaires des Vivres indigènes jouissent d'un traitement annuel de 500 francs, et les inspecteurs-adjoints de 300 francs. Ils reçoivent, en outre, des indemnités de déplacement dont le montant est fixé à 15 francs par jour sans que, toutefois, le nombre de ceux-ci puisse dépasser vingt jours par mois.

Les membres des diverses commissions reçoivent un jeton de présence de 20 francs pour chaque séance.

* * *

Le service du Ravitaillement perdra de son importance quand la situation

normale sera rétablie ; mais il est cependant certain que son utilité incontestable perdurera encore longtemps.

D'ailleurs, il n'est pas possible de suivre les conditions d'existence des classes ouvrières en se désintéressant du coût de la vie. Si nous voulons que notre industrie reprenne rapidement sa place dans le monde, nous devons nous soucier fortement de l'alimentation des producteurs.

C'est dire que le Ministère de l'Industrie et du Travail aura longtemps encore, pour ne pas dire toujours, une mission très importante à remplir dans ce domaine.

En ce moment, dans tous les pays le problème de la vie chère se pose avec insistance. Il est certain que, si la Belgique est moins atteinte que d'autres pays par cette calamité, c'est en grande partie à notre service de Ravitaillement que nous le devons.

SECOURS AUX CHOMEURS DE GUERRE.

Les dépenses nécessitées par le service du Ravitaillement de la population civile figurent aux dépenses extraordinaires pour une somme de 644,000,000 francs, qui trouve sa compensation dans le produit de la vente des articles de ravitaillement qui est inscrit pour le même chiffre au budget des voies et moyens.

Une somme de 200,000,000 de francs pour subsides aux œuvres de secours est également portée aux dépenses extraordinaires.

A ce sujet, la Section centrale, chargée d'examiner le Budget général, a posé la question suivante à M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement :

QUESTION.

Le chiffre de 200 millions porté comme prévision pour le montant des secours à allouer durant l'exercice 1919 n'est-il pas de beaucoup inférieur à la réalité, telle qu'on peut la déduire des dépenses effectuées durant le premier semestre ?

RÉPONSE.

Depuis l'armistice, les dépenses nécessitées par le secours alimentaire, y compris le secours-chômage, ont été, en

Novembre 1918. . .	49,147,240 francs.
Décembre — . . .	57,111,625 —
Janvier 1919 . . .	49,011,799 —
Février — . . .	51,164,905 —
Mars — . . .	49,972,918 —
Avril — . . .	59,895,520 —
Mai — . . .	26,463,700 —

Ce qui prouve que les mesures qu'a prises le Gouvernement ont peu à peu produit leur effet. Je n'ai pas encore les chiffres de juin.

Mais, au mois de mai donc, le secours alimentaire a coûté 26.463,700 francs seulement, et ce chiffre se rapporte à une période où de nouvelles dispositions réglementaires, limitant encore le nombre des secours, n'étaient pas encore en application.

D'autre part, les subsides à diverses œuvres prévus pour juillet, seront de 7.158,515 francs, à répartir : pour secours médicaux et pharmaceutiques, 1.914,200 francs; à la Ligue Nationale contre la tuberculose, 560.000 francs; à Aide et protection aux étrangers, 33,000 francs; aux Repas scolaires, 1.691,760 francs; à l'Alimentation de l'Enfance, 2.612,360 francs; aux Colonies belges d'enfants débiles, 293,000 francs; œuvres diverses subsidiées, 50,195 francs.

En prenant pour base du secours-chômage 26 millions et pour bases des secours divers 7 millions, cela nous fait pour le second semestre de 1919 le total de 198 millions; or, une regression sensible des dépenses est à prévoir pour les mois à venir.

*
*
*

En présence de l'importance du poste « Secours » et, en raison des services considérables rendus pendant la guerre par les Comités « Aide et Protection aux sans-travail nécessaires », nous avons demandé quelques renseignements complémentaires que nous sommes heureux de pouvoir consigner dans ce rapport.

Le résumé de ce qui s'est fait sous l'occupation est un exposé succinct du fonctionnement actuel de ce service nous ont paru utiles.

A l'armistice, le Comité National gérât complètement les services de secours dans le pays.

Cette organisation avait été élaborée progressivement de façon à mettre les secours en rapport avec la situation spéciale créée par la guerre.

En 1914, l'Assistance Publique assurait de façon très précaire, les secours dans le pays; presque immédiatement, l'on dû organiser des distributions de pain et de soupe, pour combattre la misère publique; les fonds de chômage, de leur côté intervinrent mais il fut rapidement reconnu que leur intervention ne pourrait pas faire face à la situation.

Au mois de mai 1915, un service uniforme de « Secours-chômage » fut organisé dans le pays. Ce service, dépendant du Comité National accordait le secours à tous les ouvriers qualifiés de l'industrie et du commerce. — Il s'agissait, ici donc, d'un véritable secours-chômage. — Les indigents exclus par le règlement bénéficiaient dans la plupart des communes d'un secours, de loin, inférieur au secours-chômage et qui leur était accordé par la commune.

Le secours-chômage fut maintenu jusqu'au 4 novembre 1917. A cette date, le Comité National se rendant compte que les communes ne pouvaient plus faire face à la dépense et cela malgré le barème, de loin inférieur, à celui adopté pour les chômeurs, décida d'uniformiser et de centraliser tous les secours afin d'éviter les différences de régime très sensibles qui existaient jusqu'alors.

En effet, l'on distribuait dans certaines parties du pays, indépendamment de la soupe et du pain et du secours-chômage, du charbon, des vêtements, on accordait les soins médicaux et pharmaceutiques et chaque secours impliquait une comptabilité spéciale, et les règlements pour les distributions en étaient diversement interprétés, suivant les régions.

Afin de pallier à cette situation, l'on organisa le « secours alimentaire »

celui-ci comprenait « secours en espèces » et « secours en bons » représentés par un carnet de chèques.

Le carnet de chèques permettait de s'approvisionner dans les magasins communaux et nationaux; à certains moments, étant donné la situation critique et vu le manque de vivres, le Comité National alloua même une quinzaine double, pour permettre aux secourus de prendre plus facilement tous les articles qui leur étaient offerts.

Le carnet de chèques permettait également aux secourus d'acheter au Comité National des vêtements à bas-prix; d'autre part, les timbres médicaux leur assuraient un service médico-pharmaceutique.

Le « secours-espèces » leur était alloué pour leur permettre de s'approvisionner, dans le commerce privé, des articles qui n'étaient pas présentés en vente dans les magasins officiels.

Le secours alimentaire fut alloué à toutes les personnes dont l'état de besoin n'était pas couvert par les ressources, et cela, sans distinction de profession.

Le montant du secours était calculé suivant la région; certaines régions semi-industrielles et agricoles allouaient le barème A. (14 francs pour une personne et 7 francs par personne supplémentaire); d'autres régions industrielles allouaient le barème B. (21 francs pour une personne et fr. 10.50 par personne supplémentaire). Ce secours était calculé pour couvrir, autant que possible, l'état de besoins d'un ménage.

Au mois de novembre 1918, au moment de l'armistice, le total mensuel de la dépense se répartissait comme suit :

Province d'Anvers.	6,986,650 francs
Province de Brabant	2,489,290 —
Flandre Occidentale	1,309,340 —
Flandre Orientale	8,666,418 —
Hainaut	11,486,031 —
Province de Liège	6,737,563 —
Province du Limbourg	812,222 —
Province du Luxembourg.	285,998 —
Province de Namur	1,699,323 —
Agglomération bruxelloise	8,674,603 —
Total.	49,147,240 francs.
En décembre 1918, ce chiffre passait à fr.	57,111,625
En janvier 1919, » » »	49,011,799
En février 1919, » » »	51,164,903
En mars 1919, » » »	49,972,918

L'augmentation de la dépense en décembre s'explique par le retour d'un grand nombre de réfugiés.

* * *

Le 1^{er} avril 1919, le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement a convoqué à Bruxelles, des représentants des offices de secours, des groupements ouvriers et des chefs d'industrie, et a constitué la « Commission d'Étude de secours-chômage » laquelle, en trois séances tenues les 1^{er} et 8 avril, a arrêté de nouvelles dispositions, quant à l'organisation des secours. Ces dispositions furent publiées dans une brochure donnant le compte-rendu de séances.

La Commission a préconisé le remplacement, par un organe officiel, des comités locaux, régionaux et provinciaux qui avaient fonctionné jusqu'à ce jour.

Cette mesure a été jugée nécessaire, car dans la majorité des comités locaux, on signalait une lassitude de la part des personnes qui les composaient.

Le service d'inspection également devait être considérablement renforcé, afin de veiller avec plus d'énergie qu'auparavant à la stricte application des règlements. D'autre part, des Bourses de Travail, constituées sous le régime paritaire, seraient créées dans chaque région.

Un « Conseil National » désigné au sein de la Commission fut chargé d'étudier et de proposer les mesures à prendre en vue de supprimer graduellement le chômage et de venir en aide aux travailleurs atteints par la guerre.

Le barème A. fut supprimé et il fut décidé que le barème B. serait généralisé à tout le pays. L'attribution du secours alimentaire fut subordonnée à l'intervention de l'effort local, à concurrence de 25 p. c. de la dépense. Cette mesure fut prise afin d'intéresser pécuniairement les communes, à la distribution du secours.

D'autre part, les ressources furent calculées de façon plus stricte, le taux de la retenue étant notablement augmenté.

Les salaires continuèrent à être immunisés, à concurrence de 50 p. c.; et, afin d'encourager la reprise du travail, la Commission décida d'accorder à l'ouvrier reprenant définitivement le travail, une indemnité équivalente à deux quinzaines de secours. Il fut décidé que ces mesures seraient appliquées à partir du 4 mai 1919.

Au début de juin, la plupart des comités locaux avait adapté au nouveau règlement, la distribution des secours effectuée par leurs soins.

Le Conseil National, en séance du 14 mai a décidé qu'à partir du 15 juin, le secours-chômage, tel qu'il existait avant le 4 novembre 1917 serait substitué au secours alimentaire.

N'étaient donc plus admis, à partir de cette date, que les ouvriers et employés qualifiés de l'industrie et du commerce, les autres étant renvoyés à la Bienfaisance Publique.

En séance du 17 mai, le Conseil National décide de rattacher le service des secours au Gouvernement Provincial, et de créer une Direction Centrale à Bruxelles. Les comités locaux disparaissent, l'autorité communale reprenant la charge des services par l'intermédiaire d'un délégué auquel pouvait être adjoint, à titre consultatif, un office local comprenant les anciens membres du Comité Local.

A cette séance, il fut également décidé que de nouveaux secours ne seraient plus admis et que tout ouvrier ayant été au travail du 1^{er} janvier 1919 au 30 juin, ne serait plus admis au secours. Cette mesure fut cependant jugée prématurée et rapportée à une séance ultérieure.

Les évacués et étrangers furent maintenus au secours-chômage, sans distinction de profession, les 100 p. c. des secours restant à charge du Gouvernement.

Le 29 juin 1919, le Gouvernement a repris la gestion du secours-chômage, le Comité National entrant en liquidation.

L'organisation actuelle, rattachée à l'Office de l'Assurance et de la Prévoyance Sociales, comprend une Direction Centrale des Secours gérée par M. Grombeer; une direction provinciale placée sous les ordres de chacun des Gouverneurs; l'agglomération bruxelloise seule, dépendant de la Direction Centrale.

Dans chaque commune acceptant d'accorder l'intervention de 25 p. c., existe un office local placé sous l'autorité du collège échevinal. Un délégué assure la direction des services.

Le Gouvernement avance aux Gouverneurs, sous forme de subsides, les fonds qui leur sont nécessaires pour permettre de faire à chaque commune, une provision suffisante pour liquider les 75 p. c. incombant à l'État.

La réglementation suivante a été adoptée pour la comptabilité :

Les communes fournissent à la Direction Provinciale les états émargés par les secours, avec un état — modèle A. — donnant la situation de caisse, certifié sincère par le délégué et le collège. Ces pièces sont vérifiées à la Direction provinciale et récapitulées par celle-ci sur un état — modèle B. —.

La Direction Provinciale établit également sur un modèle C. la situation générale pour la province.

Un modèle D. donne régulièrement la situation de caisse.

La Direction Provinciale transmet à la Direction Centrale deux exemplaires de chacune de ces pièces, lesquelles sont l'objet d'une nouvelle vérification à la Direction Centrale, où un classement s'effectue, d'une part, par quinzaines payées, d'autre part, par provinces.

Pour la quinzaine du 29 juin au 12 juillet (44^e quinzaine) qui constitue la première quinzaine de la gestion du Gouvernement, le tableau suivant donne une idée de la répartition par provinces, du nombre de ménages, du nombre de secours et du montant de la dépense.

Provinces.	Ménages.	Secours.	Total payé.
Anvers	43,034	277,877	1,557,497
Brabant	21,549	75,344	825,353
Hainaut	34,036	104,274	1,402,418
Flandre Orientale . .	47,080	165,720	1,600,000
Flandre Occidentale.	24,709	88,036	990,000
Liège	71,937	194,617	2,533,469
Luxembourg	31	107	1,087
Limbourg	1,490	6,813	51,714
Namur	4,491	14,406	162,128
Agglomér. Bruxell. .	63,378	173,301	2,453,436
	<u>302,703</u>	<u>1,100,195</u>	<u>11,577,759</u>

Les renseignements statistiques fournis par le Comité National signalaiient pour juin un total de 37,500,000 francs.

Le total de 11,377,000 francs environ pour une quinzaine de juillet nous permet de présumer qu'une réduction de 14 millions se produira pour le mois de juillet.

Les frais d'administration et de distribution des secours (Direction centrale et provinciales, offices locaux) se montent actuellement approximativement à 600,000 francs par mois.

* *

A la suite de la décision du Gouvernement d'intervenir pour 25 p. c. dans le secours alloué par les Bureaux de Bienfaisance, la Direction Centrale des Secours devra organiser un service spécial de vérification, les Directions Provinciales assurant de leur côté, la centralisation par province, des pièces justificatives, et l'inspection, dans les communes, des états comptables.

* *

Nous donnons ci-dessous le chiffre total des dépenses occasionnées pendant la guerre par les services de secours-chômages et de secours-alimentaires.

Premier régime : *Aide aux sans-travail nécessiteux* (du 1^{er} avril 1915 au 3 novembre 1917) fr. 326,753,419.49

Deuxième régime : Secours alimentaire (du 4 novembre 1917 au 31 décembre 1918) fr. 369,633,158.99

Intervention des Comités provinciaux, régionaux et locaux 133,467,493.00

Total fr. 850,834,071.48

Pendant la période du secours alimentaire, le nombre de ménages secourus dans toute l'étendue du pays a varié de 670,634 à 702,120.

Ces chiffres sont extraits du rapport préparé par la Ligue belge de la lutte contre le Chômage involontaire et présenté, au nom de la Belgique, au Comité d'organisation de la Conférence internationale de Washington. Ils montrent l'effort fait pendant la guerre pour secourir les travailleurs belges qui ont si bien résisté aux pressantes sollicitations des Allemands qui voulaient les contraindre à travailler pour eux.

* *

Actuellement, les sommes nécessaires à l'octroi du secours aux chômeurs diminuent chaque quinzaine. C'est un indice de la reprise graduelle de l'activité industrielle du pays.

Mais, dans beaucoup d'industries, faute de machines et de matières premières, il reste encore plus de la moitié des ouvriers sans travail.

On ne peut les abandonner à leur malheureux sort. La Belgique se doit à elle-même de les secourir jusqu'à la reprise totale des affaires.

Déjà un trop grand nombre d'ouvriers sont tentés d'aller demander à l'extérieur du travail rémunérateur. Tout en exerçant le contrôle nécessaire, il est donc indispensable, pour conserver notre main-d'œuvre dans le pays, de continuer le service du secours-chômage, quitte à introduire, au fur et à mesure, les modifications réclamées par la situation.

DEUXIÈME PARTIE.

INDUSTRIE ET TRAVAIL.

Les dépenses NORMALES prévues au budget de l'Industrie et du Travail pour 1919 s'élèvent à 40,256,550 francs. Au budget de 1914, les mêmes dépenses figuraient pour un total de 26,544,050 francs, soit une augmentation de 13,712,500 francs.

LES PENSIONS DE VIEILLESSE.

Il résulte de renseignements complémentaires obtenus au Ministère de l'Industrie et du Travail depuis l'établissement du projet de budget que l'augmentation des dépenses que nous venons d'indiquer sera notablement dépassée. Le chapitre des pensions de vieillesse est dès maintenant reconnu absolument insuffisant. Celui-ci figure au budget pour 31,610,000 francs. Les arriérés seuls versés à 120,000 pensionnés d'avant 1914 s'élèvent à 13,000,000. Il faut ajouter à cette somme d'autres arriérés encore. De plus, le Trésor public est engagé par la loi du 17 janvier 1919 envers les personnes nées de 1843 à 1848 qui n'ont pu, pendant la guerre, effectuer le versement de 18 francs. Des sommes sont aussi à prévoir pour faire regagner le temps perdu par les années de guerre aux personnes qui étaient assurées en vue de la vieillesse. Le tableau suivant donne des détails à ce sujet :

ALLOCATIONS DE VIEILLESSE.

DÉPENSES EFFECTUÉES :

Allocations de 1918 payées en 1919 : 25,000 à 40 francs	fr.	1,000,000
Arriérés de 100 francs. — Environ 120,000 mandats ont été liquidés sur les 150,000 mandats émis (il y a approximativement 10,000 décès).		12,000,000
	fr.	13,000,000

DÉPENSES A EFFECTUER :

Allocations pour les années de 1914 à 1918. (Évacués et en suspens.).	fr.	100,000
Anciens bénéficiaires (allocations pour 1919).	120,000	120,000. . . 7,800,000

Bénéficiaires
en vertu du retrait de la circulaire du 11 août 1915.

Personnes nées avant 1843, pourront bénéficier à partir de 1915	200 × 5	1,000. fr.	65,000
Personnes nées de 1843 à 1848 ayant effectué le versement de 18 francs en 1914 ou avant, mais n'ayant pas réuni alors les autres conditions. (Pourront bénéficier à partir de 1915)	800 × 5	4,000. . .	260,000

Bénéficiaires
en vertu de la loi du 17 juin 1919.

Personnes nées de 1843 à 1848, n'ayant pas effectué le versement de 18 francs. (Pourront bénéficier à partir de 1914)	1,000 × 6	6,000. fr.	590,000
Personnes nées en 1849	15,000 × 5	75,000. . .	4,875,000
— — 1850	16,000 × 4	64,000. . .	4,160,000
— — 1851	17,000 × 3	51,000. . .	3,315,000
— — 1852	18,000 × 2	36,000. . .	2,340,000
— — 1853	20,000	20,000 . .	1,300,000
Paiement des arriérés de 25, 50, 75 ou 100 fr. aux héritiers des bénéficiaires décédés (environ 10,000 par an)			2,500,000

fr. 27,105,000

Total général. . . fr. 40,105,000

Il résulte de ce tableau que les sommes nécessaires à l'État pour participer à la constitution des pensions de vieillesse dépasseront de près de 10,000,000 les prévisions budgétaires. Cette augmentation de dépenses est, en grande partie, la conséquence d'un vote unanime du Parlement qui a adopté le projet du Gouvernement tendant à intervenir de suite en faveur des plus vieux et des plus malheureux. Ce vote, qui honore le Gouvernement qui l'a présenté et les Chambres qui l'ont voté, méritait certainement d'être signalé au début du rapport sur le budget du Travail.

LES MUTUALITÉS.

La présentation des tableaux du budget de l'Industrie et du Travail est faite dans la même forme que lors des exercices d'avant-guerre. Cependant une modification est introduite au chapitre « Travail » qui se voit enlever les rubriques d'encouragements à diverses œuvres. Elles sont plus justement reportées à un chapitre nouveau intitulé : « Assurances et Prévoyance sociales ».

Ce département tend de plus en plus à devenir un des principaux du Ministère de l'Industrie et du Travail. Les institutions de prévoyance contre la maladie et le chômage involontaire, les associations professionnelles de tous genres, retiendront dans l'avenir, toujours davantage l'attention des pouvoirs publics.

Ce chapitre figure au projet du budget pour un total de 1,284,000 francs. Ce chiffre sera manifestement insuffisant. Il comporte surtout les frais de gestion des Comités de patronage des habitations ouvrières, les subsides aux sociétés mutualistes de maladie et d'invalidité, ainsi que les encouragements aux associations et institutions concernant le chômage involontaire.

Depuis la rentrée, les crédits nécessaires à ces diverses fins ont été sensiblement augmentés dans le but de réparer en partie les dommages subis par ces institutions pendant la guerre. Rien qu'en ce qui concerne « La Mutualité », le tableau ci-dessous donne les sommes indispensables pour faire face aux nécessités les plus urgentes.

MUTUALITÉ.

DÉPENSES EFFECTUÉES.

Arriérés dus aux Caisses d'Invalidité en vertu de la loi du 5 mai 1912 . . .	176,013
Subsides de premier établissement	30,000
Délégués mutualistes	20,000
	<u>226,013</u>

DÉPENSES A EFFECTUER.

Subsides aux caisses d'Invalidité	{	Arriérés dus	850,000
		Dépenses normales de 1919. . .	450,000
Sociétés mutualistes et autres institutions de prévoyance. — Subsides. — Commission permanente des Sociétés mutualistes. — Décorations spéciales. — Encouragements pour des ouvrages utiles; mesures de propagande. — Dépenses diverses.	{	Arriérés dus	100,000
		Dépenses normales de 1919. . .	495,000
			<u>1,895,000</u>
Total Général. . .			<u>2,121,013</u>

Il faut donc s'attendre à voir augmenter d'un million les dépenses prévues au chapitre « Assurance et prévoyance sociale ».

LES ASSURANCES SOCIALES.

Nous avons vu que l'État dépensera en 1919 plus de 40 millions pour les pensions de vieillesse. Peut-on espérer voir réduire ce chiffre l'année prochaine et les années suivantes ? Nous ne le pensons pas. Tout le monde n'est-il pas d'accord pour organiser l'assurance contre la maladie, la vieillesse et l'invalidité prématurée sur des bases plus larges et plus solides que le projet de loi voté avant la guerre par la Chambre ?

Déjà le Ministère de l'Industrie et du Travail a constitué une Commission spéciale chargée d'étudier un projet qui permettrait, dès l'année 1920, à verser des pensions de vieillesse d'au moins un franc par jour. La participation de l'État, même réduite à 50 p. c. de la dépense, entraînerait un décaissement d'au moins 35 à 40 millions, chiffre qui correspond à peu près à celui qui sera nécessaire pour faire face sur ce point, en 1919, aux engagements du pouvoir exécutif et du pouvoir législatif.

L'ASSURANCE-CHOMAGE

En 1913, 414 syndicats ont distribué à leurs membres des indemnités de chômage s'élevant à un total de 422,177 francs. Dans cette somme les versements des communes et des provinces sont représentés par 41 p. c. environ. Le restant est sorti des caisses syndicales.

Pendant la guerre, les Fonds intercommunaux ont dû cesser leur intervention pécuniaire. Certaines sociétés ont épuisé leurs fonds, d'autres ont conservé une légère réserve.

A Liège, le Fonds intercommunal contre le chômage involontaire payait avant la guerre aux Caisses de chômage organisées au sein des associations professionnelles affiliées des subventions régulières attribuées *par les communes* sur les bases suivantes :

50 p. c. sur le premier franc d'indemnité journalière ;

25 p. c. du montant des cotisations perçues.

D'après le rapport récapitulatif publié par l'Administration du Fonds pour la période 1909-1913, les subventions communales *prises dans leur ensemble*, représentent 61 p. c. du montant des indemnités payées aux chômeurs ou 42 p. c. du montant des cotisations versées par les assurés.

L'État et la Province attribuaient également au Fonds des subsides peu importants affectés uniquement à couvrir, en partie, les frais d'administration.

Durant la guerre, le Fonds n'a plus fonctionné puisque les caisses étaient dénuées des ressources premières que constituent les cotisations des membres. Le service de l'assurance-chômage étendu à tous les indigents, affiliés ou non aux groupements professionnels, a été exercé par le Comité National de Secours et d'Alimentation et est maintenant continué par l'État.

Mais, au fur et mesure que les assistés reprennent le travail, ils sont rayés des listes et dans une circulaire interprétative des instructions publiée par la Direction Centrale du Service des Secours au Ministère de l'Industrie et du Travail, il est prescrit de « refuser la réadmission des anciens secourus qui ont déjà repris le travail et qui le cesseraient après avoir été occupés pendant plus de six mois ». Cette disposition a évidemment, pour but d'inciter les travailleurs à s'affilier aux Caisses de chômage dont le prochain rétablissement est désirable. Le terme de six mois est généralement le délai de carence après lequel les nouveaux affiliés ont droit aux indemnités allouées par les Caisses syndicales.

Les Caisses de chômage comprennent toute l'importance du rôle qui va leur incomber ; mais elles se rendent compte aussi de ce que la charge est trop lourde si elle sont réduites à leur propre force, c'est-à-dire aux seules ressources constituées par les cotisations de leurs membres, surtout que, pour la plupart d'entre elles, la tourmente a emporté les réserves qu'elles s'étaient formées au cours de plusieurs années de prospérité économique.

Plusieurs groupements de la région liégeoise ont donc exprimé le vœu de voir rétablir en fonctionnement le Fonds de chômage. Mais, ainsi que nous l'avons dit, le Fonds n'est que le distributeur des sommes mises à sa disposition par les communes affiliées et il se propose de solliciter à brève échéance, la reprise de leur participation financière.

La même question va se poser en différents points du pays.

Pour la résoudre, il est utile de connaître au préalable, les intentions du Gouvernement au sujet de l'assurance-chômage. Il semble bien, en présence de la situation créée par la guerre, que l'œuvre de reconstitution nationale exige la préparation de l'assurance généralisée et obligatoire contre le chômage. Celle-ci pourrait être organisée en conformité des principes directeurs ainsi énoncés dans le rapport présenté par M. Fuster à l'Assemblée générale de l'Association internationale pour la lutte contre le chômage tenue à Gand en 1915.

« Des constatations faites par les rapporteurs, à la suite des expériences faites en Grande-Bretagne et ailleurs, on peut conclure que les esprits s'orientent :

1° vers l'obligation de l'assurance, du moins pour certaines professions, avec triple versement, (ouvriers, patrons, pouvoirs publics, obligation complétée par l'encouragement à l'assurance volontaire).

2° vers la conception qui fait de la remise en travail la principale prestation de l'assurance-chômage, et de l'organisation du placement une condition indispensable de l'assurance.

3° vers une orientation basée sur la coopération des associations professionnelles. »

Il est bien évident aujourd'hui que l'aide à fournir aux Caisses de chômage pour leur permettre d'accomplir la haute mission sociale qu'on a intérêt à leur confier, ne peut constituer une charge exclusivement communale.

Dans la forme actuelle du Secours-chômage, l'Etat intervient à concurrence de 75 p. c. et la commune de 25 p. c. ; celle des intéressés est nulle puisqu'il s'agit de sans-travail privés de toutes ressources propres.

Il serait hautement désirable, afin de favoriser la renaissance des Caisses syndicales de chômage, et de stimuler ou de maintenir l'intervention des communes, de déterminer, sans plus de retard les règles suivant lesquelles les subsides des pouvoirs publics seraient alloués.

La formule suivante pourrait servir utilement de plateforme pour la discussion d'un régime à instaurer à titre d'expérimentation et pour une période transitoire déterminée.

L'ensemble des subsides publics équivaldrait au montant des cotisations payées par les affiliés aux Caisses de chômage. Ces subsides seraient supportés par l'Etat à concurrence de 50 p. c., par la Province à concurrence de 25 p. c. et par la Commune à concurrence de 25 p. c.

Assurés de ces interventions *qui doubleraient la valeur de leurs ressources propres*, les Caisses de chômage pourraient déterminer l'importance des avantages à garantir à leurs membres.

Le contrôle des Caisses et l'allocation des subsides seraient faits à titre transitoire par les *Fonds de chômage* actuellement existants ou bien confiés, dès à présent déjà, aux offices de chômage fonctionnant en collaboration avec les offices de placement déjà institués ou en voie d'organisation dans les différentes régions du pays. Peut-être y aurait-il lieu de combiner les efforts de ces différents organismes; les *Fonds intercommunaux* ayant pour eux une expérience très ancienne.

* * *

L'intervention financière des pouvoirs publics, de l'Etat surtout, était déjà très prononcée avant la guerre dans beaucoup de pays. En Norvège et en Danemark, l'aide pécuniaire du Trésor public aux syndicats professionnels organisant l'assurance-chômage était directe, constante et fort élevée.

A côté des subsides des pouvoirs constitués, les Fonds de chômage devraient être obligatoirement subventionnés par les patrons.

Déjà à Gand, en 1912, la ville avait demandé aux industriels, qui avaient accepté en principe, de constituer le « Fonds des crises ». Le vote successif de trois crédits de 10,000 francs et l'étude d'un projet complet faisait espérer, à la veille de la guerre, que l'institution allait pouvoir fonctionner.

La catastrophe a suspendu la discussion de cet intéressant projet. Il devra être repris, car à côté du chômage permanent, il arrive périodiquement qu'une crise industrielle oblige le patron à fermer l'usine un jour par semaine pour manque de travail. C'est alors la gêne et la misère qui pénètre lentement dans les foyers.

Pendant la guerre, certains patrons ont versé des indemnités de chômage à leurs ouvriers.

L'idée de faire intervenir les patrons pendant les années grasses en vue des années maigres n'est donc pas neuve en Belgique. C'est une question de mesure le jour où elle devra être mise en pratique.

Le chômage involontaire provenant d'une crise industrielle est une calamité nationale; c'est à ce titre que les ouvriers, les patrons et les différents pouvoirs publics doivent harmoniser leurs efforts pour en atténuer les plus pénibles conséquences.

LES CLASSES MOYENNES

En essayant de prévoir un budget normal pour 1920, l'effort en vue de diminuer les dépenses budgétaires fut constant au cours des travaux de la Section Centrale chargée d'examiner le budget général. Pourtant, en ce qui concerne le budget de l'Industrie et du Travail, il fut reconnu que loin de pouvoir restreindre les dépenses, l'intérêt social demanderait bientôt de nouvelles sommes.

C'est ainsi que le chapitre V, qui prévoit les dépenses utiles aux classes moyennes, devra subir très prochainement de grands changements. La somme prévue au budget est la même qu'en 1914, soit 139,000 francs. Elle sera manifestement insuffisante.

Depuis longtemps déjà la Chambre est saisie de nombreux projets de loi concernant l'organisation du crédit à la petite bourgeoisie commerçante et industrielle. Récemment encore une nouvelle proposition a été déposée par plusieurs collègues. D'autre part, le Gouvernement a bien voulu nous dire qu'il est disposé à tenir compte des vœux des intéressés en mettant à leur disposition des crédits à long terme, à un taux très réduit, moyennant garanties évidemment. Mais les garanties morales des intéressés pourraient, dans certains cas, remplacer une partie des garanties matérielles.

Une caisse centrale, semblable à la Société nationale des habitations ouvrières, disposerait d'un capital garanti par l'État. Les crédits seraient accordés par l'intermédiaire de sociétés régionales, ou coopératives de crédits, qui recevraient une partie des fonds nécessaires en s'adressant à la caisse centrale qui ferait l'avance.

Après la catastrophe qui vient de frapper si durement les artisans, les petits commerçants et industriels, c'est faire œuvre de reconstitution nationale que d'accorder les crédits nécessaires à d'honnêtes gens pour reprendre leurs occupations d'avant-guerre.

* * *

L'effort de reconstruction économique du pays doit aussi aider notre industrie à faire connaître nos produits, non seulement à l'étranger, mais en Belgique. Depuis la guerre, cette nécessité ne s'applique pas seulement à la petite industrie, mais aussi à la grande. L'introduction en Belgique de produits fabriqués provenant de l'extérieur oblige certaines de nos industries à reconquérir le marché national avant de songer à expédier leurs produits au delà de nos frontières. Des expositions-foires pourraient atteindre en partie ce double but.

D'accord avec le Département de l'Industrie et du Travail, la ville de Bruxelles songe à tenir au printemps prochain une grande foire commerciale comme cela se faisait déjà avant la guerre en Allemagne, en France, en Russie.

Des propositions semblables ont obtenu un certain écho à Liège et à Gand.

C'est une voie dans laquelle nous devons entrer le plus tôt possible dans l'intérêt du commerce et de l'industrie.

Mais de ce chef il faudra inscrire au budget, l'année prochaine, un crédit d'au moins 300,000 à 400,000 francs.

Ce sera de l'argent bien placé, car la renaissance économique de la Belgique est le problème qui s'impose avec une insistance telle que les pouvoirs publics doivent lui prêter une constante et bienveillante attention.

L'ENSEIGNEMENT INDUSTRIEL ET PROFESSIONNEL.

Pour assurer l'avenir de l'industrie nationale, nous devons développer avant tout notre enseignement technique.

Il n'existe pas en Belgique de loi sur l'enseignement industriel et professionnel. Néanmoins, la procédure à suivre pour l'obtention des subsides de l'État est soumise à des règles qui ont été exposées dans les rapports généraux présentés aux Chambres législatives et qui sont rappelées ci-après.

En principe, le Gouvernement ne crée pas directement des écoles industrielles et professionnelles; il laisse le soin de créer ces institutions aux administrations communales et provinciales, ainsi qu'aux collectivités et aux particuliers, se bornant à encourager et, au besoin, à provoquer les initiatives et à donner aux organisateurs les conseils nécessaires pour l'élaboration des règlements et des programmes, pour le choix et la formation du personnel enseignant, pour le recrutement des élèves, en un mot pour que l'école puisse produire de bons résultats. Jusqu'ici il n'a été dérogé à ce principe que pour le Musée professionnel de Morlanwelz, qui peut être considéré comme une institution de l'État.

Les Chambres législatives mettent, chaque année, à la disposition du Gouvernement les crédits nécessaires pour lui permettre d'accorder des subsides aux écoles industrielles et professionnelles.

Ces subsides s'élèvent au tiers du montant des dépenses ordinaires, si les cours sont purement théoriques (écoles et cours industriels, écoles et cours de dessin industriel et professionnel, écoles et cours commerciaux), et aux deux-cinquièmes des dépenses ordinaires si les cours théoriques sont complétés par des travaux manuels (écoles et cours professionnels, écoles et classes ménagères, ateliers d'apprentissage).

Toutefois, l'État n'intervient pas dans les frais de construction, de location et d'entretien des locaux, qui sont à la charge des organisateurs. Mais il prend à sa charge la moitié des frais d'achat du mobilier et de l'outillage, sous condition d'approbation préalable du devis détaillé des achats à effectuer et de production, en double expédition, des factures acquittées des dépenses faites.

Chaque école est instituée en vertu d'une décision de ses fondateurs; elle est régie par un statut propre, par un règlement organique, qui est élaboré par ses organisateurs et doit être approuvé par chacun des pouvoirs subsidiaires.

Il n'existe pas de programme type pour les écoles industrielles et professionnelles; chaque institution est organisée suivant les besoins locaux. Il faut donc avoir égard, dans l'élaboration du programme, à des éléments

variables, notamment à la nature des industries établies dans la région et au degré d'instruction de la population appelée à fréquenter les cours.

Chaque école est dirigée par une commission administrative. Si l'institution est communale, ce collège se compose du bourgmestre ou de son délégué, président de droit, et d'un nombre égal de délégués de chacun des pouvoirs subsidiaires. Le comité des écoles créées par l'initiative privée est nommé par les organisateurs et comprend, en outre, au moins un délégué de chacun des pouvoirs subsidiaires.

La commission administrative arrête les comptes, fait les règlements d'ordre intérieur, donne son avis sur la nomination du directeur et des professeurs, propose les améliorations qu'elle croit utiles, et exerce une haute surveillance sur les études et la discipline.

*
* *

La nomination du personnel enseignant se fait d'après les règles suivantes : Dans les écoles créées par la commune, le directeur et les professeurs sont nommés par le conseil communal, sur proposition faites par la commission administrative; ces désignations sont soumises à l'approbation du Gouvernement, la Députation permanente entendue. Les candidats sont nommés à titre provisoire; leur désignation n'est rendue définitive qu'après une période d'essai d'au moins deux années.

Dans les écoles créées par l'initiative privée, le personnel est nommé par la commission administrative, et les nominations sont notifiées au Gouvernement.

Cette différence de régime s'explique à raison de la situation très différente du personnel des écoles communales et de celui des écoles libres. Dans les premières, un professeur nommé définitivement est inamovible, en suite des dispositions de la loi sur la stabilité des emplois communaux; c'est pour ce motif qu'il est astreint à une période d'essai de deux années au minimum avant de pouvoir être nommé définitivement. Tandis que dans les écoles libres la situation d'un professeur est toujours précaire; il peut être démissionné à toute époque de sa carrière, et notamment lorsque les rapports des inspecteurs de l'État signalent qu'il n'est pas à la hauteur de sa tâche et que le Gouvernement exige son remplacement.

En ce qui concerne les aptitudes exigées du personnel enseignant, une circulaire ministérielle du 21 mars 1903 a divisé les cours des écoles industrielles en trois catégories : les cours généraux élémentaires, les cours généraux moyens et les cours techniques ou d'application. Les premiers peuvent être confiés à des personnes munies du diplôme d'instituteur primaire; les seconds, à des personnes possédant le diplôme de professeur agrégé de l'enseignement moyen, à des régents d'école moyenne, à des professeurs d'athénée ou à des spécialistes; les derniers doivent être réservés à des *techniciens* : à des ingénieurs ou à des personnes que leurs études ou leurs occupations ont mises à même d'acquérir une compétence spéciale dans une matière déterminée. Les directeurs doivent appartenir de préférence à la troisième catégorie, mais ils peuvent être choisis exceptionnellement parmi les personnes de la deuxième catégorie.

Dans certaines écoles, et notamment dans celles de la province de Hainaut, on soumet, en outre, les candidats à une épreuve pédagogique : ils sont astreints à donner une leçon sur une question rentrant dans le programme du cours, devant un jury composé d'un délégué de chacun des pouvoirs subsidiaires.

Le Gouvernement subordonne l'octroi de ses subsides aux conditions suivantes :

Le règlement organique, le règlement d'ordre intérieur, le programme détaillé des études et l'horaire des cours doivent être soumis à son approbation ;

La Commission administrative comprend au moins un délégué de l'État ;

Les nominations, les démissions et les révocations éventuelles du directeur et des professeurs sont soumises à son agrément, si l'école est communale, et lui sont notifiées, si l'école est libre ;

Le projet de budget des recettes et des dépenses, le compte de l'année antérieure, avec les pièces justificatives à l'appui, ainsi que l'horaire des cours doivent être approuvés chaque année ;

L'approbation du Gouvernement est également requise pour les propositions d'augmentation des traitements du personnel, ainsi que les modifications au règlement organique, au règlement d'ordre intérieur et au programme des cours ;

Un rapport sur la marche de l'institution doit être envoyé au Gouvernement chaque année ;

* * *

Enfin l'école est soumise à l'inspection des fonctionnaires de l'État.

Au budget du Ministère de l'Industrie et du Travail pour l'exercice 1914 le montant du crédit de l'article 13 (enseignement industriel, professionnel, commercial et ménager : subsides, matériel, frais d'examen, etc.) était de 2,440,000 francs.

Lors du départ du Gouvernement, au mois d'août 1914, il restait encore à statuer sur les budgets d'un grand nombre d'institutions d'enseignement professionnel, et celles-ci n'avaient pas encore reçu les subsides de l'État.

Vers le mois de décembre suivant, l'autorité occupante autorisa la mise en liquidation de la partie du subside pour 1914 correspondant à la durée de l'occupation : un tiers du subside pour certaines provinces, un quart pour d'autres. Les institutions intéressées furent prévenues qu'elles pourraient obtenir la liquidation du surplus en s'adressant à une caisse de prêts. C'est dans ces conditions que les avances suivantes furent faites sur les subsides afférents à l'exercice 1914 :

Par la Société coopérative d'avances et de prêts . . . fr.	713,646 83
Par le Comité National (départem. des secours extraord.).	336,672 90
Ensemble, fr.	1,050,319 73

Un petit nombre d'écoles n'ont pas recouru à ces organismes et ont sollicité, depuis le retour du Gouvernement, le paiement du solde du subside de 1914.

D'autre part, l'administration aktiviste a laissé en souffrance un grand nombre de budgets d'écoles industrielles et professionnelles pour l'exercice 1914, les uns par négligence, d'autres pour punir les écoles intéressées de ce qu'elles refusaient de donner les cours en flamand.

Il a donc fallu demander un crédit spécial de 1,300,000 francs pour permettre de liquider ces subsides arriérés. Actuellement, ce travail rétrospectif est presque terminé, et l'on peut se rendre compte que le crédit demandé sera strictement suffisant pour solder cet arriéré.

En outre, les prescriptions de l'arrêté royal du 28 février 1919, relatives au paiement des traitemens arriérés aux agents de l'État qui en ont été privés pendant la période d'occupation, par suite de ce qu'ils ont subi une condamnation pour des raisons politiques, de ce qu'ils ont été appelés sous les drapeaux, ou pour d'autres motifs résultant de l'occupation étrangère, ont été étendues au personnel enseignant et administratif des institutions d'enseignement professionnel subsidiées par le Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement. Les liquidations résultant du paiement de ces traitemens sont également imputables sur ce crédit spécial de 1,300,000 francs.

L'allocation d'indemnités de vie chère au personnel enseignant et administratif des institutions d'enseignement professionnel, avec effet rétroactif à partir du quatrième trimestre de l'année 1916, a nécessité l'inscription au budget d'une somme de 200,000 francs pour les exercices antérieurs et d'une somme de 100,000 francs pour l'exercice courant. Il n'est pas encore possible actuellement d'apprécier si ce crédit sera suffisant. Mais il est à craindre qu'il ne pourra suffire pour l'exercice 1919, par suite de la décision récente du Gouvernement de prolonger l'allocation d'indemnités de vie chère pour le second semestre de l'année.

* * *

Pendant l'année 1914 il avait été créé un certain nombre d'écoles professionnelles nouvelles, qui avaient sollicité le patronage financier de l'État. Au moment de son départ, le Gouvernement n'avait pas encore statué sur toutes ces demandes. Il en est résulté que l'administration belge restée en fonctions n'a pas cru pouvoir prendre une décision en l'absence du Gouvernement, et n'a pas accordé de subsides à ces institutions. Néanmoins, celles-ci ont continué à fonctionner sans l'aide de l'État.

D'autre part, il s'est créé pendant l'occupation étrangère un grand nombre d'écoles nouvelles, qui se sont mises en relations avec l'administration belge mais qui n'ont pas voulu demander le patronage de l'autorité occupante. Quelques-unes d'entre elles ont demandé et obtenu les subsides des administrations provinciales et communales.

Actuellement, toutes ces institutions sollicitent le patronage de l'État et demandent des subsides, non seulement pour l'année scolaire actuelle, mais pour toutes les années de fonctionnement pendant l'occupation étrangère.

Enfin, les circonstances actuelles ont entraîné la nécessité, pour toutes les écoles subsidiées, de majorer leurs prévisions budgétaires pour l'exercice 1919, ce qui a pour conséquence d'augmenter les subsides de l'État, puisque ceux-ci sont proportionnels aux dépenses.

C'est pour ces diverses raisons que le crédit de l'article 14 (ancien art. 13) est porté de 2,440,000 francs à 2,950,000 francs.

Ce dernier crédit sera vraisemblablement insuffisant.

Jusqu'ici, les Ecoles techniques de la province du Hainaut, l'Université du Travail de Charleroi, l'Ecole de La Louvière, l'Ecole de Saint-Ghislain, l'Ecole des mines de Mons n'étaient point admises à participer aux subsides de l'État. Depuis l'armistice il n'en est plus ainsi. Vu l'importance de ces Ecoles, il faut s'attendre à une dépense de près de 400,000 francs.

D'autre part, les pouvoirs publics devront envisager un relèvement des traitements du personnel de toutes écoles professionnelles du pays.

Rappelons aussi que depuis plusieurs années on réclame l'intervention financière de l'Etat dans la construction des bâtiments à l'enseignement technique.

* * *

Si la Belgique veut maintenir sa renommée industrielle dans le monde, elle doit voir grand en matière d'enseignement professionnel.

Des musées, des laboratoires, des Instituts supérieurs industriels complets s'imposent.

Il faut que notre pays suive pas à pas toutes les découvertes et ne néglige rien pour mettre le progrès scientifique au service de la production belge.

Il manque encore en Belgique des établissements scolaires préparant des professeurs pour l'enseignement technique.

Certains professeurs entrent en fonctions parfaitement au courant de la théorie sans rien connaître de la pratique. Par contre, d'autres, sont des praticiens de premier ordre, mais ne possèdent pas les aptitudes ou connaissances pédagogiques nécessaires.

Il faudrait réparer cette lacune par la création d'écoles normales de l'enseignement professionnel.

Rien ne doit être négligé dans la voie que nous indiquons.

Nous ne devons pas oublier que la situation qui nous a été faite par la guerre est très défavorable. Handicapés par ceux des autres pays, les produits de notre industrie devront se recommander par leur qualité. D'autre part, les jeunes générations sont restées inactives pendant cinq ans. Un certain nombre de vieux ouvriers connaissant à fond leur métier ne rentreront plus à l'atelier. Le chaînon professionnel qui relie une génération à l'autre a été interrompu. Il faut le renouer.

Le seul moyen certain d'aboutir c'est d'organiser systématiquement l'enseignement professionnel. Les grosses communes formant le pivot des agglomérations industrielles doivent prendre l'initiative de ces utiles écoles. En appelant les localités environnantes à les aider dans cette tâche, on est certain, qu'en prenant l'avis des patrons et des ouvriers intéressés, l'enseignement technique s'adaptera au milieu et qu'il produira les meilleurs fruits.

Largement subsidiés par la province et l'Etat représentés à l'administration, ces établissements publics d'enseignement professionnels rendront au pays les plus grands services.

L'OFFICE DU TRAVAIL.

Les questions intéressant le travail et l'industrie prennent une telle ampleur que l'Office du Travail en Belgique devra développer davantage ses services pour répondre au besoin de documentation qui s'impose si on veut avancer sûrement dans cette voie.

« La Revue du Travail » a déjà subi d'heureuses transformations depuis l'armistice, mais les nombreux problèmes ouvriers que la guerre a posés nécessitent encore d'autres perfectionnements afin de la rendre digne des publications étrangères du même genre.

Il faut tenir compte également que le Bureau international du Travail qui s'établira à Genève donnera un développement plus grand au service de documentation de notre Ministère de l'Industrie et du Travail.

*
* *

Le chiffre prévu au budget pour les Conseils de prud'hommes est sensiblement le même que celui de 1914 : 92,500 contre 102,500 francs en 1919.

Chaque année, la législature institue de nouveaux conseils de prud'hommes à la demande des patrons et des ouvriers qui trouvent là un tribunal rapide, compétent, conciliant et à bon marché. Cette heureuse extension de la juridiction prud'homale entraîne évidemment de nouveaux frais.

D'autre part, il n'est pas possible de maintenir les traitements et indemnités aux juges, aux présidents et greffiers des Conseils de prud'hommes. Une augmentation est à prévoir.

L'INSPECTION DU TRAVAIL.

La législation ouvrière prenant chaque jour plus d'extension, la nécessité de veiller sur les conditions du travail, tant au point de vue de la sécurité que de l'hygiène, l'intérêt social et financier des pouvoirs publics à diminuer le nombre des accidentés et des malades, sont autant de raisons pour développer l'inspection du travail.

Nous avons demandé des renseignements à ce sujet au Ministère de l'Industrie et du Travail. Celui-ci étudie en ce moment la réorganisation de ce service.

Il ne sera pas sans intérêt de rappeler l'état de la question telle qu'elle se présente en ce moment d'après les chiffres du budget et les renseignements obtenus.

Le budget pour l'exercice 1914 prévoyait aux articles 34 et 35 les dépenses ci-dessous nécessaires au fonctionnement du Service de l'Inspection du Travail et des établissements dangereux, insalubres ou incommodes :

ART. 34. — a) Inspection du Travail et des établissements dangereux, insalubres ou incommodes : traitements, indemnités		fr. 251,000
b) Frais fixes de bureau		14,000
c) Frais de route et de séjour; missions et frais de déplacement à l'étranger; enquêtes et expertises		fr. 85,000

ART. 35. — Inspection du Travail et des établissements dangereux, insalubres ou incommodes : matériel, frais d'expériences, achats d'instruments, dépenses diverses. fr. 20,000

Les crédits alloués qui comportaient sur ceux de l'exercice 1913 une augmentation de 10,000 francs pour payer les augmentations réglementaires s'élevaient donc au total de 370,000 francs.

Le personnel de l'Inspection s'élevait à 50 unités y compris les médecins, les commis et le personnel subalterne; ce chiffre est réduit actuellement à 36 par suite de disparitions pendant la guerre et comme conséquence de la création récente du service médical du Travail. Il est manifestement insuffisant.

Pour s'en convaincre, il suffit de rappeler qu'en 1913, l'Inspection du Travail a eu à s'occuper de 99,848 déclarations d'accident, dont 596 mortels ou graves ayant donné lieu à des enquêtes.

Le nombre des établissements visités, dont un bon nombre plusieurs fois, fut de 14,985 comprenant un personnel ouvrier de 458,564 unités alors qu'il y avait au total, d'après les résultats du dernier recensement industriel et du commerce au 31 décembre 1910, 251,041 exploitations industrielles et métiers en activité dans le Royaume comprenant un personnel, en ateliers seuls, de 1,259,163 unités, dont 870,372 ouvriers et ouvrières.

De ces chiffres il faut déduire les entreprises qui sont sous la surveillance de l'Administration des Mines, soit donc 2,151 exploitations et 254,723 ouvriers. Reste approximativement pour l'Inspection du Travail 248,890 exploitations et 655,649 ouvriers et ateliers.

Les inspecteurs du Travail ne peuvent donc pas, actuellement, avec la meilleure volonté du monde, procéder au moins une fois par an à la visite des exploitations soumises à leur surveillance. Leurs attributions augmentent d'ailleurs chaque année parce que les circonstances démontrent, de plus en plus, la nécessité de leur intervention dans une série de domaines où à l'origine il leur était même interdit d'intervenir.

* * *

En 1834, lors de la réorganisation de l'Inspection du Travail et du service des établissements classés, ces fonctionnaires n'avaient à s'occuper que de la loi de 1889 sur le travail des femmes et des enfants, de l'application de l'arrêté royal du 29 juin 1865 sur la police des établissements susdits et de celle de l'arrêté royal du 21 septembre 1894 sur la sécurité et la salubrité dans ces établissements.

Il serait fastidieux de faire l'énumération de toutes les lois et de tous les arrêtés qui, depuis lors, ont permis d'édifier notre Code du Travail.

Toutes ces lois et tous ces arrêtés ne visent, jusqu'à présent, à l'exception de celle du 17 juillet 1905 sur le repos dominical applicable aux employés, que les ouvriers proprement dits, et encore, à l'exclusion des ouvriers agricoles et de ceux qui travaillent à domicile. La loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des accidents du travail assimile cependant une certaine catégorie d'employés aux ouvriers.

Il n'est pas douteux que bientôt le Parlement va être appelé à s'occuper de la protection et des intérêts professionnels de tous les travailleurs indistinctement.

Dès maintenant, il a fallu demander aux Inspecteurs du Travail d'intervenir, sur réquisition des Commissaires d'État, dans le fonctionnement des tribunaux de dommages de guerre et d'office dans les nombreux conflits latents ou qui ont éclaté entre le capital et le travail.

Il y a par conséquent urgence à renforcer et à réorganiser ce service qui ne comprend plus que les 36 unités précitées dont 31 seulement en service actif, réparties comme suit en tenant compte des dernières nominations et promotions.

Il reste à désigner pour atteindre le nombre d'unités portées à l'ancien cadre inscrit au budget de 1914, 5 Inspecteurs-adjoints, 2 Ingénieurs; 1 Délégué et 2 Rédacteurs à l'Administration Centrale.

Seulement, il y a lieu de prévoir une réorganisation sérieuse de l'Inspection du travail pour que la Belgique puisse affirmer qu'elle adhère sincèrement à toutes les clauses de la Ligue des Nations et qu'elle est décidée à assurer le respect de la législation internationale du Travail.

Depuis longtemps nous avons satisfait à la clause de la susdite Ligue qui s'impose la nomination d'INSPECTRICES DU TRAVAIL.

Ces inspectrices sont deux et l'on pourrait envisager pour l'exercice 1920 l'éventualité d'augmenter ce chiffre, étant donné la prochaine mise en application de la loi du 26 mai 1914 sur le travail des femmes et des enfants.

C'est, au surplus, l'application de cette loi qui étend la réglementation aux *ateliers*, aux *restaurants*, aux *débits de boissons* et aux *bureaux* des entreprises industrielles et commerciales, qui impose, en sus de ce qui précède, la réorganisation de l'Inspection du Travail.

* * *

L'Inspection du Travail devrait comprendre, pour répondre à tous les besoins:

a) Un cadre suffisamment étendu de techniciens porteurs d'un diplôme d'ingénieur délivré par une de nos quatre Universités ou par l'École des Mines de Mons.

b) Un cadre d'inspectrices renforcé.

c) Un cadre de délégués ouvriers également renforcé.

Comme pour l'Administration des Mines, qui est divisée en autant de circonscriptions qu'il y a de sièges d'extraction répartis dans les arrondissements des provinces de Hainaut, de Liège, de Limbourg et de Namur, l'organisation de l'inspection du travail devrait, autant que possible, et d'après les nécessités, être divisée en au moins autant de districts qu'il y a de provinces.

En règle générale, dans chaque province il y aurait un chef de district avec le grade d'inspecteur principal, résidant au chef-lieu et entouré d'un ou de plusieurs adjoints ou délégués et assisté d'un commis chargé des écritures; puis, dans chaque arrondissement judiciaire, un inspecteur ou un adjoint résidant dans le centre le plus important au point de vue industriel.

Cela comporterait treize agents à nommer en plus de ceux en fonction en 1914.

Il est indispensable de ne pas laisser le chef de district seul dans sa résidence. L'instruction des déclarations d'accidents, graves ou mortels, l'intervention urgente dans les conflits ouvriers qu'il importe au plus haut degré de rendre effective dès l'origine des conflits, les consultations journalières des patrons et ouvriers intéressés sur l'application des lois et règlements, demandent que le chef de district ne soit pas abandonné à lui-même, mais soit mis, au contraire, dans la possibilité d'assurer rapidement son service.

Les inspecteurs du travail sont des fonctionnaires qui doivent joindre à beaucoup de tact, des connaissances multiples en matière économique, en matière technique, en matière d'hygiène industrielle et même en matière juridique. Leur tâche est des plus délicate et des plus compliquée et leur mission, comme disait M. Nyssens, confine à celle des apôtres. C'est, en grande partie, grâce à eux, comme en Angleterre, que nos lois sociales, ainsi que l'attestent les vingt volumes des rapports annuels de l'inspection, sont entrées dans nos mœurs. Il faut leur tenir compte des efforts qu'ils ont accomplis.

Il n'est pas exagéré de dire qu'aucune administration en Belgique, depuis un quart de siècle, n'a abattu autant de besogne, avec un personnel aussi restreint.

* * *

Nous avons voulu rendre cet hommage aux inspecteurs actuels du travail sans vouloir rechercher si dans certains cas particuliers ils n'ont pas été influencés par telle ou telle circonstance. Il est certain, par exemple, que les trop vastes circonscriptions et la multitude des besognes qui leur incombent ne leur permettent pas d'être là, partout où leur présence serait rudement utile.

Actuellement, l'inspection du travail est surtout assurée par des ingénieurs et techniciens. Mais, sauf pour les mineurs, il manque un élément important dans le cadre. La classe ouvrière devrait être appelée, par ses hommes d'élite et par ses hommes de confiance, à participer à l'inspection du travail. N'est-elle pas la première intéressée?

Malgré un déplorable système de nomination, les inspecteurs-ouvriers des mines ont rendu déjà des services signalés. Il y aurait utilité d'appliquer le même principe dans toutes les industries. Un ouvrier expérimenté, possédant la confiance de ses camarades, connaissant à fond les différents modes de production de l'industrie à laquelle il appartient, est à même d'être extrêmement utile lorsqu'il s'agit de signaler les dangers d'accidents.

L'observation des règlements d'atelier, l'application de toutes les lois ouvrières, les mesures préventives de sécurité, les conditions d'hygiène des établissements industriels, sont autant de sujets d'inspection qu'un ouvrier d'élite traitera avec plus de facilité que tout autre puisqu'il les aura vécus lui-même dans sa vie de travailleur.

Nous ne pouvons qu'applaudir aux intentions du Département de l'Industrie et du Travail qui consistent à décentraliser l'inspection, en adjoignant, selon les régions et les industries, à l'inspecteur principal des provinces ou des districts, ici un inspecteur-ouvrier, là une inspectrice.

Il est évident qu'il ne s'agit pas de multiplier le personnel outre-mesure; mais ce ne serait rien de trop d'envisager la désignation d'une douzaine d'inspecteurs

et d'une dizaine d'inspectrices afin de renforcer l'inspection du travail dans les principales industries et les principales régions du pays.

Le corps des mines, qui n'exagère rien en cette matière, comprend à lui seul 72 fonctionnaires. Il est donc très raisonnable de former un cadre à peu près égal d'inspecteurs et d'inspectrices pour toutes les autres industries réunies.

L'INSPECTION MÉDICALE DU TRAVAIL.

Au sujet de l'Inspection du Travail, il est utile de rappeler que ce service vient d'être dédoublé dans le sens de l'autonomie de « l'Inspection médicale ». On espère ainsi obtenir un meilleur rendement. C'est en partie ce qui s'est fait en France pendant la guerre qui a inspiré le Ministère de l'Industrie et du Travail dans la réorganisation de cet important service.

En effet, les rudes expériences des industries de guerre ont auréolé d'évidence éclatante ce truisme jadis trop méconnu, à savoir : *que la santé et le bien-être de l'ouvrier sont facteurs essentiels de la productivité d'une entreprise.*

On vit, au cours de la guerre, les Gouvernements Alliés perfectionner toujours davantage les moyens de défense sanitaire des travailleurs : réduction progressive et de plus en plus importante des heures de travail ; mesures de confort et d'assainissement industriel : vestiaires, lavabos, bains-douches, réfectoires, alimentation choisie, salles de repos, d'allaitement, pouponnières, crèches industrielles, logements confortables et gais, soins médicaux permanents, etc. Bref, l'influence, économiquement favorable, d'une hygiène du travail perfectionnée conduisit les autorités à l'adoption de mesures qui, peu de temps auparavant, eussent paru des rêves creux aux esprits les plus interventionnistes. C'est ainsi, pour ne citer qu'un seul exemple, que le Gouvernement anglais imposa dans toutes les fabriques de munitions ses *inspectrices du bien-être*, dont le titre suffit à définir les fonctions exclusives.

Le Gouvernement belge a pensé que les méthodes, qui firent leurs preuves pendant les années de guerre, ne devaient point disparaître avec celle-ci ; qu'au contraire, il était de l'intérêt général de continuer dans la voie tracée par une expérience si durement acquise et de perfectionner encore, peu à peu, les modes de défense de l'ouvrier contre les causes nocives qui l'assaillent au cours de son labeur.

C'est pourquoi, innovant en cette matière importante, il a décidé de créer un rouage exclusivement destiné à protéger la santé de travailleur. De même qu'il fut jadis le premier à introduire des médecins, comme tels, dans les rangs des inspecteurs du travail, ainsi est-il aujourd'hui un précurseur en créant le *Service Médical du Travail*.

La mission qu'auront à remplir les agents de cette institution est nettement indiquée dans l'arrêté royal du 25 juin 1919 qui la crée, ainsi que dans le rapport au Roi qui précède l'arrêté. C'est pourquoi, sans insister sur chacun des points du vaste programme que devra réaliser le Service Médical du Travail, il suffira de signaler ici son action sur la *tutelle médicale des apprentis*, prolongement indispensable de l'inspection médicale scolaire, ainsi que son influence sur la *protection de la maternité ouvrière* totalement négligée jusqu'ici. Pour

montrer la valeur qui s'attache à la surveillance sanitaire de la mère au travail et à la protection médicale de la gestation, on peut citer l'exemple des usines de guerre de Toulouse où, grâce aux mesures prises à l'intervention du *Comité du Travail féminin* (institué par décret français du 21 avril 1916) on parvint à relever la natalité parmi les ouvrières à des taux inespérés : à la poudrerie de Toulouse notamment, où cependant les vapeurs d'alcool-éther étaient à craindre, on observe, en 1917, 511 femmes enceintes sur 4,175 ouvrières, soit 7.40 p. c.

Ce pour cent, comparé à ceux fournis pour les localités où n'existent aucune institution protectrice de l'enfance, est éloquent. En effet, d'après des statistiques provenant de l'œuvre de puériculture du Ministère de l'Armement français, on a constaté une natalité de 2 p. c. là où rien n'a été fait ; de 4 à 5 p. c. là où les institutions sont plus développées, et même de 13 p. c. aux Gravanches (Dr Roux).

La prudence indique de ne s'avancer dans la voie nouvelle qu'avec précaution et, par conséquent, de limiter au strict nécessaire le nombre des nouveaux agents, afin de pouvoir aisément guider leur activité et parfaire leur formation professionnelle.

L'inspection du Travail organisée sous les différentes formes que nous venons de le rappeler inspirera plus de confiance aux intéressés et s'adaptera mieux aux progrès industriels et aux circonstances sociales.

LA CONFÉRENCE DE WASHINGTON.

L'article 5 « Frais de route et de séjour », du budget de 1919 subira lui aussi les conséquences du moment. Ce poste ne porte qu'une somme de 30,000 francs. Il sera certainement insuffisant. En effet, la Belgique va devoir se faire représenter, en vertu du Traité de Paix, à la Conférence internationale du Travail qui se tiendra pour la première fois à Washington, en novembre prochain.

Cette délégation sera formée de quatre délégués, accompagnés de dix ou douze conseillers techniques. Si on ajoute deux ou trois secrétaires et dactylos, cela donne une vingtaine de personnes. Dans ses conditions, il faudra certainement compter sur 125 à 150,000 francs.

La Belgique, pays essentiellement industriel, terre d'expériences, pourra remplir à cette conférence une mission extrêmement importante.

LES OUVRIERS DE NEAU-MALMÉDY.

Puisque nous en sommes aux conséquences sociales du Traité de Paix, on voudra bien nous permettre d'attirer la bienveillante attention du Gouvernement sur la situation qui devra être faite aux travailleurs des cantons de Néau (Eupen), Malmédy, Saint-Vith et Moresnet.

L'affiliation des ouvriers de ces cantons aux Caisses d'assurances allemandes constitue, en quelque sorte, pour eux, des droits acquis. L'adaptation de leurs cas aux lois belges du même genre devra faire l'objet d'une étude spéciale et approfondie. Des mesures particulières devront être prises pour ne laisser aucun intérêt des travailleurs des terres rédimées. Puisque le Traité de Versailles a fait

retour à la Belgique de certains cantons annexés de force par la Prusse en 1813, il n'est que juste que l'esprit qui domine ce document dans les questions qui intéressent les travailleurs, soit appliqué largement aux ouvriers de Moresnet, Néau (Eupen), Malmédy et Saint-Vith. Ce sera la meilleure manière de saluer ces courageux et laborieux citoyens venant reprendre leur place dans leur ancienne patrie.

LA LÉGISLATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL.

Au sujet de la Conférence internationale de Washington, il est utile de rappeler qu'elle se tient en exécution du Traité de Versailles. Celui-ci a institué un bureau permanent et une assemblée annuelle des délégués des pays adhérents et admis à faire partie de la Société des Nations, ayant pour but d'établir une législation internationale du travail.

L'idée fondamentale sur laquelle repose la convention est que la constitution de la Société des Nations ne pourra mettre réellement un terme aux troubles dont le monde a souffert dans le passé et ne pourra éliminer les ferments de lutte internationale si elle n'apporte pas un remède aux maux et aux injustices de l'état social actuel. En proposant d'instituer un organisme permanent chargé de régler les conditions de travail par entente internationale; la Commission a considéré qu'elle accomplissait un acte indispensable au but que se propose la Société des Nations; elle a donné corps à cette idée dans le préambule qui définit l'objet et le champ d'action de cet organisme.

Le chapitre premier détermine l'organisation de la nouvelle institution. Il stipule, en premier lieu que les membres originaires de la Société des Nations seront membres originaires de cette organisation et que désormais la qualité de membre de la Société des Nations entraînera celle de membre de ladite organisation; tout état, membre de la Société, est moralement tenu d'adhérer aux principes exposés dans le préambule, s'il a réellement le souci de défendre la cause de la justice et de l'humanité.

* * *

L'organisation comprend deux parties : 1° la Conférence internationale du Travail; 2° le Bureau du Travail placé sous le contrôle d'un conseil d'administration.

La Conférence internationale du Travail se réunira au moins une fois chaque année et comprendra les délégués nommés par chacune des Hautes Parties contractantes : deux seront désignés directement par les Gouvernements et les deux autres choisis représentant respectivement les employeurs et les travailleurs.

Chaque délégué a le droit de voter individuellement.

La Commission a compris que, si la Conférence devait réellement représenter le monde du travail et lui inspirer confiance, les patrons et les ouvriers devaient pouvoir exprimer leur opinion en toute franchise et en pleine liberté, et qu'il était nécessaire d'abandonner le mode traditionnel de vote par unité nationale. Elle a, en conséquence, voulu que les délégués des patrons et des ouvriers aient le droit de prendre la parole et de voter sans suivre les instructions du Gouvernement de leur pays.

L'article 403 du Traité stipule que si la Conférence se prononce pour l'adoption

de propositions relatives à un objet à l'ordre du jour, elle aura à déterminer si ces propositions devront prendre la forme : a) d'une recommandation à soumettre à l'examen des Hautes Parties Contractantes, en vue de lui faire porter effet sous forme de loi nationale ou autrement ; b) ou bien d'un projet de convention internationale à ratifier par les Hautes Parties Contractantes.

Dans les deux cas, pour qu'une recommandation ou qu'un projet de convention soient adoptés au vote final par la Conférence, une majorité des deux tiers des voix des délégués présents est requise.

D'après l'article 407, tout projet qui, dans le scrutin final sur l'ensemble, ne recueillera pas la majorité des deux tiers des suffrages exprimés par les membres présents peut faire l'objet d'une convention particulière entre celles des Hautes Parties Contractantes qui en ont le désir.

Toute convention particulière de cette nature devra être communiquée par les Gouvernements intéressés au Secrétaire général de la Société des Nations, lequel la fera enregistrer.

L'article 408 stipule que chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à présenter au Bureau international du Travail un rapport annuel sur les mesures prises par elle en vue de mettre à exécution les conventions auxquelles elle a adhéré. Ces rapports seront rédigés sous la forme indiquée par le Conseil d'administration et devront contenir les précisions demandées par ce dernier. Le Directeur du Bureau international présentera un résumé de ces rapports à la plus prochaine session.

* * *

Le Bureau international du Travail sera établi dans la ville où la Société des Nations aura son siège et fera partie de l'ensemble des institutions de la Société. Il sera placé sous la direction d'un Conseil de vingt-quatre membres dont l'article 395 indique la composition. Comme la Conférence, le Conseil d'administration sera composé de délégués des Gouvernements, des employeurs et des travailleurs. Il comprendra douze représentants des Gouvernements dont huit seront désignés par les États présentant une grande importance industrielle ; les douze autres membres seront six membres nommés par les délégués patronaux à la Conférence et six membres nommés par les délégués représentant les employés et les ouvriers. L'article 394 définit la fonction du Bureau.

* * *

Si l'on se rappelle que l'article 589 stipule qu'une Conférence générale des Hautes Parties Contractantes organisée dans la forme et en vue du but que nous venons d'indiquer « tiendra des sessions chaque fois que besoin sera et, au moins une fois par an », on comprendra toute l'importance de ce chapitre du Traité. C'est en quelque sorte l'instauration d'un Parlement international et permanent du Travail. C'est vraisemblablement la meilleure garantie de Paix qui a été insérée dans le Traité de Versailles.

Nous sommes heureux de souligner en passant, la part importante prise par la délégation belge dans l'élaboration des règles qui fixent le statut de la Conférence internationale du Travail.

Pour mieux marquer le but à poursuivre et l'esprit qui doit animer les travaux de ces conférences annuelles, les Hautes Parties Contractantes en ont précisé comme suit les

PRINCIPES GÉNÉRAUX.

ARTICLE 427. — Les Hautes Parties Contractantes, reconnaissant que le bien-être physique, moral et intellectuel des travailleurs salariés est d'une importance essentielle au point de vue international, ont établi pour parvenir à ce but élevé, l'organisme permanent prévu à la Section I et associé à celui de la Société des Nations.

Elles reconnaissent que les différences de climat, de mœurs et d'usages, d'opportunité économique et de tradition industrielle rendent difficile à atteindre, d'une manière immédiate, l'uniformité absolue dans les conditions du travail. Mais, persuadées qu'elles sont que le travail ne doit pas être considéré simplement comme un article de commerce, elles pensent qu'il y a des méthodes et des principes pour la réglementation des conditions du travail que toutes les communautés industrielles devraient s'efforcer d'appliquer, autant que les circonstances spéciales dans lesquelles elles pourraient se trouver, le permettraient.

Parmi ces méthodes et principes, les suivants paraissent aux Hautes Parties Contractantes être d'une importance particulière et urgente :

1. Le principe dirigeant ci-dessus énonce que le travail ne doit pas être considéré simplement comme une marchandise ou un article de commerce.
2. Le droit d'association en vue de tous objets non contraire aux lois, aussi bien pour les salariés que pour les employeurs.
3. Le paiement aux travailleurs d'un salaire leur assurant un niveau de vie convenable tel qu'on le comprend dans leur temps et dans leur pays.
4. L'adoption de la journée de huit heures ou de la semaine de quarante-huit heures comme but à atteindre partout où il n'a pas encore été obtenu.
5. L'adoption d'un repos hebdomadaire de vingt-quatre heures au minimum, qui devrait comprendre le dimanche toutes les fois que ce sera possible.
6. La suppression du travail des enfants et l'obligation d'apporter au travail des jeunes gens des deux sexes les limitations nécessaires pour leur permettre de continuer leur éducation et d'assurer leur développement physique.
7. Le principe du salaire égal, sans distinction de sexe, pour un travail de valeur égale.
8. Les règles édictées dans chaque pays au sujet des conditions du travail devront assurer un traitement économique équitable à tous les travailleurs résidant légalement dans le pays.
9. Chaque État devra organiser un service d'inspection, qui comprendra des femmes, afin d'assurer l'application des lois et règlements pour la protection des travailleurs.

Sans proclamer que ces principes et ces méthodes sont ou complets, ou définitifs, les Hautes Parties Contractantes sont d'avis qu'ils sont propres à guider la politique de la Société des Nations; et que, s'ils sont adoptés par les commu-

nautés industrielles qui sont membres de la Société des Nations, et s'ils sont maintenus intacts dans la pratique par un corps approprié d'inspecteurs, ils répandront des bienfaits permanents sur les salariés du monde.

* * *

C'est la première fois que des clauses ouvrières, et des clauses aussi importantes au point de vue de la transformation sociale, sont insérées dans un Traité de paix.

Nous avons cru devoir les faire entrer dans ce rapport du Budget de l'Industrie et du Travail, le premier depuis la fin de la guerre.

En instituant la Conférence Internationale et Permanente et en fixant les « Clauses ouvrières » d'une si haute portée sociale que nous venons de rappeler, la Conférence de Paris a voulu rendre hommage aux travailleurs des pays alliés qui ont si vaillamment versé leur sang sur les champs de bataille pour la liberté et l'indépendance des peuples.

Il nous a semblé, qu'après avoir précisé quelques unes des réformes primordiales qu'attendent avec impatience les ouvriers de notre pays, il était utile de dire que ces problèmes étaient en fonction directe du Traité de Paix.

Avant la guerre, la Belgique était avantageusement connue à l'étranger comme une « Terre d'expériences ». L'auréole de gloire qui l'entoure aujourd'hui lui fait un devoir de reprendre sa place industrielle dans le monde, mais aussi, d'y conquérir de nouveaux lauriers dans le domaine social.

Nous sommes persuadé que le Gouvernement et le Parlement belges ne failliront pas à cette noble tâche.

Le Rapporteur,

LÉON TROCLET.

Le Président,

P. POULLET.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1918-1919.

ALGEMEENE BEGROTING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN

VOOR HET DIENSTJAAR 1919 (1).

Tabel IX : Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER TROCLET.

MIJNE HEEREN,

Wij hebben ons verslag in twee deelen verdeeld. Het eerste heeft betrekking op de hoofdstukken der buitengewone uitgaven betreffende de bevoorrading der bevolking en de uitdeeling van onderstand.

Het tweede deel betreft de gewone uitgaven of juister het verslag over de eigenlijke Begrooting van Nijverheid en Arbeid.

Aan de vragen betreffende de sociale voorzorg en de bescherming van den arbeid hebben wij natuurlijk de meeste uitbreiding gegeven.

(1) Begrooting, n^o 107.

(2) De Middenafdeling, voorgezeten door den heer POULLET, bestond uit de heeren MECHelynck, BERTRAND en TIBBAUT, ondervoorzitters; de heeren WAUWERMANS, HOUTART en VILAIN; IMPERIAAL, PONCELET en PUSSEMIER; VAN LIMBURG STIRUM, FERON en BOYL; DELPORTE, PÉPIN en LAMBORELLE; DEBUNNE, LIEBAERT en TROCLET; HONINCKS, DE KERCHOVE d'EXAERDE en DE WOUTERS d'OPLINTER.

EERSTE DEEL.

BEVOORRADING EN ONDERSTAND.

Gedurende den oorlog heeft het Nationaal Comité voor Hulp en Voeding het land van den honger gered. Ongetwijfeld kon men ernstige bezwaren aanvoeren wat betreft sommige zijden van zijne richting; het blijft niettemin waar dat het een ontzaglijk werk was, enig in de Geschiedenis, en daarover moeten gelukgewenscht worden allen die, van hoog tot laag in deze groote instelling, met lijf en ziel gewerkt hebben om ze in stand te houden niettegenstaande de velerlei hindernissen die de bezetter deed ontstaan.

Zonder die prachtige instelling waren de beschikbare eetwaren het monopolie der rijken geweest. Door de rantsoeneering kon men elkeen een minimum van brood en voeding verzekeren tegen een prijs die onder de gekende omstandigheden tamelijk laag was.

Natuurlijk waren de rantsoenen onvoldoende, daar er niet genoeg voortbrengselen voorhanden waren; de verdeeling er van geschiedde toch volgens het verheven gelijkheidsbeginsel.

De openbare voedingsdienst van het land zal een der schoonste en wonderbaarste zaken blijven uit de geschiedenis van België onder de Duitsche bezetting.

Inrichting van de bevoorradingsdiensten.

Bij koninklijk besluit van 28 November 1918 werden aan het Ministerie van Arbeid en Nijverheid overgedragen de bevoegdheden en diensten van de bevoorrading der burgerlijke bevolking, welke toen afhingen van de Ministeriën van Binnenlandsche Zaken, van Economische Zaken en van de Burgerlijke en Militaire Intendance.

Daar de bevoorradingsdiensten in een min of meer verwijderde toekomst kunnen afgeschaft worden, werd er beslist dat al de bedienden van dat beheer een tijdelijk kader zouden uitmaken. — Het koninklijk besluit van 30 December 1918 bepaalt het bijzonder statuut er van.

Wij hebben het nuttig geacht nadere bijzonderheden te vragen over de inrichting van den Bevoorradingsdienst. Wij meenen dat het belangwekkend is, aan de Kamerleden kennis te geven van de bekomen inlichtingen.

I. — INRICHTING.

A. — *Algemeen bestuur van den Aankoopdienst.* — Deze dienst is gelast de waren tot bevoorrading van het leger aan te koopen in het buitenland, alsmede de waren welke de ministerieele departementen of officieele instellingen, die de bemiddeling van dien dienst inroepen, noodig hebben.

Hij staat onder de bevelen van een algemeen bestuurder, den heer onder-intendant van 1^e klasse Vanderreken.

Die dienst is volgenderwijze ingericht :

VOEDINGSDEPARTEMENT.

1 ^e afdeeling.	1 ^e bureel.	Aanwijzer. Rantsoen van den soldaat. Rantsoen van het paard. Graan, meel, brood, boter, beschuit, kaas, mout, zemelen, enz.
	2 ^e bureel.	Versch en bevroren vleesch. Verduurzaamde levensmiddelen, groenten in bussen, gekookte spijzen, soepen, vleeschnat.
2 ^e afdeeling.	3 ^e bureel.	Kleine levensmiddelen, koloniale waren en vetstoffen, eetwaren, erwten, boonen en vet.
	4 ^e bureel.	Benoodigdheden voor rookers. Versche en gedroogde groenten. Aardappelen. Versch en droog fruit, fruit in bussen, confituren, honig, enz. Wijnen, dranken, enz., en de verpakking er van.

KLEEDINGDEPARTEMENT.

1 ^e afdeeling.	1 ^e bureel.	Aanwijzer. Wollen en katoenen weefsels, kousen- en mutsenwaren, linnen, wollen en katoenen kleedingstukken, zakjes in jute en allerlei weefsels.
	2 ^e bureel.	Leder en schoeisels. Ledergoed. Allderlei huiden en lederen voorwerpen. Uitrustingsvoorwerpen in 't algemeen.
2 ^e afdeeling.	3 ^e bureel.	Allderlei metalen en houten voorwerpen, enz. Allderlei voorwerpen voor de winkels, papier, photographie, lampen, tandpoeder, waschmiddelen, toiletbenoodigdheden.
	4 ^e bureel.	Boekhouding.

De algemeene bestuurder der Aankopen en, bij diens ontstentenis, de toegevoegde bestuurder zijn gerechtigd om in naam van den Staat de aankopen te doen voor het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.

Tot vergemakkelijking van zijne handelsverrichtingen beschikt het Algemeen Bestuur der Aankopen over bestendige zendingen in het buitenland. Deze werken te Londen, te Parijs en te New-York.

B. — *Algemeen Bestuur der Inlandsche Levensmiddelen.* — Deze dienst is belast met de uitvoering van het beslag gelegd op broodgraan, op gerst, wintergerst en haver, met de verdeeling van deze voortbrengselen, met de regeling van de vervaardiging, van den handel en de verdeling van vee, vleesch, melk, boter en vetstoffen, suiker en gesuikerde producten en van de inlandsche levensmiddelen in 't algemeen. Dit Bestuur staat onder de leiding van den heer Gaspart, algemeen bestuurder.

Die dienst omvat :

1° afdeeling :

1° bureel : graan.

2° bureel : haver en gerst.

2° afdeeling :

3° bureel : aardappelen, meelhoudende waren, groenten.

4° bureel : melk, boter, vetstoffen.

5° bureel : vleesch, gist.

6° bureel : suiker, gesuikerde voortbrengselen.

Het Algemeen Bestuur der Levensmiddelen wordt bijgestaan door :

1° DE AANKOOPCOMMISSIE.

a) *Bevoegdheden*. — De oprichting van deze Commissie, ingesteld bij ministerieel besluit van 10 April 1919, bekendgemaakt in het *Staatsblad* den 17^e April daaropvolgende, was noodzakelijk ten gevolge van het sluiten der verrichtingen van de « Commission for relief in Belgium » en van hare onderinrichtingen.

Feitelijk moest die Commissie al de noodige maatregelen treffen om 's volks voeding in de toekomst te verzekeren en daartoe :

1° Overgaan tot de aankopen der voor de voeding noodige voortbrengselen, inzonderheid van graan onder de gunstigst mogelijke voorwaarden ;

2° Het vervoer verzekeren van de aangekochte waren, zoowel bij den invoer als bij de verdeeling ;

3° Den kostenden prijs van de waren vaststellen tot bepaling van den verkoopprijs in het land ;

4° Desgevallend den aankoop en de verdeeling van den inlandschen oogst regelen.

b) *Samenstelling* :

De heeren Gaspart, algemeen bestuurder van de Inlandsche Levensmiddelen, voorzitter ;

Delannoy, Graanmarkt, 2, Antwerpen, schrijver ;

Dossaer, Eikstraat, 20, Antwerpen ;

Herkens, Kunstlei, 71, Antwerpen ;

Sasse, Van Schoonbekestraat, 83, Antwerpen ;

Verbeek, Rubenslei, 22, Antwerpen ;

Vuytsteke, Belliardstraat, 21, Brussel.

2° DE GISTCOMMISSIE.

a) *Bevoegdheden*. — De Gistcommissie werd ingesteld bij koninklijk besluit van 24 December 1918.

Zij heeft ten doel al de vraagstukken te bestuderen betreffende het bepalen van den kostenden prijs, het vervaardigen en het bepalen van den

aankoop- en verkoopprijs van gist, alcohol, azijn en van de andere mogelijke bijproducten der gistbereiding.

Zij bestaat uit gistfabrikanten, stokers en azijnfabrikanten, handelsvertegenwoordigers, afgevaardigden van het Nationaal Comité en van het departement.

Van den beginne aan heeft zij de hoeveelheid bepaald van de verschillende stoffen, welke aan elken gistfabrikant in België zal toegekend worden, alsmede den overlatingsprijs van die verschillende stoffen, derwijze dat men juist bepalen kan welke hoeveelheid gist elke fabriek ter markt zal mogen brengen.

De Commissie heeft zich vervolgens beziggehouden met het opzoeken en het controleeren van alle gegevens ter bepaling van den kostenden prijs van gist en van hare bijproducten. Zij heeft voorgesteld, voor de voortbrengers aankooprijzen te bepalen en verkoopprijzen voor de verbruikers van gist en alcohol voor nijverheidsdoeleinden.

De voorstellen van de Gistcommissie hebben aanleiding gegeven tot ministerieele besluiten, waarbij het door bedoelde Commissie voorgesteld tarief officieel vastgesteld werd.

b) Samenstelling :

De heeren Janssen, Seutinsstraat, 15, Schaarbeek;

Dumont de Chassart, te Chassart, ondervoorzitter;

Verschueren, bureelhoofd bij de Inlandsche Levensmiddelen, schrijver ;

Carbonnelle, gistfabrikant, Doornik;

Chevremont, August Gevaertstraat, 14, Anderlecht;

Daems, Brandhoutkaai, 15, Brussel;

Feyerick, Lakenhalle, Gent;

Gaspart, Algemeen Bestuurder der Inlandsche Levensmiddelen ;

Octors, Volkshuis, Jozef Stevenstraat, Brussel ;

Olyff, Naamschestraat, 20, Brussel ;

Sacré, Van Orleystraat, 14, Brussel ;

Springuel, stoker, te Hoei.

3^e DE COMMISSIE DER INLANDSCHE LEVENSMIDDELEN.

a) *Bevoegdheden.* — Deze Commissie, ingesteld bij ministerieel besluit van 17 Januari 1919, bekendgemaakt in het *Staatsblad* van 6 April daaropvolgende, heeft tot taak haar advies uit te brengen over al de te treffen maatregelen aangaande de inlandsche voedingsmiddelen.

b) Samenstelling :

De heeren Gaspart, Algemeen Bestuurder der Inlandsche Levensmiddelen, Voorzitter ;

Bauduin, Raffinerie Tirlemontoise, Thienen ;

Beckers, bestuurder van het federaal bureel der Intercommunale Coöperatieven ;

Boulangier, schepen, Beyne-Heusay;
 Chevreumont, August Gevaertstraat, 14, Anderlecht;
 De Backer, beheerder van « Vooruit », te Gent;
 Baron de Steenhault, Koninklijke straat, 83, Brussel;
 Fally, bestuurder van de Slachthuizen, te Brussel;
 Herkens, Kunstlei, 71, Antwerpen;
 Raskin, Staatslandbouwkundige, Charleroi;
 Rousseau, Samenwerkende Maatschappij « Le Progrès », Jolimont;
 Tombeur, schepen, Luik;
 Van der Vaeren, Koninklijke straat, 83, Brussel;
 Herman Debroux, Welstraat, 208, Brussel;
 Nicolaï, afdelingshoofd bij de Inlandsche Levensmiddelen, schrijver.

4^o DE SCHEIDS'RECHTERLIJKE KAMER TOT REGELING VAN DE GESCHILLEN
 DIE KUNNEN ONTSTAAN IN DEN SUIKERHANDEL.

a) *Bevoegdheden*. — Bij koninklijk besluit van 31 Maart 1919 werd een Scheidsrechterlijke Kamer opgericht tot regeling van de geschillen die tusschen koöpers en verkoopers kunnen ontstaan in den handel in suiker en gesuikerde producten.

b) *Samenstelling* :

De HH. Bergé, Café des Boulevards, Brussel;
 Brouwier, siroopfabriek, Roosbeek;
 Graffiau, Jan Lindenlaan, 75;
 Morel, Nijverheidsplein, 34, Brussel;
 Van Melder, Van den Bogaerdenstraat, 116, St-Jans-Molenbeek;
 Van Iseghem, Steenweg op Vleurgat, 198, Brussel.

5^o DE SUIKERCOMMISSIE.

a) *Bevoegdheden*. — Bij ministerieel besluit van 20 December 1918 werd bij het departement van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading eene commissie ingesteld, belast met het bestudeeren van de bepaling der verkoopprijzen van suiker en gesuikerde producten uit het oogstjaar 1918-1919.

b) *Samenstelling* :

De HH. Bauduin, Raffinerie Tirlemontoise, Thienen, Voorzitter;
 Benette, bureelhoofd bij de Inlandsche Levensmiddelen, schrijver;
 Bergé, Café des Boulevards, Brussel;
 Boulangier, schepen, Beyne-Heusay;
 Brouwier, siroopfabrikant, Micheroux;
 Chevreumont, Aug. Gevaertstraat, 14, Anderlecht;
 Gaspart, Algemeen Bestuurder der Inlandsche Levensmiddelen;
 Janssen, Scutinstaat, 16, Schaarbeek;
 Matérne, confituurmaker, Jambes;

Meurens, fabrikant van fruitsiroop, Aubel;
 Morel, Nijverheidsplein, 34, Brussel;
 Octors, Volkshuis, Brussel;
 Peten, Van Craesbeekstraat, 21, Antwerpen;
 Van Ieghem, Steenweg op Vleurgat, 198, Elsene;
 Wynants-Groenendaels, siroopfabrikant, Loon.

C. — Dienst der Vergunningen.

Deze instelling werd tot stand gebracht tot het onderzoek der aanvragen tot in- en uitvoer, wat betreft de voedingswaren, de kleeuren, de schoeisel, alsmede de weefsels en de voortbrengselen en voorwerpen rechtstreeks door den verbruiker te benuttigen.

Ten gevolge van de geleidelijke opheffing van die vergunningen voor de meeste van bovengemelde artikelen, onderzoekt die dienst thans nog slechts de aanvragen betreffende de voedingswaren, het kleedergoed, de tabak en de reukwerkwaren.

Gezegde dienst is onderverdeeld als volgt :

1^o afdeling : de heer De Buck,

Voedingswaren, haver, gerst, graan in 't algemeen.

2^o afdeling : de heer Lahaye,

Geweven goed, schoeisel, tabak, reukwerkwaren en bijproducten.

Die dienst wordt geholpen door de *Uitvoercommissie*.

a) *Bevoegdheden*. — Die Commissie is gelast haar advies uit te brengen over al de principieele vraagstukken die zich voordoen naar aanleiding van het indienen van aanvragen tot uitvoervergunningen; zij beslist namelijk of een bepaald product in voldoende hoeveelheid aanwezig is om den uitvoer er van toe te laten; zij doet ook uitspraak over het bedrag der betaalde prijzen en onderzoekt of er niet te vreezen valt dat de uitvoer van het bedoeld product den prijs nog zou verhoogen; zij brengt ten slotte haar advies uit over de zedelijke waarde van de handelaars die om uitvoervergunningen verzoeken.

b) *Samenstelling* :

De HH. Eugene Jacobs, 57, Vandermaelenstraat (tabak);
 Léon Chaussette, Eendrachtstraat, 21 (weefsels);
 Charles Stuckens, 106, Belliardstraat;
 Oscar Chevremont, 14, August Gevaertstraat (koloniaale waren);
 Edward Mathees, 23, Th. Rooseveltstraat, algemeen opziener der Nijverheid;
 Victor Serwy, Portugalstraat, 28, beheerder van den Bond der Samenwerkende maatschappijen;
 Paul Lefebvre, 18, Augustijnenstraat, toegevoegde opziener bij het Ministerie van Landbouw;
 Felix Dietz, 7, Van Schoonbekestraat, Antwerpen, handelaar in reuzel.

Désiré Van der Vaeren, druivenkweker, Horylaart;
 Aattoon Vande Wyngaerde, 21, Vischhandelaarsstraat;
 Gaspart, Algemeen Bestuurder der Inlandsche Levensmiddelen;
 Gaston De Buck, afdelingshoofd bij het Ministerie van Nijverheid,
 Arbeid en Bevoorrading;
 Vital Lahaye, afdelingshoofd bij het Ministerie van Nijverheid,
 Arbeid en Bevoorrading.

D. — Bestuursdiensten.

Deze zijn belast met het bestuur over en de betaling van het tijdelijk personeel, met het verkrijgen van het materieel en van de kantoorbehoeften, die tot het Beheer van de Bevoorrading noodig zijn.

Zij staan onder het toezicht van het algemeen bestuur der rekenplichtigheid van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid en worden bestuurd door den heer Crets, afdelingshoofd.

Zij zijn volgenderwijze ingericht :

1^o bureel :

Zaken betreffende het personeel, toelatingen, bevorderingen, ontslagen, vergoedingen, loonen, algemeen stamregister en wedde der officieren.

2^o bureel :

Materieel, kantoorbehoeften, huur en onderhoud van onroerende goederen, drukwerk, herstellingen van allen aard, water, gas, verzekeringen, aanwijzer, verzending.

3^o bureel :

Vereffening en regeling van alle uitgaven buiten die welke aangerekend moeten worden op de artikelen 16i, 17i en 18i der begrooting van het vroegere Ministerie van Intendance.

Vereffening en verkoop van den voorraad waren, door het Ministerie van Binnenlandsche Zaken overgelaten. Vereffening der facturen van het Ministerie van Bevoorrading, uitbetaling van de reiskosten, enz.

E. — Algemeen Bestuur van de handelsdiensten, Ruiling en Vereffening

Deze dienst is belast met den aankoop in het buitenland en met den invoer van de producten en waren tot bevoorrading van de Belgische bevolking. Hij verdeckt alle waren door bemiddeling van de gepatenteerde handelaars en van de groote verbruikscöoperatieven; hij bevoorraadt eveneens alle instellingen en inrichtingen van algemeen nut, zooals de gasthuizen, kostscholen, enz.

Dat Departement tracht ook uit vreemde landen, o. a. uit Nederland, Zwitserland en Italië de levering te bekomen van visch, melk, boter, kaas, eieren, in ruiling van kolen, en zulks in verbinding met het Ministerie van Economische Zaken.

De dienst belast zich ook met den verkoop, volgens de bovengemelde beginselen, van de koopwaren die van de Amerikaansche Basis werden overgenomen en meer dan 130 millioen frank waarde hebben.

Die dienst belast zich bovendien met de vereffening van twee inrichtingen : van de burgerlijke bevoorrading en van de gevorderde bevoorrading uit den oorlogstijl en den tijd van het vooruitrukken der Belgische troepen gedurende de maanden die aan den wapenstilstand voorafgaan.

Die dienst houdt zich ook bezig met het opmaken van de lijst der normale prijzen om de deskundigen van het parket en de politie in staat te stellen het besluit-wet van 31 Maart toe te passen.

Die dienst houdt zich daarenboven bezig met de opbreiding van het publiek met het oog op het gebruik van sommige waren ter vervanging van andere ontbrekende waren ; zulks geschiedt door zijn openbaarmakingsbureau.

Inrichting. — Die dienst staat onder het bestuur van den heer Gillau, algemeen bestuurder.

De boekhouding en het beheer steunen op de beginselen van een handelszaak.

Hij bestaat uit verschillende bureelen en er is een Raadgevende Commissie aan toegevoegd, bestaande uit groot- en kleinhandelaars, huizen met filialen, bestuurders van hallen, vertegenwoordigers van den Bond der Koopers, enz., en heeft ten doel, elke week de normale prijzen der waren vast te stellen.

Hier volgt de lijst der personen waaruit die Commissie bestaat :

- De heeren Block, uit Antwerpen, Antwerpsche koffiehandel ;
 Bolle, uit Brussel, huis van koloniale waren en bijhuizen ;
 Bougard, uit Piéton, groothandel in boter ;
 Cassiers, uit Gent, kaashandel ;
 Debuck, vergummings, Ministerie van Bevoorrading ;
 De Clercq, uit Brussel, Samenwerkende Maatschappij der Staatsambtenaren en bedienden « Union économique » ;
 De Cooman, uit Brussel, Delhaize gebroeders ;
 Deproost, uit Brussel, Hallen der voortbrengers ;
 Ferrières, uit Brussel, vischhandel ;
 Franck, uit Antwerpen, Belgisch kantoor voor ingezouten waren en reuzel ;
 Giltai, uit Luik, Bond der Aankoopcoöperatieven ;
 Gossaert, uit Molenbeek, kleinhandelaar ;
 Leclercq, uit Antwerpen, raadsman voor het bepalen van den verkoopprijs der inlandsche waren ;
 Mannes, uit Brussel, groothandel in eieren ;
 Octors, beheerder-afgevaardigde van het Volkshuis, Samenwerkende Maatschappij ;
 Stainier, uit Brussel, Ad. Delhaize en Cie ;
 Hollandia, uit Brussel, melkerijen ;
 Van Slagmolen, uit Mechelen, fruit en groenten ;
 Van Helder, uit Brussel, groothandel zonder bijhuizen ;
 Verschueren, inlandsche levensmiddelen, Ministerie van Bevoorrading.

F. — Dienst der koelinrichtingen.

Vormt eene zelfstandige afdeeling, bestuurlijk verbonden aan het Algemeen Bestuur der handels-, ruilings- en vereffeningsdiensten; hij wordt bestuurd door den heer Walter Peereboom, handelsingenieur. Hij is belast met de studie der algemeene vraagstukken betreffende het bewaren der bederfelijke waren door middel van de koude; met den bouw van het Centraal Koelpakhuis van den Staat te Antwerpen; met de studie van koelinrichtingen in de provincie; met den bouw van koelwagens en het isoleeren van gewone wagens; met het bestudeeren van het vervoer van verkoelde waren per spoor, te water of per as; met het oprichten van eene intercommunale maatschappij der magazijnen en vervoeren van verkoolde waren in België; met den aankoop en den opslag van bevroren vleesch; met den verkoop ervan aan de beenhouwers die in 't klein verkoopen, aan de coöperatieven en aan de openbare besturen, enz.; met elk ander vraagstuk betreffende de bevoorrading der bevolking met bevroren vleesch.

Hij omvat documentatie-, studie-, verkoop-, briefwisselingsbureelen, waaraan gansch bijzonder medewerken de heeren Oscar Piérard, civielingenieur der mijnen, A.-J. Lg, technisch raadsman van het Departement, bijzonder bevoegd in zake koeltechniek, en René Peereboom, toegevoegd aan het diensthoofd.

II. — Personeel.

Het personeel van het Beheer der bevoorrading vormt een voorloopig kader, waarvan de bedienden door den Minister slechts voor eenigen tijd benoemd zijn. Deze worden niet beschouwd als zijnde regelmatige aangestelden van den Staat. Zij doen geen stortingen in de kas voor weduwen en weezen en leggen den eed niet af. De diensten, die zij verrichten, geven geen aanspraak op pensioen ten laste van den Staat. Zij kunnen uit den dienst treden mits opzegging eéne maand vooraf en de Minister kan ze afdanken binnen een termijn van drie maanden.

De rangorde der graden en de vergoedingen, die de wedde vervangen, zijn bepaald als volgt :

Algemeen bestuurder.	11,000 frank.
Bestuurder	9,000 —
Afdeelingshoofd.	7,000 —
Bureelhoofd.	5,500 —
Deskundige	5,500 —
Redacteur 1 ^o kl.	4,000 —
Redacteur 2 ^o kl.	3,200 —
Klerk 1 ^o kl.	2,800 —
Klerk 2 ^o kl.	2,200 —
Deurwaarders	2,000 —
Boden.	1,800 —

Bovendien worden dames snel- en machineschrijfsters aangesteld. Deze wor-

den aangenomen mitseen loon van 8 frank per dag en toonen zij zich verdienstelijk, dan kunnen zij een halfjaarlijksche verhooging bekomen van 1 frank per dag tot beloop van een maximum-loon van 10 frank per dag. De dames machineschrijfsters beginnen met een loon van 6 frank per dag en hebben recht op de verhoogingen onder dezelfde voorwaarden als de dames snel- en machineschrijfsters; zij mogen echter een maximum-loon van 9 frank per dag niet overschrijden.

De reis- en verblijfkosten van de tijdelijk aangestelden worden berekend tegen 3 frank per dag voor de zendingen in het buitenland en tegen 20 frank per dag voor de reizen in België gedaan. Deze vergoedingen zijn verschuldigd voor elken nacht doorgebracht buiten de verblijfplaats van den belanghebbende; zij worden met de helft verminderd voor den dag van den terugkeer; de reiskosten worden daarbij door den Staat terugbetaald.

De tijdelijke opzieners der Inlandsche Levensmiddelen trekken een maandelijksche wedde van 500 frank en de toegevoegde opzieners 500 frank. Zij bekomen bovendien vergoedingen wegens reis- en verblijfkosten waarvan het bedrag op 15 frank per dag bepaald is, zonder dat het aantal dagen twintig per maand mag overschrijden.

De leden van de verschillende commissiën bekomen een aanwezigheidspenning van 20 frank per vergadering.

*
* * *

De Bevoorradingdienst zal minder belangrijk worden wanneer de normale toestand zal hersteld zijn; het is echter zeker dat hij nog langen tijd van ontegensprekelijk nut zijn zal.

Het is overigens onmogelijk voor de bestaansvoorwaarden van de arbeiders te volgen, wanneer men zich aan de levensduurde niet gelegen laat zijn. Willen wij dat onze nijverheid spoedig hare plaats herneme in de wereld, dan moeten wij ons zeer bekommeren om de voeding der voortbrengers.

Daaruit blijkt dat het Ministerie van Nijverheid en Arbeid nog lang, om niet te zeggen altijd een zeer belangrijke zending op dat gebied zal te vervullen hebben.

Thans komt in alle landen van de wereld het vraagstuk van de levensduurte naar voren. Is België door die ramp minder getroffen dan andere landen, dan is zulks zeker grootendeels toe te schrijven aan onzen Bevoorradingdienst.

ONDERSTAND AAN OORLOGSWERKLOOZEN.

De uitgaven veroorzaakt door den dienst der Bevoorrading van de burgerlijke bevolking zijn in de buitengewone uitgaven begrepen ten beloope van 644,000,000 frank; deze som wordt vergoed door de opbrengst van den verkoop der bevoorradingsartikelen, welke voor hetzelfde cijfer in de Begrooting van s' Lands Middelen voorkomt.

Eene som van 200,000,000 frank voor toelagen aan de onderstandswerken is eveneens onder de buitengewone uitgaven opgenomen.

Naar aanleiding daarvan heeft de Middelenafdeeling, met het onderzoek van de Algemeene Begrooting belast, de navolgende vraag gericht tot den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.

VRAAG.

Is het cijfer van 200 miljoen, voorzien als bedrag van den onderstand gedurende het dienstjaar 1919 te verlernen, niet ver beneden de werkelijkheid, zooals men deze kan vermoeden op grond van de uitgaven gedurende het eerste semester gedaan?

ANTWOORD.

Sedert den wapenstilstand bedroegen de uitgaven voor den voeding steun, met inbegrip van den werklozen onderstand :

November 1918. . .	49,147,240 frank.
December — . . .	37,111,623 —
Januari 1919 . . .	49,041,799 —
Februari — . . .	31,164,905 —
Maart — . . .	49,972,918 —
April — . . .	39,895,320 —
Mei — . . .	26,463,700 —

Daaruit blijkt dat de maatregelen, door de Regeering getroffen, langzamerhand hun uitwerksel gehad hebben. De cijfers van Juni heb ik nog niet.

In de maand Mei heeft de voedingsonderstand slechts 26,463,700 frank gekost en dat cijfer heeft betrekking op een tijdperk, wanneer de nieuwe bepalingen van het reglement, die het aantal gesteunden nog beperkten, nog niet van toepassing waren.

Anderzijds zullen de toelagen aan verschillende werken, voor Juli voorzien, 7.458,515 frank bedragen, te verdeelen als volgt : voor hulp van geneesheer en apotheker, 1,914.200 frank ; aan den Nationalen Bond tot bestrijding der tuberculose, 500,000 frank ; aan « Hulp en Bescherming aan de vreemdelingen », 35.000 frank ; aan de Schooleetmalen, 1,691,760 frank ; aan de Kindervoeding, 2.612,360 frank ; aan de Belgische Koloniën voor zwakke kinderen, 295,000 frank ; allerlei geldelijk gesteunde werken, 50,195 frank.

Nemen wij tot grondslag voor den werklozenonderstand 26 miljoen en tot grondslag voor hulp van verschillenden aard 7 miljoen, dan komen we voor het tweede semester van 1919 tot het totaalbedrag van 198 miljoen ; nu, een werkelijke vermindering der uitgaven is te voorzien voor de volgende maanden.

* * *

Wegens de belangrijkheid van den post « Onderstand » en wegens de groote diensten, gedurende den oorlog bewezen door de Comiteiten « Hulp en Bescherming aan de behoeftige werklozen », hebben wij eenige aan-

vullende inlichtingen gevraagd, welke wij met genoegen in dit verslag mededeelen.

Een beknopt overzicht van wat gedurende de bezetting gedaan werd en een bondige uiteenzetting van de tegenwoordige werking van diendienst kwamen ons nuttig voor.

Ten tijde van den wapenstilstand waren de Onderstandsdiensten uitsluitend beheerd door het Nationaal Comité.

Die inrichting was geleidelijk uitgebreid geworden derwijze dat de onderstand in verhouding was met den bijzonderen toestand, door den oorlog in 't leven geroepen.

In 1914 verstrekte de Openbare Onderstand den steun op zeer onzekere wijze in het land; schier onmiddellijk moest men overgaan tot uitdeelingen van brood en soep om de openbare ellende te bestrijden; de werklozenfondsen kwamen van hunnen kant ook tusschenbeide, doch weldra werd bevonden dat hun optreden onvoldoende was om den toestand het hoofd te bieden.

In Mei 1915 werd een gelijke dienst van « Werklozenonderstand » in het land ingericht. Deze dienst, die van het Nationaal Comité afhing, verleende den onderstand aan alle erkende werklieden uit nijverheid en handel. — Hier gold het dus een echt werklozenonderstand. — De onvermogenen, die door het reglement uitgesloten waren, genoten in de meeste gemeenten eene hulp, die ver beneden den werklozenonderstand was en hun door de gemeente werd verleend.

De werklozenonderstand bleef behouden tot 4 November 1917. Daar het Nationaal Comité inzag dat de gemeenten de uitgaven niet meer konden bestrijden ondanks het barema hetwelk veel lager was dan dit aangenomen voor de werklozen, besloot het op dien datum eenheid te brengen in den onderstand en dezen te centraliseren om de werkelijke verschillen van regeling, die tot dan toe bestonden, te vermijden.

Inderdaad, in sommige streken van het land deed le men, buiten soep, brood en werklozenonderstand, kolen en kleeren uit; men gaf hulp van geneesheer en apotheker; elke onderstand gaf aanleiding tot eene bijzondere boekhouding en de reglementen voor de uitdeeling werden op verschillende wijze uitgelegd volgens de streek.

Om dien toestand te verhelpen, richtte men de « voedingshulp » in; deze omvatte « hulp in geld » en « hulp in bons », vertegenwoordigd door een checkboekje.

Door middel van het checkboekje kon men zich in de gemeentelijke en nationale magazijnen voorzien; op sommige oogenblikken kende het Nationaal Comité, wegens den b. zwaarlijken toestand en den levensmiddelen-nood, een dubbele « quinzaine » toe, opdat de gesteunden al de artikelen, die hun aangeboden werden, gemakkelijker zouden kunnen nemen.

Door middel van het checkboekje konden de gesteunden eveneens kleeren tegen laag prijs koopen in het Nationaal Comité; anderz. j. verzekerden de z. g. voor den geneeskundigen dienst hun de hulp van geneesheer en apotheker.

De « hulp in geld » werd hun verleend opdat zij de waren, die in de officiële magazijnen niet te koop gesteld waren, in den privaathandel zouden kunnen aankopen.

De voedingshulp werd toegekend aan alle personen, wier middelen niet toelieten in hun levensbehoeften te voorzien, en wel zonder onderscheid van beroep.

Het bedrag van de hulp werd berekend volgens de streek; zekere streken (half landbouw-, half nijverheidsgewesten) pasten het barema A toe (14 frank voor een persoon en 7 frank voor elken bijkomenden persoon); andere nijverheidsgewesten kenden het barema B toe (24 frank voor een persoon en fr. 10,50 voor elken bijkomenden persoon). Die hulp was berekend om zooveel mogelijk in de behoeften van een huishouden te voorzien.

In de maand November 1918, toen de wapenstilstand werd gesloten, was het totaalbedrag der uitgaven per maand volgenderwijze verdeeld :

Provincie Antwerpen	fr. 6,986,650
Provincie Brabant	2,489,290
West-Vlaanderen.	1,309,340
Oost-Vlaanderen	8,666,418
Henegouw	11,486,031
Provincie Luik	6,737,365
Provincie Limburg	812,222
Provincie Luxemburg	25,998
Provincie Namen	1,699,323
Brussel en omtrek	8,674,603
Te zamen.	49,147,240

In December 1918 steeg dat cijfer tot fr.	57,111,625
In Januari 1919 » »	49,011,799
In Februari 1919 » »	51,164,903
In Maart 1919 » »	49,972,918

De toeneming van de uitgaven in December kan verklaard worden door den terugkeer van een groot aantal vluchtelingen.

*
* *

Op 1 April 1919 riep de Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading te Brussel de vertegenwoordigers bijeen van de hulpdiensten, van de arbeidersgroepeerings en van de nijverheidsbazen en stelde de « Studiecommissie voor werklozenonderstand » aan; in drie vergaderingen, gehouden op 1 en 8 April, stelde de Commissie de nieuwe bepalingen vast betreffende de regeling van den onderstand. Deze bepalingen werden uitgegeven in een vlugschrift, dat het verslag over de vergaderingen bevatte.

De Commissie stelde voor, de plaatselijke, gewestelijke en provinciale comiteiten, die tot dan toe gewerkt hadden, te vervangen door een officieel orgaan.

Deze maatregel werd noodig geacht, want in de meeste plaatselijke comiteiten stelde men vast dat de personen, die er deel van uitmaakten, het werk eenigzins moe waren.

De dienst van toezicht, moest ook aanzienlijk versterkt worden, om krachtadiger dan vroeger te zorgen voor de toepassing der reglementen. Anderzijds zouden Arbeidsbeurzen, onder het stelsel van gelijke vertegenwoordiging, in elke streek opgericht worden.

Een « Nationale Raad », in den schoot van de Commissie aangewezen, werd gelast de te nemen maatregelen te bestudeeren en voor te stellen om de werkloosheid geleidelijk af te schaffen en de door den oorlog getroffen werklieden te hulp te komen.

Het barema A werd afgeschaft en er werd beslist dat het barema B algemeen in gansch het land zou toegepast worden. De toekenning van de voedingshulp werd afhankelijk gemaakt van de tusschenkomst der plaatselijke bijdrage ten beloope van 25 t. h. van de uitgave. Deze maatregel werd genomen om de gemeenten in financieel opzicht bij de uitdeeling van hulp te betrekken.

Anderzijds werden de geldmiddelen strenger berekend, daar het bedrag der afhouding aanzienlijk verhoogd werd.

Bij voortduur bleven 50 t. h. van de loonen buiten rekening en om de herneming van den arbeid aan te moedigen, besliste de Commissie, aan den werkmán, die het werk voorgoed hernam, een vergoeding toe te staan, gelijk aan twee tijdperken van vijftien dagen hulpverlening. Er werd beslist dat deze maatregelen vanaf 4 Mei 1919 zouden toegepast worden.

In het begin van Juni hadden de meeste plaatselijke comiteiten de uitdeeling van de door hun toedoen verstrekte hulp in overeenstemming gebracht met het nieuw reglement.

Het Nationaal Comité besliste, ter vergadering van 14 Mei, dat vanaf 15 Juni de werklozenonderstand, zooals hij vóór 4 November 1917 bestond, in de plaats van de voedingshulp zou komen.

Vandien datum af werden dus nog enkel toegelaten de erkende werklieden en bedienden van nijverheid en handel, terwijl de anderen naar de Openbare Weldadigheid verwezen werden.

Ter vergadering van 17 Mei besliste de Nationale Raad den hulpdienst aan het Provinciaal Bestuur te verbinden en een Hoofdbestuur te Brussel in te stellen. De plaatselijke comiteiten verdwenen, daar de gemeenteoverheid den last der diensten overnam door bemiddeling van een afgevaardigde, waaraan, tot raadgeving, een plaatselijke dienst bestaande uit de gewezen leden van het Plaatselijk Comité kon toegevoegd worden.

Op die vergadering werd eveneens beslist dat nieuwe gesteunden niet meer zouden toegelaten worden en dat elke werkmán, die van 1 Januari 1919 tot 30 Juni aan 't werk zou geweest zijn, geen steun meer zou krijgen. Deze maatregel werd nochtans voorbarig geoordeeld en op een latere vergadering ingetrokken.

De uitgedrevenen en vreemdelingen kregen bij voortduur den werklozenonderstand, zonder onderscheid van beroep, terwijl 100 t. h. van den onderstand ten laste van de Regeering bleef.

Den 29^e Juni 1919 nam de Regering het beheer van den werklozen-onderstand over, daar het Nationaal Comitéit vereffend werd.

De tegenwoordige inrichting, verbonden aan den dienst van Sociale Verzekering en Voorzorg, omvat een Hoofdbestuur van den Onderstand, beheerd door den heer Grombeer; een provinciaal bestuur, staande onder de bevelen van den gouverneur; Brussel en omtrek alleen hangen van het Hoofdbestuur af.

In elke gemeente, die voor 28 t. h. in den onderstand bijdragen wil, bestaat een plaatselijke dienst, die werkt onder het gezag van het Schepencollege. Een afgevaardigde verzekert het bestuur der diensten.

De Regering schiet aan de Gouverneurs, bij wijze van toelagen, de gelden voor, welke hun noodig zijn om elke gemeente in staat te stellen de 78 t. h. uit te betalen, die ten laste van den Staat vallen.

De navolgende regeling werd voor de boekhouding aangenomen :

De gemeenten leveren aan den Provincialen Bestuursdienst de door de gesteunden getekende staten, met een staat — model A — van den toestand der kas, echt verklaard door den afgevaardigde en het college. Deze stukken worden nagezien in den Provincialen Bestuursdienst en door dezen overgebracht op een staat — model B.

Door den Provincialen Bestuursdienst wordt ook op een model C de algemeene toestand voor de provincie vastgesteld.

Een model D vermeldt geregeld den toestand der kas.

De Provinciale Bestuursdienst maakt aan het Hoofdbestuur twee exemplaren van elk dier stukken over; deze worden opnieuw nagezien in het Hoofdbestuur, waar wordt overgegaan tot eene indeeling, enerzijds per betaald tijdperk van vijftien dagen, anderzijds per provinciën.

Voor het vijftiendaagsch tijdperk van 29 Juni tot 12 Juli (44^e tijdperk) dat het eerste vijftiendaagsch tijdperk van het beheer door de Regering is, geeft de navolgende tabel een denkbeeld van de verdeling per provinciën, van het aantal gezinnen, van het aantal gesteunden en van het bedrag der uitgave.

Provinciën.	Gezinnen.	Gesteunden.	Betaalde sommen.
Antwerpen . . .	45,034	277,877	1,557,496
Brabant . . .	21,549	78,544	85,553
Henegouw . . .	34,036	104,274	1,402,418
Oost-Vlaanderen .	47,050	165,720	1,600,000
West-Vlaanderen .	24,709	88,036	900,000
Luik . . .	71,957	194,617	2,535,469
Luxemburg . . .	31	107	1,087
Limburg . . .	1,490	6,513	51,718
Namen . . .	4,491	14,406	162,128
Brussel en omtrek	65,378	173,301	2,455,436
	<u>302,705</u>	<u>1,100,193</u>	<u>11,577,759</u>

De statistische inlichtingen, door het Nationaal Comitéit verstrekt, gaven voor Juni een totaalbedrag van 37,800,000 frank op.

Het totaalbedrag van nagenoeg 11.377.000 frank voor een vijftiendaagsch tijdperk van Juli laat ons toe te vermoeden dat eene vermindering van 14 miljoen zich voor de maand Juli zal voordoen.

De kosten van bestuur en uitdeeling van hulp (hoofdbestuur, provinciaal bestuur, plaatselijke diensten) bedragen thans ongeveer 600,000 frank per maand.

* *

Ten gevolge van de beslissing der Regeëring, voor 25 t. h. bij te dragen in de hulp door de Bureelen van Weldadigheid verstrekt, zal het Hoofdbestuur voor Onderstand een bijzonderen dienst van nazicht moeten inrichten; de provinciale Bestuursdiensten verzekeren hunnerzijds de centraliseering, per provincie, van de stukken tot staving en het nazien, in de gemeenten, van de staten van rekenplichtigheid.

* * *

Hierna volgt het totaalbedrag van de uitgaven, gedurende den oorlog veroorzaakt door de diensten van werklozenonderstand en voedingshulp.

Eerste stelsel: Hulp aan onvermogene werklozen (van 1 April 1915 tot 3 November 1917).	fr. 326,733,419.49
Tweede stelsel: Voedingshulp (van 4 November 1917 tot 31 December 1918).	fr. 569,633,138.99
Bijdrage van de provinciale, gewestelijke en plaatselijke comiteiten	fr. 133,467,493.00
Te zamen	fr. 830,854,071.48

Gedurende den tijd der voedingshulp schommelde het aantal ondersteunde gezinnen in het gansche land tusschen 670,654 en 702,120.

Deze cijfers zijn ontleend aan het verslag, door den Belgischen Bond tot bestrijding van onvrijwillige werkloosheid voorbereid en in naam van België ingediend bij het Inrichtingscomité van de Internationale Conferentie te Washington. Zij toonen aan, welke poging gedurende den oorlog gedaan werd om de Belgische arbeiders bij te staan, die het aandringen der Duitschers zoo goed werstand boden, wanneer zij hen wilden dwingen voor hen te arbeiden.

* * *

Thans verminderen de sommen, benoodigd voor hulpverlening aan werklozen, bij elke vijftiendaagsche betaling. Dat is een bewijs van de gelcidelijke herneming van 's lands industrieele bedrijvigheid.

Och in vele takken van nijverheid zijn nog meer dan de helft der arbeiders zonder werk, bij gebrek aan machines en grondstoffen.

Men kan ze aan hun ongelukkig lot met overlaten. Het is voor België een plicht ze te helpen totdat de zaken heelemaal hernemen.

Reeds zijn te veel werklieden geneigd in het buitenland loonend werk te gaan vragen. Mits uitoefening van de noodige contrôle is het dus onontbeerlijk, om onze werklieden in 't land te houden, den dienst van den werkloozenonderstand voort te zetten, maar stilaan zal men in verband met de toestanden de noodige wijzigingen invoeren.

TWEEDE DEEL.

NIJVERHEID EN ARBEID.

De *normale* uitgaven, op de Begrooting van Nijverheid en Arbeid voor 1919 nitgetrokken, bedragen 40,256,530 frank. Op de begrooting voor 1919 waren dezelfde uitgaven nitgetrokken voor een bedrag van 26,544,030 frank; er is dus eene vermeerdering van 13,712,500 frank.

OUDERDOMSPENSIOENEN.

Uit de aanvullende inlichtingen, bekomen in het Ministerie van Nijverheid en Arbeid sedert het opmaken van het ontwerp van begrooting, blijkt dat de bovengemelde vermeerdering van uitgaven nog aanzienlijk zal overschreden worden. Het hoofdstuk der ouderdomspensioenen wordt van nu af aan heelmaal onvoldoende bevonden. Dit komt op de begrooting voor met 31,610,000 frank. De achterstallige sommen alleen, gestort aan 120,000 gepensionneerden van vóór 1914, bedragen 13,000,000 frank. Bij deze som moeten nog andere achterstallige sommen gevoegd worden. Bovendien is de Openbare Schatkist krachtens de wet van 17 Januari 1919 verbonden tegenover de personen geboren van 1843 tot 1848, die tijdens den oorlog de 18 frank niet konden storten. Sommen moeten ook voorzien worden om de personen, die met het oog op den ouderdom een verzekering hadden, den verloren tijd te laten inwinnen. Onderstaande tabel geeft bijzonderheden daarover :

TEGEMOETKOMINGEN VOOR BEJAARDE LIEDEN.

GEDANE UITGAVEN :

<i>Tegemoetkomsten voor 1918</i> betaald in 1919 : 25,000 van 40 frank. fr.	1,000,000
<i>Achterstallige sommen van 100 frank.</i> — Ongeveer 120,000 mandaten werden nitbetaald op de 150,000 uitgegeven mandaten (er zijn ongeveer 10,000 sterfgevallen).	12,000,000
	fr. 13,000,000

VERDERE UITGAVEN :

Tegemoetkomsten voor de jaren 1914 tot 1918. (Uitgedrevenen en hangende zaken.)	fr.	100,000
Rechthebbers. Kwijtingen van 65 fr.		
Vroegere rechthebbers (tegemoetkomsten voor 1919)	120,000	120,000. . 7,800,000
Rechthebbers met het oog op de intrekking van den omzendbrief van 11 Aug. 1915.		
Personen geboren vóór 1843, hebben recht vanaf 1915	200 × 5	1,000. fr. 65,000
Personen geboren van 1843 tot 1848 die de 18 fr. hebben gestort in 1914 of vroeger, maar die dan aan de andere vereischten niet voldeden. (Hebben recht vanaf 1915.)	800 × 5	4,000. . 260,000

Rechthebbers krachtens de wet van 17 Juni 1919.			
Personen geboren van 1845 tot 1848 die de 18 fr. niet hebben gestort (hebben recht vanaf 1914).	1.000 × 6	6.000, fr.	590.000
Personen geboren in 1849	15.000 × 5	75.000.	4.875.000
— — 1850	16.000 × 4	64.000.	4.160.000
— — 1851	17.000 × 3	51.000.	5.315.000
— — 1852	18.000 × 2	36.000.	2.540.000
— — 1853	20.000	20.000.	1.300.000
Betaling van de achterstallige sommen van 25,50,75 of 100 frank aan de erfgenamen der overleden rechthebbers (ongeveer 10.000 per jaar)			2.500.000
		fr.	27.105.000
	Totaal bedrag.	fr.	40.105.000

Uit deze tabel blijkt dat de sommen, die de Staat noodig heeft tot vestiging van de ouderdomspensioenen, de op de begrooting uitgetrokken sommen met nagenoeg 10.000.000 zullen overschrijden. Deze vermeerdering van uitgaven is grotendeels het gevolg van een eenparige stemming van het Parlement, waarbij het ontwerp der Regeering, strekkende tot hulpverlening aan de oudsten en ongelukkigsten, aangenomen werd. Deze stemming, die ter eere strekt van de Regeering welke het ontwerp indiende, en van de Kamers die het aannamen, verdiende stellig vermeld te worden in het begin van het verslag over de Begrooting van Arbeid.

MAATSCHAPPIJEN VAN ONDERLINGEN BIJSTAND.

De tabellen der Begrooting van Nijverheid en Arbeid worden in denzelfden vorm voorgesteld als de Begrootingen van vóór den oorlog. Eene wijziging werd nochtans gebracht in het hoofdstuk « Arbeid », waarvan de onderdeelen betreffende de bevordering van allerlei werken wegvallen. Zij worden met meer reden overgebracht naar het nieuwe hoofdstuk, getiteld : « Sociale Verzekeringen en Voorzorg ».

Deze afdeeling wordt steeds meer een der voornaamste van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid. De instellingen van voorzorg tegen ziekte en onvrijwillige werkloosheid, de beroepsverenigingen van allerlei aard zullen in de toekomst steeds meer de aandacht der openbare machten in beslag nemen.

Dit hoofdstuk komt in het ontwerp van begrooting voor met een totaalbedrag van 1,284,000 frank. Blijkbaar zal dat cijfer ontoereikend zijn. Het omvat vooral de bestuurskosten van de Beschermingscomiteeten der werkmanswoningen, de toelagen aan de mutualiteiten tegen ziekte en invaliditeit, alsmede de tegemoetkomingen aan de vereenigingen en instellingen betreffende de onvrijwillige werkloosheid.

Sedert den terugkeer werden de voor die verschillende doeleinden benoodigde credieten merklijk verhoogd met het doel de schade, door die instellingen gedurende den oorlog geleden, gedeeltelijk te herstellen. Enkel wat betreft « de Mutualiteit », geeft onderstaande tabel de onontbeerlijke sommen aan om in de meest dringende behoeften te voorzien.

MUTUALITEIT.

GEDANE UITGAVEN.

Achterstallige sommen verschuldigd aan de Invaliditeitskassen krachtens de	
wet van 5 Mei 1912	176,013
Toelagen voor eerste inrichting	30,000
Afgevaardigden mutualisten	20,000
	<u>226,013</u>

VERDERE UITGAVEN.

Toelagen aan de invaliditeitskassen	{	Verschuldigde achterstallige sommen	850,000
		Normale uitgaven voor 1919	450,000
Maatschappijen van onderlingen bijstand en andere voorzorgsinstellingen. — Toelagen. — Bestendige commissie der Mutualiteiten. — Bijzondere eere teekens. — Aanmoedigingen voor nuttige werken; propagandemaatregelen. — Allerlei uitgaven.	{	Verschuldigde achterstallige sommen	100,000
		Normale uitgaven voor 1919	493,000
			<u>1 893 000</u>
		Totaal bedrag.	2,121,013

Men mag dus verwachten dat de voorziene uitgaven in het hoofdstuk « Sociale Verzekering en Voorzorg » met een millioen zullen verhoogd worden.

SOCIALE VERZEKERINGEN.

Wij stelden vast, dat de Staat in 1919 meer dan 40 millioen zal uitgeven voor ouderdomspensioenen. Mag men hopen dat dit cijfer aanstaande jaar en de volgende jaren zal verminderen? Wij meenen het niet. Zijn allen het niet eens om de verzekering tegen ziekte, ouderdom of vroegtijdige invaliditeit op vastere en ruimere grondslagen in te richten dan het ontwerp; vóór den oorlog door de Kamers aangenomen?

Reeds heeft het Ministerie van Nijverheid en Arbeid een Bijzondere Commissie aangesteld, belast met het bestudeeren van een ontwerp, waarbij men vanaf 1920 ouderdomspensioenen van ten minste één frank per dag zou kunnen verleen. De bijdrage van den Staat, zelfs beperkt tot 50 t. h. van de uitgave, zou 35 tot 40 millioen vereischen, cijfer dat ongeveer overeenkomt met wat noodig zal zijn om op dat gebied, in 1919, de verbintenissen van de uitvoerende macht en van de wetgevende macht uit te voeren.

WERKLOOZENVERZEKERING.

In 1913 deelden 414 syndicaten aan hunne leden werklozenvergoedingen uit voor een totaalbedrag van 422,177 frank. In deze som zijn de stortingen van de gemeenten en van de provinciën begrepen ten beloope van ongeveer 41 t. h. Het overige komt uit de kassen der syndicaten.

Gedurende den oorlog moesten de Intercommunale Fondsen hunne geldelijke bijdragen staken. Sommige maatschappijen hebben hunne fondsen uitgeput. andere hebben een kleine reserve behouden.

Te Luik betaalde het Intercommunaal Fonds tegen onvrijwillige werk-

loosheid vóór den oorlog aan de werkloozenkassen, tot stand gebracht in de aangesloten beroepsverenigingen, geregelde toelagen, welke *door de gemeenten* op de navolgende grondslagen toegekend werden :

50 t. h. op den eersten frank dagelijksche vergoeding ;

25 t. h. van het bedrag der geïnde bijdragen.

Volgens het overzichtsverslag, uitgegeven door het Beheer van het Fonds voor het tijdvak 1909-1913, verlegenvoordigen de gezamenlijke toelagen der gemeenten 61 t. h. van het bedrag der aan de werkloozen betaalde vergoedingen of 42 t. h. van het bedrag der bijdragen, door de verzekerden gestort.

De Staat en de Provincie kenden eveneens aan het Fonds weinig belangrijke toelagen toe, enkel bestemd om de bestuurskosten gedeeltelijk te dekken.

Gedurende den oorlog heeft het Fonds niet meer gewerkt, vermits de kassen beroofd waren van de aanvankelijke inkomsten, namelijk de bijdragen der leden. De dienst van de werklozenverzekering uitgestrekt tot alle onvermogenen, al of niet bij de beroepsverenigingen aangesloten, werd waargenomen door het Nationaal Hulp- en Voedings-Comitee en wordt thans door den Staat voortgezet. Doch, naarmate de ondersteunden het werk hernemen, worden zij van de lijsten geschrapt en in een omzendbrief tot verklaring der onderrichtingen uitgaande van het Hoofdbestuur van den Dienst van Onderstand bij het Ministerie van Nijverheid en Arbeid, wordt voorgeschreven « de vroegere ondersteunden niet meer toe te laten, die het werk hernomen hebben en die het zouden slaken *na gedurende meer dan zes maanden aan het werk geweest te zijn* ». Deze bepaling heeft klaarblijkelijk ten doel, de arbeiders aan te sporen zich aan te sluiten bij de Werklozenfondsen, waarvan het aanstaande herstel wenschelijk is. De termijn van zes maanden is gewoonlijk de tijd, na welken de nieuwe aangeslotenen recht hebben op de vergoedingen, door de kassen der syndicaten toegekend.

De Werklozenfondsen begrijpen ten volle welke gewichtige zending zij zullen te vervullen hebben ; doch zij geven er zich ook rekenschap van, dat de last te zwaar is, indien zij enkel moeten rekenen op hun eigen krachten, m. a. w. alleen op de inkomsten wegens de bijdragen der leden, te meer daar voor de meeste de reserves te niet gegaan zijn, die zij in den loop van verscheidene jaren van economischen voorspoed tot stand gebracht hadden.

Verschillende groepeerings in het Land van Luik hebben dus den wensch uitgedrukt, het Werklozenfonds weer in werking te zien komen. Maar, zooals we zeiden, het Fonds is slechts de verdeeler van de sommen, welke de aangesloten gemeenten tot zijne beschikking stelt, en het is voornemens binnenkort weer hunne geldelijke hulp aan te vragen.

Hetzelfde vraagstuk zal in verschillende streken van het land oprijzen.

Om het op te lossen is het nuttig vooraf te weten welke de inzichten van de Reggering zijn aangaande den werklozenonderstand. Het komt voor, dat, wegens den toestand teweeggebracht door den oorlog, het werk van nationaal herstel de voorbereiding van de algemeene en verplichte werk-

loozenverzekering eischt. Deze zou kunnen ingericht worden overeenkomstig de leidende beginselen, aldus aangegeven in het verslag van den heer Fuster op de algemeene vergadering van de Internationale Vereeniging tot bestrijding der werkeloosheid, te Gent gehouden in 1913.

« Uit de bevindingen van de verslaggevers, naar aanleiding van de proefnemingen in Groot-Brittannië en elders, kan men afleiden dat er gestreefd wordt :

1° naar de verplichte verzekering, ten minste voor zekere beroepen met drieërlei stortingen (werklieden, patroons, openbare machten, verplichting aangevuld door aanmoediging tot vrijwillige verzekering);

2° naar de opvatting, volgens welke het weder werk geven de voor naamste taak van de werkloozenverzekering is en de inrichting van de plaatsing een onontbeerlijk vereischte van de verzekering;

3° naar een stelsel steunende op de samenwerking der beroepsverenigingen. »

Het is thans klaar dat de hulp, aan de werkloozenfondsen te verschaffen om hen toe te laten hun hooge sociale taak te volbrengen, die hun best toevertrouwd wordt, niet enkel voor de gemeenten een last mag zijn.

In den tegenwoordigen vorm van den Werkloozenonderstand draagt de Staat bij ten beloope van 75 t. h. en de gemeente ten beloope van 25 t. h.; de bijdrage der belanghebbenden is nul, vermits het werkloozen betreft, die geen eigen inkomsten hebben.

Om de herleving der Syndicale Werkloozenfondsen te bevorderen en de gemeenten aan te sporen die fondsen te steunen of te blijven steunen, ware het hoogst wenschelijk, zonder verwijl te bepalen volgens welke regels de toelagen der openbare machten zouden verleend worden.

De navolgende formule zou nuttig ten grondslag kunnen dienen aan de bespreking van een stelsel, als proefneming en voor een bepaalden overgangstijd in te voeren.

Het geheel bedrag der openbare toelagen zou gelijkstaan met het bedrag der stortingen, door de aangeslotenen in de Werkloozfondsen gedaan. In de toelagen zou bijgedragen worden door den Staat voor 50 t. h., door de Provincie voor 25 t. h. en door de Gemeente voor 25 t. h.

Van die bijdragen verzekerd, *welke de waarde van hun eigen inkomsten zouden verdubbelen*, zouden de Werkloozenfondsen kunnen bepalen welke voordeelen zij aan hunne leden kunnen waarborgen.

Het toezicht op de Fondsen en het verleenen der toelagen zouden tijdelijk opgedragen worden aan de thans bestaande *Werkloozenfondsen* of van nu af aan aan de werklozendiensten, werkende in verstandhouding met de plaatsingsdiensten, die reeds ingericht zijn of thans ingericht worden in de verschillende streken van het land. Misschien zou het nuttig zijn, het werk van die verschillende inrichtingen te verbinden, daar de Intercommunale Fondsen reeds een zeer oude ervaring hebben.

*
* * *

Vóór den oorlog reeds was de financieele hulp van de openbare machten,

van den Staat vooral, reeds van belang in vele landen. In Noorwegen en in Denemarken werd de geldelijke steun van de Openbare Schatkist aan de beroepssyndicaten, die de werklozenverzekering inrichten, rechtstreeks, aanhoudend en in hooge mate verstrekt.

Benevens de toelagen van de gevestigde machten, zouden de Werklozenfondsen verplichte toelagen vanwege de patroons moeten bekomen.

In 1912 reeds had de stad Gent de nijveraars verzocht het « Noodfonds » op te richten en zij hadden dat in beginsel aangenomen. Het achtereenvolgens toestaan van drie credieten van 10,000 frank en de bestudeering van een volledig ontwerp lieten vóór den oorlog verhoppen dat de instelling weldra zou tot stand komen.

De ramp heeft de bespreking van dat belangwekkend ontwerp geschorst. Het zal opnieuw moeten ter hand genomen worden, want benevens de bestendige werkloosheid komt het op zekere tijden voor, dat een nijverheids-crisis den patroon verplicht de fabriek een dag per week te sluiten bij gebrek aan werk. Dan sluipen gebrek en ellende langzaam de huisgezinnen binnen.

Gedurende den oorlog hebben sommige patroons werklozenvergoedingen aan hun werklieden uitbetaald.

Het denkbeeld, de patroons gedurende de vette jaren te doen tussenkomen met het oog op de magere jaren, is dus niet nieuw in België. Het is een quaestie van maat den dag dat het zal moeten uitgevoerd worden.

Onvrijwillige werkloosheid, veroorzaakt door een industriële crisis, is een nationale ramp; daarom moeten de werklieden, de patroons en de verschillende openbare machten hun pogingen doen samengaan om de pijnlijkste gevolgen daarvan te verzachten.

MIDDENSTAND.

Doordat men trachtte voor 1920 een normale begrooting te voorzien, was de Middenafdeeling, belast met het onderzoek van de Algemeene Begrooting, in den loop harer werkzaamheden steeds bekommerd om de begrotings-uitgaven te verminderen. Wat betreft de Begrooting van Nijverheid en Arbeid werd nochtans erkend dat men de uitgaven geenszins zou kunnen verminderen en dat het sociaal belang integendeel weldra nieuwe sommen zou eischen.

Zóó zal hoofdstuk V, dat nuttige uitgaven ten behoeve van den middenstand voorziet, eerlang groote wijzigingen moeten ondergaan. De op de begrooting voorziene som is dezelfde als in 1914, hetzij 159,000 frank. Blijkbaar zal zij ontoereikend zijn.

Sedert lang reeds werden in de Kamer talrijke wetsontwerpen ingediend betreffende de inrichting van het crediet ten bate van den handeldrijvenden en industrielen middenstand. Onlangs nog werd een nieuw voorstel door verscheidene medeleden ingediend. Anderzijds heeft de Regeering ons wel willen zeggen dat zij geneigd is om de wenschen der belanghebbenden in aanmerking te nemen door credieten op langen termijn beschikbaar te stellen tegen zeer lagen interest, mits waarborgen natuurlijk. De zedelijke

waarborgen der belanghebbenden zouden echter in sommige gevallen een deel der stoffelijke waarborgen kunnen vervangen.

Eene centrale kas, zooals de Nationale Maatschappij voor Werkmanswoningen, zou over een door den Staat gewaarborgd kapitaal beschikken. De credieten zouden verleend worden door bemiddeling van gewestelijke maatschappijen of samenwerkende credietvereeningen welke een deel der noodige sommen zouden bekomen door zich te wenden tot de centrale kas die het voorschot doen zou.

Na de ramp die de ambachtslieden, de kleinhandelaars en kleinnijverars zoo hard getroffen heeft, draagt men bij tot het nationaal herstel door de noodige credieten toe te staan aan eerlijke lieden om hun bezigheden van vóór den oorlog te hernemen.

* * *

Het werk tot economischen wederopbouw van het land moet ook onze nijverheid helpen om hare producten niet enkel in het buitenland, maar ook in België te doen keunen. Sedert den oorlog is dat een noodzakelijkheid niet enkel ten aanzien van de kleinnijverheid, maar ook van de groote. De invoer in België van fabricaten, uit het buitenland herkomstig, verplicht sommige van onze nijverheidstakken de inlandsehe markt terug te veroveren, alvorens er aan te denken hunne producten uit te voeren. Door tentoonstellingen-fooren zou men dat dubbel doel deels kunnen bereiken.

In overleg met het Ministerie van Nijverheid en Arbeid denkt de stad Brussel er aan, in de naaste lente een groote handelsfoor te houden, zooals dat reeds vóór den oorlog gebeurde in Duitschland, in Frankrijk, in Rusland.

Dergelijke voorstellen schijnen ook ingang te vinden te Luik en te Gent.

Dien weg moeten wij zoo haast mogelijk opgaan in het belang van handel en nijverheid.

Doch uit dien hoofde moet aanstaande jaar een crediet van ten minste 300,000 tot 400,000 frank op de begrooting uitgetrokken worden.

Dat zal goed belegd geld zijn, want de economische herleving van België is het vraagstuk dat zich zoodanig opdringt dat de openbare machten zich daarmee aanhoudend en welwillend moeten bezighouden.

BEROEPS- EN NIJVERHEIDSONDERWIJS.

Om de toekomst van 's lands nijverheid te verzekeren, moeten wij in de eerste plaats ons technisch onderwijs uitbreiden.

In België bestaat er geen wet op het nijverheids- en beroepsonderwijs. De wijze om 's Rijks toelagen te bekomen is echter onderworpen aan regels die uiteengezet werden in de algemeene verslagen, aan de Wetgevende Kamers voorgelegd, en welke wij hieronder in herinnering brengen.

In beginsel richt de Regeering niet rechtstreeks nijverheids- en beroepsscholen op; de zorg om die instellingen tot stand te brengen wordt overgelaten aan de gemeentebesturen en aan de provinciale besturen, alsmede aan de gemeenschappen en bijzonderen; de Regeering bepaalt er zich bij, dat onderwijs te bevorderen en desnoods het initiatief uit te lokken en aan

de inrichters de noodige raadgevingen te verstrekken voor het opmaken der reglementen en programma's, voor de keuze en de opleiding van het leerpersoneel, voor het aanwerven der leerlingen, met een woord voor het welslagen van het onderwijs. Tot dusver werd van dat beginsel niet afgeweken, tenzij voor het Beroepsmuseum te Morlanwelz, dat als eene Staatsinstelling mag beschouwd worden.

De Wetgevende Kamers stellen ieder jaar ter beschikking van de Regeering de noodige credieten om toelagen aan de nijverheids- en beroepsscholen te kunnen verleen.

Deze toelagen bedragen een derde van het bedrag der gewone uitgaven, indien de leergangen enkel theoretisch zijn (nijverheidsscholen en nijverheidsleergangen, scholen voor of leergangen van nijverheids- en beroepsteekeken, handelsscholen en handelsleergangen) en twee vijfden van de gewone uitgaven, indien de theoretische leergangen aangevuld worden door handarbeid (beroepsscholen en beroepsleergangen, huishoudscholen en huishoudklassen, leerwerkhuizen).

De Staat draagt echter niet bij tot de kosten wegens het bouwen, het huren en het onderhouden der lokalen; die kosten vallen ten laste van de inrichters. Maar hij neemt op zich de helft der aankoopkosten van de meubels en van de toerusting, mits voorafgaande goedkeuring van het omstandig bestek der aankopen en overlegging, in dubbel afschrift, van de betaalde facturen der gedane uitgaven.

Elke school wordt ingesteld krachtens eene beslissing van hare oprichters; zij wordt beheerscht door eigen statuten en door een inrichtingsreglement, dat door hare inrichters opgemaakt wordt en door elke der steunende machten moet goedgekeurd worden.

Er bestaat geen model-programma voor de nijverheids- en beroepsscholen; elke instelling is ingericht naar de plaatselijke behoeften.

Bij het opmaken van het programma dient men bijgevolg rekening te houden met veranderlijke gegevens, namelijk met den aard der in de streek gevestigde nijverheidstakken en met den ontwikkelingsgraad der bevolking die geroepen is om de leergangen bij te wonen.

Elke school wordt bestuurd door een bestuurscommissie. Geldt het eene gemeentelijke instelling, dan bestaat dat college uit den burgemeester of zijn afgevaardigde, voorzitter van rechtswege, en een gelijk getal afgevaardigden van elke der steunende machten. Het comiteit der scholen, door privaat initiatief opgericht, wordt door de inrichters benoemd en begrijpt bovendien ten minste één afgevaardigde van elke der steunende machten.

De bestuurscommissie stelt de rekeningen vast, maakt de reglementen van orde op, brengt haar advies uit over de benoeming van den bestuurder en van de leeraars, stelt de verbeteringen voor, welke zij nuttig acht, en oefent het hoog toezicht uit op de studiën en de tucht.

*
* *

Het leerpersoneel wordt benoemd volgens de navolgende regels :

In de scholen, door de gemeente opgericht, worden de bestuurder en de

leeraars benoemd door den gemeenteraad op voordracht vanwege de bestuurscommissie; die benoemingen worden aan de goedkeuring van de Regeering onderworpen, de bestendige Deputatie gehoord. De kandidaten worden ten voorloopigen titel benoemd; hunne benoeming wordt slechts onherroepelijk na een proeftijd van ten minste twee jaren.

In de scholen, door het privaat initiatief opgericht, wordt het personeel door de bestuurscommissie benoemd en van de benoemingen wordt aan de Regeering kennis gegeven.

Deze verschillende regeling is gegrond op den zeer verschillenden toestand van het personeel der gemeentelijke scholen en van dat der vrije scholen. In de eerste is een voorgoed benoemde leeraar onafzetbaar volgens de bepalingen van de wet op de vastheid der gemeentebedieningen; om die reden is hem een proeftijd van ten minste twee jaren opgelegd, alvorens voorgoed te kunnen benoemd worden. In de vrije scholen is de toestand van een leeraar daarentegen altijd onzeker; men kan hem uit den dienst ontslaan op elk oogenblik van zijn loopbaan, namelijk wanneer in de verslagen van de Staatsopzieners er op gewezen wordt dat hij niet op de hoogte is van zijne taak en dat de Regeering zijne vervanging eischt.

Wat betreft de bekwaamheden, van de leerkrachten geëischt, heeft een ministerieele omzendbrief van 21 Maart 1903 de nijverheidsscholen in drie groepen ingedeeld: de aanvankelijke algemeene leergangen, de middelbare algemeene leergangen en de technische of oefenleergangen. De eerste mogen toevertrouwd worden aan personen, die in 't bezit zijn van een diploma van lager onderwijzer; de tweede, aan personen die het diploma bezitten van geaggregeerd leeraar van het middelbaar onderwijs, aan regenten van middelbare scholen, aan leeraars aan een atheneum of aan vakkundigen; de laatste moeten voor *technici* voorbehouden blijven: voor ingenieurs of personen die door hunne studiën of hunne bezigheden een bijzondere bevoegdheid in een bepaald vak verkregen hebben. De bestuurders moeten bij voorkeur tot de derde groep behooren, maar bij uitzondering kan men ze benoemen onder de personen van de tweede groep.

In sommige scholen, namelijk in die van de provincie Henegouw, onderwerpt men de kandidaten bovendien aan een pedagogische proef: zij worden verplicht een les te geven over een vraag die tot het programma der leergangen behoort, voor een jury bestaande uit een afgevaardigde van elke der steunende machten.

Het verleenen van de toelagen wordt door de Regeering afhankelijk gemaakt van de navolgende vereischten:

Het inrichtingsreglement, het reglement van orde, het omstandig programma der studiën en de uurregeling der leergangen moeten aan hare goedkeuring onderworpen worden;

De Bestuurscommissie bevat ten minste één afgevaardigde van den Staat;

De benoemingen, ontslagen en de gebeurlijke alzettingen van den bestuurder en van de leeraars moeten aan de goedkeuring der Regeering onderworpen worden, indien het een gemeentelijke school betreft, of ter kennis van de Regeering gebracht worden, indien het een vrije school geldt;

Het ontwerp van begrooting der ontvangsten en uitgaven, de rekening over het vorige jaar met de bewijsstukken tot staving, alsmede de uur-regeling der leergangen moeten elk jaar goedgekeurd worden;

De goedkeuring van de Regering wordt eveneens vereischt voor de voorstellen tot verhooging der wedden van het personeel, alsook voor de wijzigingen in het inrichtingsreglement, het reglement van orde en in het programma der leergangen;

Ieder jaar moet een verslag over den gang der instelling aan de Regeering overgemaakt worden;

De school moet eindelijk onderworpen zijn aan het toezicht der Staatsambtenaren.

* * *

Op de Begrooting van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid voor het dienstjaar 1914 bedroeg het crediet, uitgetrokken onder artikel 13 (nijverheids-, beroeps-, handels- en huishoudonderwijs: toelagen, materieel, kosten voor examens, enz.) 2,440,000 frank.

Ten tijde van het vertrek der Regeering, in de maand Augustus 1914, bleef er nog uitspraak te doen over de begrootingen van een groot aantal instellingen van beroepsonderwijs en deze hadden de toelagen van den Staat nog niet ontvangen.

Omstreeks de maand December daaropvolgende, liet de bezettende overheid de uitbetaling toe van het deel der toelage van 1914, overstemmende met den duur der bezetting: een derde van de toelage voor sommige provinciën, een vierde voor andere. Aan de belanghebbende instellingen werd ter kennis gebracht dat zij de uitbetaling van het overige konden bekomen door zich tot een kas van leening te wenden. Onder deze omstandigheden werden de navolgende voorschotten gedaan op de toelagen behoorend tot het dienstjaar 1914:

Door de Samenwerkende Maatschappij voor voorschotten en leeningen.	fr. 713,646.83
Door het Nationaal Comité (Afdeling voor buitengewonen steun)	336,672.90
Te zamen. . fr.	1,050,319.73

Een gering aantal scholen namen hun toevlucht tot deze instellingen niet en sedert den terugkeer van de Regeering vroegen zij de betaling van het saldo der toelagen van 1914.

Anderzijds liet het activistisch bestuur een groot aantal begrootingen van nijverheids- en beroepsscholen voor het dienstjaar 1914 in den steek, de eene uit nalatigheid, de andere om de nijverheidsscholen te bestraffen, daar zij weigerden de leergangen in het Vlaamsch te geven.

Er moest dus een crediet van 1,500,000 frank aangevraagd worden om die achterstallige toelagen te kunnen uitbetalen. Thans is dat achterstallig werk bijna voltrokken en men kan er zich van overtuigen dat het aangevraagd crediet juist zal voldoende zijn om den achterstand te betalen.

De voorschriften van het koninklijk besluit van 28 Februari 1919 betreffende de betaling der achterstallige wedden aan de Staatsbedienden die gedurende de bezetting daarvan beroofd werden, omdat zij een veroordeeling wegens politieke redenen ondergingen, omdat zij onder de wapens geroepen werden of om andere redenen voortvloeiende uit de vijandelijke bezetting, werden bovendien uitgestrekt tot het leerpersoneel en het besturend personeel der instellingen van beroepsonderwijs, geldelijk ondersteund door het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading. De uitbetalingen van die wedden worden eveneens aangerekend op het bijzonder crediet van 1,500,000 frank.

Ten gevolge van de toekenning van vergoedingen wegens levensduurte aan het leerpersoneel en aan het besturend personeel der instellingen van beroepsonderwijs, met terugwerkende kracht vanaf het vierde trimester van het jaar 1916, moest op de begroting ingeschreven worden eene som van 200.000 frank voor de vroegere dienstjaren en eene som van 100,000 frank voor het loopende dienstjaar. Men kan thans nog niet nagaan of dat crediet voldoende zal zijn. Er valt echter te vreezen dat het niet toereikend zal zijn voor het dienstjaar 1919, ten gevolge van de onlangs genomen beslissing der Regeering, den duurtelbijslag nog te verleenen voor het tweede semester van het loopend jaar.

* * *

Gedurende het jaar 1914 werden een zeker aantal nieuwe beroepsscholen opgericht, die den financieelen steun van den Staat aangevraagd hadden. Toen de Regeering vertrok, had zij nog niet uitspraak gedaan over al die aanvragen. Daaruit volgde dat het Belgisch bestuur, dat aan 't werk gebleven was, meende geen beslissing te mogen nemen bij de afwezigheid van de Regeering; aan die instellingen werden dus geen toelagen verleend. Deze zetten toch hun werkzaamheid voort zonder de hulp van den Staat.

Anderzijds ontstonden er gedurende de vijandelijke bezetting een groot aantal nieuwe scholen, die zich in betrekking stelden met het Belgisch bestuur, doch de bescherming van de bezettende overheid niet wilden aanvragen. Eenige onder hen hebben de toelagen der provinciale en gemeentelijke besturen aangevraagd en bekomen.

Thans vragen al die instellingen de bescherming van den Staat aan en wenschen toelagen niet enkel voor het loopende schooljaar, maar voor al de jaren gedurende welke zij onder de vreemde bezetting werkzaam waren.

Eindelijk, door de tegenwoordige omstandigheden werden al de ondersteunde scholen verplicht hunne begrotingcijfers voor het dienstjaar 1919 te verhoogen, wat aanleiding geeft tot verhooging der Staatstoelagen, vermits deze aan de uitgaven geëvenredigd zijn.

Om die verschillende redenen werd het crediet onder artikel 14 (vroeger art. 13) gebracht van 2,440,000 frank tot op 2,950,000 frank.

Dit laatste crediet zal waarschijnlijk ontoereikend zijn.

Tot dusver bekwamen de Technische scholen der provincie Henegouw, de Universiteit van den Arbeid te Charleroi, de School te La Louvière, de School te Saint-Ghislain, de Mijnbouwschool te Bergen, geen toelagen van

den Staat. Sedert den wapenstilstand is dit niet meer zóó. Gezien de belangrijkheid van die scholen, mag men zich verwachten aan een uitgave van nagenoeg 400,000 frank.

Anderzijds zullen de openbare machten een verhooging van de wedden van gansch het personeel der beroepsscholen van gansch het land in overweging moeten nemen.

Laat ons ook in herinnering brengen dat men sedert verscheidene jaren de financiële hulp van den Staat vraagt tot den bouw der lokalen voor het technisch onderwijs.

* * *

Wil België zijne nijverheidsfaam in de wereld behouden, dan moet het groot zien op het gebied van het beroepsonderwijs.

Museums, laboratoriums en volledige Hogere Nijverheidsinstituten zijn een volstrekte noodzakelijkheid.

Ons land moet gelijken tred houden met alle ontdekkingen en niets mag verwaarloosd worden om den vooruitgang der wetenschap ten dienste van de Belgische voortbrenging te stellen.

In België ontbreken er nog schoolinrichtingen tot opleiding van leeraars voor het technisch onderwijs.

Sommige leeraars, wanneer zij in bediening treden, zijn volkomen op de hoogte van de theorie, doch kennen niets van de practijk. Anderen, daarentegen, zijn uiterst bedreven in de practijk, maar bezitten de noodige bekwaamheid of pedagogische kennis niet.

Die leerste zou moeten aangevuld worden door de oprichting van normaalscholen voor het beroepsonderwijs.

Daartoe mag niets verwaarloosd worden.

Wij mogen niet vergeten dat de toestand, waarin wij door den oorlog gebracht werden, zeer ongunstig is. In mededinging met de voortbrengselen van de andere landen, zullen die van onze nijverheid in hun goede hoedanigheid aanbeveling moeten zoeken. Anderzijds zijn de jonge geslachten gedurende vijf jaren werkeloos gebleven. Een zeker aantal oude werklieden, die hun stiel grondig kenden, zullen niet meer naar het werkhuis gaan. De beroepsschakel, die het eene geslacht aan het andere verbindt, werd gebroken. Nieuwe verbinding moet er ontstaan.

Het eenige zekere middel tot welslagen is de stelselmatige inrichting van het beroepsonderwijs. De groote gemeenten, die te midden van de nijverheidsgewesten liggen, moeten die nuttige scholen oprichten. Door een beroep te doen op den steun van de omliggende gemeenten is men zeker dat men, na het advies van de belanghebbende patroons en werklieden te hebben ingewonnen, het technisch onderwijs zal kunnen aanpassen aan het midden en dat het vrucht dragen zal.

Met den milden geldelijken steun van Provincie en van Staat, in de bestuurscommissie vertegenwoordigd, zullen die inrichtingen van beroepsonderwijs aan het land de grootste diensten bewijzen.

DIENST VOOR ARBEIDSAANGELEGENHEDEN.

De vraagstukken betreffende arbeid en nijverheid krijgen zulken omvang, dat de Dient voor Arbeidsaangelegenheden in België zijne inrichting nog ruimer zal moeten uitbreiden om de behoefte aan documentatie te voldoen; die zich opdringt, wil men met zekerheid op dien weg voortgaan.

In het « Arbeidsblad » werden reeds flinke wijzigingen gebracht sedert den wapenstilstand, doch de talrijke arbeidsvraagstukken, die de oorlog deed ontstaan, maken nog andere verbeteringen noodzakelijk om het op dezelfde hoogte te brengen als de buitenlandsche uitgaven van dien aard.

Men moet ook in aanmerking nemen dat het Internationaal Arbeidsbureau, dat te Geneve zal gevestigd worden, een grooter uitbreiding zal geven aan den documentatiedienst van ons Ministerie van Nijverheid en Arbeid

*
* * *

Het op de begrooting uitgetrokken crediet voor de Werkrechtcraden is nagenoeg hetzelfde als dat van 1914: 92,500 tegen 102,500 franken in 1919.

Ieder jaar stelt de wetgeving nieuwe werkrechtcraden in op verzoek van de patroons en werklieden die daar een snelwerkende, bevoegde, verzoeningbrengende en goedkoope rechtbank vinden. Die gelukkige uitbreiding van de Werkrechtcraden brengt natuurlijk nieuwe kosten mede.

Anderzijds is het niet mogelijk de wedden en vergoedingen voor de rechtcraden, voorzitters en griffiers der Werkrechtcraden ongewijzigd te laten. Een verhooging dient te worden voorzien

TOEZICHT OP DEN ARBEID.

Daar de arbeidswetgeving elken dag meer uitbreiding neemt, zijn er verschillende redenen om het arbeidstoezicht te ontwikkelen : de vereischte zorg voor de arbeidsvoorwaarden zoowel ten opzichte van de veiligheid als ten opzichte van de gezondheid, het sociaal en financieel belang dat de openbare machten er bij hebben, het aantal slachtoffers van ongevallen en zieken te verminderen.

Dienaangaande hebben wij bij het Ministerie van Nijverheid en Arbeid inlichtingen gevraagd. Dit bestudeert thans de wederinrichting van dezen dienst.

Het zal niet zonder belang zijn eraan te herinneren hoe de zaak zich thans voordoet volgens de cijfers van de begrooting en de bekomen inlichtingen.

Op de begrooting voor 1914 waren, onder de artikelen 34 en 35, de hieronder gemelde credieten uitgetrokken tot dekking der kosten van werking van den Toezichtsdienst van den arbeid en van de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen.

Art. 34. — a) Toezicht op den arbeid en op de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen : wedden en vergoedingen . . . fr. 251,000

b) Kantoorkosten	14,000
c) Reis- en verblijfskosten; zendingen en verplaatsingskosten in den vreemde; opsporingen en verrichtingen van deskundigen	83,000

Art. 55. — Toezicht op den arbeid en op de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen : materieel, kosten wegens proefnemingen, aankoop van instrumenten, allerlei uitgaven . fr. 20,000

De toegestane credieten, welke die voor het dienstjaar 1913 met 10,000 frank overschreden tot betaling der bij het reglement voorziene verhoogingen, bedroegen in het geheel 370.000 frank.

Het personeel van den Toezichtsdienst telde 50 beambten, erin begrepen de geneesheeren, de klerken en het lager personeel; dat cijfer is thans tot 56 verminderd door oorlogsverliezen en als gevolg van de pas tot stand gekomen inrichting van den geneeskundigen dienst van den Arbeid. Het is blijkbaar onvoldoende.

Om zich daarvan te overtuigen, volstaat het er aan te herinneren dat de Toezichtsdienst zich in 1915 bezig te houden had met 99,848 aangiften van ongevallen, waarvan 896 doodelijke of erge die tot onderzoekingen aanleiding gaven.

Het aantal bezochte inrichtingen, waarvan vele verschillende malen, was 14,983, omvattend een personeel van 483,564 werklieden, terwijl er volgens de uitslagen van de laatste nijverheids- en handelsopneming den 31st December 1910, in 't geheel 251,041 nijverheids- en ambachtsbedrijven in het Rijk werkzaam waren, omvattend een personeel, in de werkhuizen alleen, van 1,239,163 eenheden, waarvan 870 372 arbeiders en arbeidsters.

Van die cijfers moeten afgetrokken worden de ondernemingen die onder het toezicht van het Beheer der Mijnen staan, namelijk 2,151 bedrijven en 234,725 werklieden. Dan blijven voor het Arbeidstoezicht over nagenoeg 248,890 bedrijven en 633,649 werklieden en werkhuizen.

De arbeidsopzieners kunnen dus thans, met den besten wil van de wereld, niet ten minste eenmaal per jaar een bezoek doen aan de bedrijven die onder hun toezicht staan. Hunne bevoegdheden nemen overigens ieder jaar toe, omdat de omstandigheden steeds meer de noodzakelijkheid aantoonen van hunne tussenkomst op meer dan een gebied, waar zij vroeger niets te zien hadden.

*
*
*

In 1894, bij de wederinrichting van het Arbeidstoezicht en van den dienst der geclassceerde inrichtingen, hadden die ambtenaren zich slechts bezig te houden met de wet van 1883 op den arbeid van vrouwen en kinderen, met de toepassing van het koninklijk besluit van 29 Juni 1863 op de politie van genoemde inrichtingen en met die van het koninklijk besluit van 1894 op de veiligheid en de gezondheid dier inrichtingen.

Overtollig zou het zijn al de wetten en besluiten op te noemen, die ons sedert dien tijd toegelaten hebben ons Arbeidswetboek te maken.

Al die wetten en al die besluiten hebben tot dusver, met uitzondering van

die van 17 Juli 1903 op de Zondagrust welke op de bedienden toepasselijk is, slechts betrekking op de eigenlijke werklieden, doch met uitsluiting van de landbouwarbeiders en van de huisarbeiders. De ongevallenwet van 24 December 1903 stelt nochtans een zeker soort bedienden gelijk met de werklieden.

Het is niet twijfelachtig dat het Parlement zich weldra zal moeten bezighouden met de bescherming en met de beroepsbelangen van alle arbeiders zonder onderscheid.

Van nu af aan moest men op verzoek van de Staatscommissarissen de arbeidsoptieners vragen deel te nemen aan de werkzaamheden der rechtbanken voor oorlogsschade en van ambtswege in de talrijke hangende geschillen of in die welke ontstaan zijn tusschen kapitaal en nijverheid.

Het is dus dringend noodig dien dienst te versterken en weder in te richten : hij telt nog slechts de 56 bedoelde eenheden, waarvan alleen 51 in werkdadigen dienst zijn, als volgt verdreld met inachtneming van de laatste benoemingen en bevorderingen.

Om het getal beambten van het vroegere kader, dat voorkomt op de begroting van 1914, te bereiken, moeten er nog benoemd worden 3 adjuncten-opzieners, 2 ingenieurs, 1 afgevaardigde en 2 redacteurs bij het Hoofdbestuur.

Er dient echter een ernstige wederinrichting van het Arbeidstoezicht tot stand te komen, opdat België zou kunnen bevestigen dat het oprecht alle bedingen van den Volkenbond aanneemt et dat het besloten is de naleving van de Internationale Arbeidswetgeving te verzekeren.

Sedert lang hebben wij voldaan aan het beding van bedoelden Bond, dat de benoeming van *Arbeidsoptieners* oplegt.

Deze optieners zijn twee in getal en men zou voor het dienstjaar 1920 de mogelijkheid van het vermeerderen van dat aantal kunnen onderzoeken, aangezien de wet van 1914 op den arbeid van vrouwen en kinderen eerlang van toepassing wordt.

Bovendien is het de toepassing van die wet, omvattende de *werkhuizen*, *spijshuizen*, *drankstijterijen* en de *kantoren* der handels- en nijverheids-ondernemingen, welke, buiten wat hierboven gezegd werd, de wederinrichting van het Arbeidstoezicht oplegt.

* * *

Om in alle behoeften te voorzien, zou het Arbeidstoezicht moeten begrijpen :

a) Een genoegzaam uitgebreid kader technici, houders van een diploma van ingenieur afgeleverd door een van onze vier Hoogescholen of door de Mijnbouwschool te Bergen ;

b) Een versterkt kader van optieners ;

c) Een insgelijks versterkt kader van afgevaardigden der werklieden.

Gelijk voor het Beheer der Mijnen, dat verdeeld is in evenveel omschrijvingen als er putten zijn in de arrondissementen der provinciën Henegouw,

Luik, Limburg en Namen, zou de inrichting van het Arbeidstoezicht zooveel mogelijk en volgens de noodwendigheden moeten ingedeeld zijn in ten minste evenveel districten als er provinciën zijn.

Doorgaans zou er in elke provincie een districtshoofd moeten zijn met den graad van hoofdinspecteur, verblijvend in de hoofdplaats en bijgestaan door een of meerdere adjuncten of afgevaardigden, alsmede door een klerk met het schrijfwerk belast; daarbij in ieder rechterlijk arrondissement een opziener of een adjunct verblijvend in de belangrijkste plaats ten opzichte van de nijverheid.

Dat zou meebrengen de benoeming van 13 agenten boven het aantal dergenen die in 1914 werkzaam waren.

Het districtshoofd mag niet alleen in zijn verblijfplaats gelaten worden. Het onderzoek der aangiften van arbeidsongevallen, erge of doodelijke, de spoedeischende tussenkomst in de arbeidsgeschillen die van den beginne aan werkdadig zou moeten zijn, het dagelijksch verstrekken van raad aan de belanghebbende patroons en werklieden voor de toepassing der wetten en reglementen eischen dat het districtshoofd niet aan zichzelf overgelaten worde, maar integendeel in staat gesteld worde den dienst snel te verzekeren.

De arbeidsopzieners zijn ambtenaars die met veel beleid moeten handelen en tevens uitgebreide wetenschap moeten hebben op economisch gebied, op technisch gebied, in zake gezondheid en nijverheidsbedrijven en zelfs in rechtskundige zaken. Hunne taak is uiterst kiesch en ingewikkeld en hunne zending, gelijk de heer Nyssens zeide, is bijna dezelfde als die der apostels. Gelijk in Engeland, is het grootendeels aan hun werkzaamheid te danken dat onze sociale wetten, zooals blijkt uit twintig boekdeelen jaarlijksche verslagen van het toezicht, in onze zeden gedrongen zijn. Hun werk moet in eere gehouden worden.

Zonder overdrijving mag men zeggen dat geen beheer in België, sedert het vierde van een eeuw, met zulk gering personeel zooveel werk afgedaan heeft.

* * *

Die hulde wilden wij brengen aan de tegenwoordige arbeidsopzieners, zonder te willen nagaan of zij door dit of door dat geval niet beïnvloed werden. Het is, bijvoorbeeld, zeker dat de te uitgestrekte omschrijvingen en de veelvuldige werkzaamheden, die hun opgelegd zijn, hen niet altijd toelaten daar te zijn, waar hun aanwezigheid zeer nuttig zijn zou.

Thans is het arbeidstoezicht vooral verzekerd door ingenieurs en technici. Doch, uitgenomen voor de mijnwerkers, ontbreekt er een belangrijk element in het kader. De arbeiders zouden door hunne keurmannen en door vertrouwensmannen aan het arbeidstoezicht moeten deelnemen. Zijn zij niet in de eerste plaats de belanghebbenden?

In weerwil van een betreurlijk stelsel van benoemingen, hebben de werklieden-opzieners in de mijnen reeds werkelijke diensten bewezen. Het ware nuttig hetzelfde beginsel in alle takken van nijverheid toe te passen. Een ervaren werkman, die het vertrouwen zijner makkers bezit, die de productie-

wijzen van de nijverheid, waartoe hij behoort, grondig kent, kan zeer groote diensten bewijzen wanneer het er op aankomt gevaar voor ongevallen aan te wijzen.

Het naleven van de werkplaatsreglementen, de toepassing van al de arbeidswetten, de voorbehoedmaatregelen tot veiligheid, de gezondheidsvereischen gesteld voor de nijverheidsinrichtingen zijn evenveel zaken, welke tot toezicht aanleiding geven, en een ervaren werkman zal hier met meer bevoegdheid optreden dan om 't even wie, dank zij de ondervinding in het arbeidersleven opgedaan.

Onze volle goedkeuring gaat naar de voornemens van het Departement van Nijverheid en Arbeid, die er in bestaan het toezicht te decentraliseeren door, volgens de gewesten en de takken van nijverheid, aan den hoofdpienier der provinciën of der districten toe te voegen, hier een werkman-opzienster, elders eene opzienster.

Het is klaar dat het er niet om te doen is het personeel bovenmatig te vermeerderen; het ware echter niets te veel, de benoeming voor te staan van een twaalfstal opzieners en een tiental opziensters ten einde het arbeidstoezicht te verscherpen in de voornaamste nijverheidstakken en in de voornaamste streken van het land.

Het mijnkorps, dat in deze zaak niets overdrijft, telt alleen 72 ambtenaren. Het is dus zeer redelijk, een nagenoeg gelijk kader te vormen van opzieners en opziensters voor al de andere takken van nijverheid bijeen.

GENEESKUNDIG ARBEIDSTOEZICHT.

Met betrekking tot het Arbeidstoezicht is het nuttig in herinnering te brengen dat die dienst pas gesplitst werd in den zin van de zelfstandigheid van het Geneeskundig Toezicht. Zóó hoopt men betere uitslagen te bekomen. Wat in Frankrijk gedurende den oorlog gedaan werd, strekte het Ministerie van Nijverheid en Arbeid in zekere mate tot voorbeeld bij het wederinrichten van dezen belangrijken dienst.

Inderdaad, uit de harde proefnemingen van de oorlogsbedrijven is schitterend gebleken wat vroeger te veel miskend werd: *dat de gezondheid en het welzijn van den werkman de hoofdfactoren zijn van het voortbrengingsvermogen eener onderneming.*

Gedurende den oorlog zag men de Geallieerde Regeringen steeds meer de middelen tot gezondheidsverzorging van den werkman verbeteren: geleidelijke en steeds grootere vermindering van de arbeidsuren; maatregelen tot geriefelijkheid en gezondmaking in de nijverheidsinrichtingen: kleerkamers, waschtafels, stortbaden, eetzaal, uitgekozen voeding, rustzaal, zaal voor zoogende vrouwen, zaal tot bewaring van zuigelingen, industriele kinderbewaarplaatsen, degelijke en aangename woningen, bestendige geneeskundige zorgen, enz. Kortom, de economisch gunstige invloed van een betere gezondheidsverzorging bij den arbeid bracht de overheden ertoe, maatregelen in te voeren, welke korten tijd te voren ijdele droomen zouden geschenen zijn voor de grootste voorstanders van

Staatstusschenkomst. Zoo is het, om slechts één voorbeeld aan te halen, dat de Engelsche Regeering al de munitiefabrieken hare *opziensters van het welzijn* opdrong, wier titel genoegzaam hun uitsluitend werk aanduidt.

De Belgische Regeering meende dat de methodes, die gedurende den oorlog hun proeven leverden, na den oorlog niet mochten verdwijnen; dat het algemeen belang integendeel eischt dat men voortga op den weg aangegeven door een zoo hard verkregen ondervinding en dat men langzamerhand de verweermiddelen van den werkman nog versterken moest tegen wat hem in den loop van zijnen arbeid schadelijk wezen kan.

Daarom heeft zij, op dat gewichtig gebied nieuwe wegen opgaande, besloten eene inrichting tot stand te brengen, uitsluitend bestemd tot de bescherming van de gezondheid der arbeiders. Zooals zij vroeger de eerste was om de geneesheeren als zoodanig in de rangen der arbeidsofzieners op te nemen, gaat zij heden voor door het inrichten van het *Geneeskundig toezicht op den Arbeid*.

De zending, welke de beambten van die instelling te vervullen hebben, is duidelijk omschreven in het koninklijk besluit van 23 Juni 1919 dat haar tot stand brengt, alsmede in het verslag aan den Koning dat het besluit toelicht. Zonder aan te dringen op elk der punten van het ruim programma dat de geneeskundige dienst van den arbeid verwezenlijken moet, zal het volstaan zijn werking aan te wijzen op de *geneeskundige voogdij over de leerjongens*, onontbeerlijke voortzetting van den geneeskundigen dienst ter lagere school, alsook zijn invloed op de *bescherming van het moederschap bij de arbeiders*, wat tot dusver gansch verwaarloosd werd. Om aan te toonen welke de waarde is van de geneeskundige bewaking der moeder bij den arbeid en van de geneeskundige bescherming van de zwangerschap, kan men het voorbeeld aanhalen van de oorlogsfabrieken te Toulouse, waar men, dank zij de maatregelen getroffen door het toedoen van het *Comité du travail féminin* (ingesteld bij Fransch decreet van 21 April 1916), er in slaagde het geboortecijfer onder de arbeidsters op onverhoopte wijze te verhoogen: in de buskrui-fabriek te Toulouse, namelijk, waar de dampen van alcohol-ether nochtans te vreezen waren, stelt men vast dat er, in 1917, 311 zwangere vrouwen zijn op 4,175 arbeidsters of 7.40 t. h.

Dat percentage, vergeleken met die geleverd voor andere plaatsen, waar geen instelling tot bescherming der kindsheid bestaat, is welsprekend. Inderdaad, volgens de statistieken voortkomend van het werk voor kinderverzorging van het Fransch Ministerie van Bewapening, stelde men een geboortecijfer van 2 t. h. vast, daar waar niets gedaan werd; van 2 tot 3 t. h., daar waar de instelling meer uitbreiding hebben, en zelfs van 13 t. h. in de Gravanches (D^r Roux).

Voorzichtigheidshalve dient men slechts behoedzaam op dezen nieuwen weg vooruit te gaan en bijgevolg moet men het aantal nieuwe beambten tot het streng noodige beperken, om hun werkzaamheid gemakkelijk te kunnen leiden en hun beroepsopleiding te kunnen verbeteren.

Het Arbeidstoezicht, geregeeld onder de verschillende vormen waarop wij wijzen, zal aan de belanghebbenden meer betrouwen inboezemen en zich

beter aanpassen aan den vooruitgang der nijverheid en aan de sociale toestanden.

CONFERENTIE TE WASHINGTON.

Artikel 3 « Reis- en verblijfskosten » van de begrooting voor 1919 zal ook de gevolgen van het oogenblik ondergaan. Deze post bedraagt slechts eene som van 50,000 frank. Hij zal zeker onvoldoende zijn. Inderdaad, krachtens het Vredesverdrag zal België zich moeten doen vertegenwoordigen op de Internationale Arbeidsconferentie, die, de eerste maal, in November aanstaande te Washington zal gehouden worden.

De afvaardiging zal bestaan uit vier personen, vergezeld door tien of twaalf technische raadslieden. Voegt men daarbij twee of drie secretarissen en machineschrijvers, dan zijn er een twintigtal personen. Onder die omstandigheden moet men wel op 125 tot 150,000 frank rekenen.

België, een bij uitstek nijverheidsland, land van proefnemingen, zal op die Conferentie een uiterst belangrijke taak kunnen vervullen.

WERKLIEDEN UIT NÉAU-MALMEDY.

Vermits wij handelen over de sociale gevolgen van het Vredesverdrag, zal men ons wel veroorloven de welwillende aandacht van de Regering te vestigen op het lot, dat zal moeten te beurt vallen van de arbeiders uit de kantons Néau (Eupen), Malmédy, Saint-Vith en Moresnet.

De aansluiting van de werklieden dier kantons bij de Duitse Verzekeringskassen is voor hen om zoo te zeggen een verworven recht. De aanpassing van hun geval aan de soortgelijke Belgische wetten zal het voorwerp moeten uitmaken van een bijzondere en grondige studie. Bijzondere maatregelen zullen moeten getroffen worden om geen belang der werklieden uit de teruggewonnen gewesten te schaden. Vermits het Verdrag van Versailles zekere kantons, in 1815 met geweld bij Pruisen ingelijfd, aan België terugaf, is het slechts billijk dat de geest, die dit stuk beheerscht in de vragen welke de arbeiders aanbelangen, ruim toegepast worde op de werklieden uit Moresnet, Néau (Eupen), Malmédy en Saint-Vith. Dat zal de beste wijze zijn om die moedige en werkzame burgers te begroeten, die hun plaats komen terugnemen in hun vroeger vaderland.

INTERNATIONALE ARBEIDSWETGEVING.

Aangaande de Internationale Conferentie van Washington is het nuttig er aan te herinneren dat zij gehouden wordt ter uitvoering van het Verdrag van Versailles. Daardoor werden ingesteld een bestendig bureel en eene jaarlijksche vergadering van de afgevaardigden der toetredende landen welke toegelaten worden tot het lidmaatschap van den Volkenbond, ten doel hebbend een internationale arbeidswetgeving tot stand te brengen.

De grondgedachte, waarop de overeenkomst steunt, is dat het tot stand brengen van den Volkenbond alleen dan werkelijk een einde kan maken aan de storingen, waaraan de wereld in het verleden geleden heeft, en de

kiemen van internationalen strijd alleen dan kan dooden, wanneer de onheilen en ongerechtigheden van den tegenwoordigen socialen toestand niet verholpen worden. Door voor te stellen een bestendige instelling in het leven te roepen, belast met het regelen der arbeidsvoorwaarden door internationale verstandhouding, was de Commissie van meening dat zij eene handeling verrichtte, welke onontbeerlijk is tot het bereiken van het door den Volkenbond beoogde doel; zij heeft aan die gedachte vasten vorm gegeven in het voorwoord, waarin het doel en het arbeidsveld van die inrichting omschreven worden.

Het eerste hoofdstuk bepaalt de inrichting van de nieuwe instelling. Het bepaalt in de eerste plaats dat de eerste leden van den Volkenbond de eerste leden van die instelling zullen zijn en dat voortaan de hoedanigheid van lid van den Volkenbond die zal meebrengen van lid van bedoelde instelling; elke Staat, lid van den Volkenbond, is zedelijk verplicht toe te treden tot de beginselen in het voorwoord uiteengezet, indien hij er werkelijk om bekommerd is de zaak van het recht en van de menscheijkheid te verdedigen.

* * *

De instelling begrijpt twee deelen: 1° de Internationale Arbeidsconferentie; 2° het Arbeidsbureau staande onder het toezicht van een beheerraad.

De Internationale Arbeidsconferentie zal ten minste eenmaal elk jaar vergaderen en zal bestaan uit de afgevaardigden benoemd door elke der Hooge Verdragsluitende Partijen: twee zullen rechtstreeks benoemd worden door de Regeeringen en de twee overige gekozenen zullen onderscheidenlijk de werkgevers en de arbeiders vertegenwoordigen.

Elke afgevaardigde heeft het recht hoofdelijk te stemmen.

De Commissie heeft begrepen dat, zoo de Conferentie werkelijk de arbeiderswereld vertegenwoordigen en aan deze vertrouwen inboezemen wil, de patroons en de werklieden hunne meening vrij en vranc moeten kunnen uitspreken en het noodig was af te zien van de vroegere stemmingswijze per nationale eenheid. Bijgevolg wilde zij dat de afgevaardigden der patroons en der werklieden het recht hebben het woord te nemen en te stemmen zonder zich te moeten gedragen aan de onderrichtingen der Regeering van hun land.

Artikel 408 van het Verdrag bepaalt dat, zoo de Conferentie zich uitspreekt voor het aannemen van voorstellen betreffende een onderwerp dat op de dagorde is, zij zal moeten bepalen of die voorstellen den vorm moeten aannemen: a) van een aanbeveling te onderwerpen aan het onderzoek der Hooge Verdragsluitende Partijen, opdat daaraan gevolg gegeven worde bij wijze van nationale wet of anderszins; b) ofwel van een ontwerp van internationale overeenkomst, door de Hooge Verdragsluitende Partijen te bekrachtigen.

In beide gevallen, opdat eene aanbeveling of een ontwerp van overeenkomst bij de eindstemming door de Conferentie aangenomen worden, is een meerderheid van twee derden der stemmen van de aanwezige afgevaardigden vereischt.

Volgens artikel 407 zal elk ontwerp dat, bij de eindstemming over het geheel, de meerderheid van twee derden der door de aanwezige leden uitgebrachte stemmen niet bekomt, het voorwerp kunnen uitmaken van een bijzondere overeenkomst tusschen de Hooge Verdragssluitende Partijen die den wensch daartoe uitdrukken.

Van elke bijzondere overeenkomst van dien aard zal door de belanghebbende Regeeringen kennis moeten gegeven worden aan den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond, die ze zal doen registreeren.

Artikel 408 bepaalt dat elke der Hooge Verdragssluitende Partijen zich verbindt, bij het Internationaal Arbeidsbureau een jaarlijksch verslag in te dienen over de door haar genomen maatregelen ter uitvoering van de overeenkomsten, waartoe zij toegetreden is. Die verslagen zullen opgemaakt worden in den door den Beheerraad aangeduiden vorm en moeten de juiste ophelderingen geven, welke door den Raad zijn gevraagd. De Bestuurder van het Internationaal Bureau zal een samenvatting van die verslagen op de eerstkomende zitting overleggen.

* * *

Het Internationaal Arbeidsbureau zal gevestigd zijn in de stad, waar de Volkenbond zijn zetel heeft, en zal deel uitmaken van het geheel der instellingen van den Bond. Het zal onder de leiding staan van een Raad van vier-en-twintig leden, benoemd volgens de aanwijzingen van artikel 393.

Evenals de Conferentie, zal de Beheerraad samengesteld zijn uit afgevaardigden der Regeeringen, der werkgevers en der arbeiders. Hij zal bestaan uit twaalf vertegenwoordigers der Regeeringen, waarvan acht aangewezen worden door de Staten met een zeer uitgebreide nijverheid; de twaalf overige leden zullen zijn zes leden, benoemd door de afgevaardigden der patroons ter Conferentie, en zes leden benoemd door de afgevaardigden die de bedienden en de werklieden vertegenwoordigen. Artikel 394 bepaalt de werking van het Bureau.

* * *

Wanneer men zich herinnert dat artikel 389 bepaalt dat een Algemeene Conferentie der Hooge Verdragssluitende Partijen, ingericht op de wijze en met het doel welke wij hierboven vermelden, « zittingen houden zal telkens als dit noodig zijn zal en ten minste eenmaal elk jaar », zal men gansch de belangrijkheid van dit hoofdstuk van het Verdrag inzien. Dat is eenigszins de instelling van een Internationaal en Bestendig Arbeidsparlement. Dat is waarschijnlijk de beste waarborg van Vrede, die in het Verdrag van Versailles voorkomt.

Wij zijn gelukkig in 't voorbijgaan te kunnen wijzen op de voorname medewerking van de Belgische afvaardiging aan de uitwerking der reglementen die het statuut van de Internationale Arbeidsconferentie bepalen.

Om beter het na te streven doel af te teekenen en den geest te kenmerken, welke de werkzaamheden van die jaarlijkse conferenties bezielen moet, hebben de Hooge Verdragssluitende Partijen de

ALGEMEENE BEGINSELEN

omschreven als volgt :

ARTIKEL 427. — De Hooge Verdragsluitende Partijen, erkennende dat het lichamelijk, zedelijk en verstandelijk welzijn van de loonarbeiders uit een internationaal oogpunt van hoofdzakelijk belang is, hebben, om dat verheven doel te bereiken, de bij Afdeling I bedoelde en aan den Volkenbond verbonden bestendige instelling tot stand gebracht.

Zij erkennen dat de verschillen van klimaat, van zeden en gebruiken, van economische gepastheid en industriele gewoonten het moeilijk maken, onmiddellijk de volstreekte eenheid in de arbeidstoestanden te bereiken. Doch, overtuigd zijnde dat de arbeid niet eenvoudig als een handelsartikel moest beschouwd worden, meenen zij dat er voor de regeling der arbeidstoestanden methodes en beginselen bestaan, die alle industriele gemeenschappen moesten trachten toe te passen, in zooverre de bijzondere omstandigheden, waarin zij zich bevinden, het veroorloven.

Onder deze methodes en beginselen komen de volgende aan de Hooge Verdragsluitende Partijen voor als zijnde van bijzonder en dringend belang:

1. Het hierboven uitgedrukt hoofdbeginsel geeft te kennen dat de arbeid niet eenvoudig moet beschouwd worden als een koopwaar of een handelsartikel.

2. Het vereenigingsrecht met om 't even welke doeleinden, die niet met de wetten in strijd zijn, zoowel voor de loontrekkenden als voor de werkgevers.

3. De betaling, aan de arbeiders, van een loon dat hun een behoorlijken levensstandaard verzekert, zooals die in hun tijd en in hun land wordt verstaan;

4. De aanneming van den achturedag of van de acht-en-veertigurige week als te bereiken doel overal waar dat nog niet bekomen werd.

5. De aanneming van een wekelijksche rust van ten minste vier en twintig uren, waarin de Zondag zou moeten begrepen zijn telkens als het mogelijk is.

6. De afschaffing van den kinderarbeid en de verplichting om den arbeid der jeugdige personen van beiderlei kunne te beperken in zooverre zulks noodig is opdat zij hunne opvoeding kunnen voortzetten en hunne lichamelijke ontwikkeling verzekeren.

7. Het beginsel van gelijk loon, zonder onderscheid van geslacht, voor werk van gelijke waarde.

8. De in ieder land uitgevaardigde voorschriften aangaande de arbeidsvoorwaarden moeten een billijk economische behandeling verzekeren aan alle arbeiders, die wettelijk in het land verblijven.

9. Elke Staat moet een toezichtsdienst, die vrouwen zal begrijpen, tot stand brengen om de toepassing der wetten en reglementen ter bescherming van de arbeiders te verzekeren.

Zonder te verkondigen dat deze beginselen en methodes volledig of definitief zijn, zijn de Hooge Verdragsluitende Partijen van meening dat zij geschikt zijn om de politiek van den Volkenbond tot richtsnoer te dienen, en dat zij, ingeval zij aangenomen worden door de industriele gemeenschappen, welke deel uitmaken van den Volkenbond, en ingeval zij in de practijk door een geschikt korps van opzieners ongeschonden gehandhaafd

worden. bestendige weldaden aan de loonarbeiders van de wereld zullen verschaffen.

*
* * *

Het is de eerste maal dat bepalingen betreffende den arbeid en zoo belangrijke bedingen met het oog op de sociale vervorming in een Vredesverdrag opgenomen worden.

Wij meenden ze te moeten overnemen in dit verslag over de Begrooing van Nijverheid en Arbeid, het eerste sedert het einde van den oorlog.

Door het instellen van de Internationale en Bestendige Conferentie en door het bepalen van de « Arbeidsbedingen » van zulke hooge sociale draagwijdte, wilde de Conferentie van Parijs hulde brengen aan de arbeiders der geallieerde landen die zoo dapper op de slagvelden hun bloed vergoten voor de vrijheid en de onafhankelijkheid der volkeren.

Het kwam ons voor, dat, na nader gewezen te hebben op eenige der hoofd-hervormingen waarop de arbeiders van ons land met ongeduld wachten, het nuttig was te zeggen dat die vraagstukken in rechtstreeksch verband zijn met het Vredesverdrag.

Vóór den oorlog was België in den vreemde gunstig gekend als « land van proefnemingen ». De stralenkrans van roem, die het heden omringt, legt België den plicht op, zijne industriele plaats in de wereld terug te vervangen en er tevens nieuwe lauweren te winnen op sociaal gebied.

Wij zijn overtuigd dat de Regeering en het Parlement in België in die edele taak niet zullen te kort schieten.

De Verslaggever,

LÉON TROCLET.

De Voorzitter,

P. POULLET.

